# MRC DE RIVIÈRE-DU-LOUP

## PLAN DE GESTION
## DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

**Adopté le 19 février 2004**

LE CONSEIL DE LA MRC DE RIVIÈRE-DU-LOUP

| | |
|---|---|
| Monsieur Michel Lagacé | préfet, maire de Saint-Cyprien |
| Monsieur Lucien Bourgoin | préfet suppléant, maire de Saint-Antonin |
| Monsieur Gaétan Michaud | maire de Saint-Arsène |
| Monsieur Gilbert Delage | maire de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs |
| Monsieur Raynald Omer Côté | maire de L'Isle-Verte |
| Monsieur Gilles D'Amours | maire de Saint-Georges-de-Cacouna (village) |
| Monsieur Jean D'Amour | maire de Rivière-du-Loup |
| Monsieur Raymond Dubé | maire de Saint-François-Xavier-de-Viger |
| Monsieur Michel Lebel | maire de Saint-Modeste |
| Monsieur Jacques M. Michaud | maire de Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) |
| Monsieur Philippe Dionne | maire de Saint-Paul-de-la-Croix |
| Monsieur Gilles Moreau | maire de Notre-Dame-du-Portage |
| Monsieur Jacques M. Martin | maire de Saint-Hubert-de-Rivière-de-Loup |
| Monsieur Daniel Thériault | maire de Saint-Épiphane |

LE COMITÉ AVISEUR

| | |
|---|---|
| Monsieur Raymond Duval | service de l'aménagement, MRC de Rivière-du-Loup |
| Madame Stéphanie Beaudoin | service de l'aménagement, MRC de Rivière-du-Loup |
| Monsieur Alain Michaud | service de l'environnement, Ville de Rivière-du-Loup |
| Monsieur André Poitras | directeur général, Société VIA |
| Monsieur Gaétan Malenfant | représentant du CRIE du Grand-Portage |
| Monsieur Gilles D'Amours | maire de Saint-Georges-de-Cacouna (village) |
| Monsieur Vincent Dionne | préfet suppléant, Maire de Saint-Arsène |

L'ÉQUIPE DE TRAVAIL DU PLAN DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

**Le mandataire externe : la COECOS**

Coordination
Madame Josée Martineau, directrice générale

Rédaction
Monsieur Benoit Dubeau, agent de projet
Madame Josée Dumas, agente de projet

Soutien
Monsieur Vincent Epron, stagiaire
Madame Johanne Saint-Pierre, secrétaire administrative

**Le personnel de la MRC**

Supervision générale du mandat
Monsieur Raymond Duval, directeur du service de l'aménagement

Collaboration avec le mandataire, cartographie, rapport de consultation publique
Madame Stéphanie Beaudoin, géographe

# REMERCIEMENTS

La COECOS tient à remercier :

- Les membres du comité aviseur
- Les membres de la commission publique
- Le personnel de la MRC
- Les municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup
- L'AOMGMR
- Peintures récupérées du Québec
- Recyc-Québec
- Ministère de l'Environnement
- Les entreprises et institutions ayant répondu aux sondages
- Toutes les personnes rencontrées lors d'entretiens et de visites
- Toutes les personnes, organismes, entreprises et institutions ayant contribué de près ou de loin à l'élaboration du Plan de gestion des matières résiduelles

# PRÉFACE

## Mot du comité aviseur

*Notre plan de gestion des matières résiduelles est basé sur une conviction profonde que le citoyen(ne) a un rôle majeur et essentiel à jouer dans l'atteinte des objectifs pour la réduction, la réutilisation, le recyclage et la valorisation.*

*En ce sens, les campagnes continues et régulières de sensibilisation et de promotion seront la base de la réussite vers l'atteinte des objectifs. Le citoyen mobilisé sera le centre de notre action. Le déchet non produit est le geste le plus écologique qui soit.*

*Nous sommes aussi convaincus que l'action locale, la plus près possible du citoyen donne une dimension plus écologique aux gestes à poser.*

*Pour qu'elles soient le plus écologique possible, nos actions doivent se dérouler dans la cour des gens, comme le compostage domestique ou l'herbicyclage. Ce type d'action non seulement réduit la quantité de résidus à enfouir, mais économise les coûts et réduit la pollution due au transport hors de la localité. Cette action contribue de plus à fournir un intrant naturel pour les besoins des plantes tant au potager qu'en horticulture. C'est une façon de faire très écologique et nous comptons faire en sorte que les autres mesures à prendre pour atteindre les objectifs s'y collent au maximum.*

*Nous estimons que la mise en valeur des matières constitue une avenue à prendre résolument.*

*Le déchet d'hier devient une ressource pour demain. Nos éventuels écocentres seront opérés avec cette approche de respect des choses et par exemple, contribueront à redonner vie à des accessoires, des meubles et des appareils ménagers, en étroite relation avec les partenaires communautaires du milieu.*

*Nous estimons que les ICI devront devenir des citoyens corporatifs exemplaires et faire la part qui leur revient dans l'atteinte des objectifs.*

*Les ICI sont responsables d'autant de matières résiduelles que les citoyens. Les actions qu'ils posent à ce jour devront être mises à niveau avec les efforts des citoyens, particulièrement en ce qui concerne les matières organiques, responsables d'une bonne part des lixiviats au lieu d'enfouissement.*

*Nous croyons de plus qu'une vision d'ensemble de la gestion des MRC au niveau sous-régional, permettra d'être efficace à moyen et long terme.*

*Notre contexte géographique et social fait en sorte que les MRC de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et des Basques bénéficient des mêmes médias de communication. Une vue globale des PGMR fera en sorte de faire cheminer leur mise en place en simultané ou en parallèle. Le fait que toute une sous-région pose les mêmes gestes aura un effet d'entraînement positif vers l'atteinte des objectifs de 2008.*

*Les objectifs de réduction des matières à enfouir et les objectifs de récupération – de recyclage - de valorisation seront mis en place selon leur niveau d'impact négatif sur la qualité de vie et la dégradation de l'environnement.*

*Nos cibles privilégiées seront celles qui diminueront la pollution diffuse dans l'environnement. Par ordre de priorité, les mesures à mettre en place seront celles de récupération, valorisation et élimination sécuritaire des RDD, la valorisation des matières organiques et la vidange des fosses septiques et la valorisation de leurs boues non contaminées.*

# TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE ..... iii

AVANT-PROPOS ..... 1

INTRODUCTION ..... 4

1. DESCRIPTION DU TERRITOIRE DE PLANIFICATION ..... 5
   - 1.1 POPULATION ..... 6
   - 1.2 LOGEMENT ..... 6
   - 1.3 ÉCONOMIE ..... 9
   - 1.4 PARCS ET RÉSERVES ..... 11

2. GESTION ACTUELLE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ..... 12
   - 2.1 RÉGLEMENTATION ..... 12
   - 2.2 ENTENTES INTERMUNICIPALES ..... 14
   - 2.3 PROGRAMMES MUNICIPAUX DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ..... 14
     - 2.3.1 Collecte des ordures ménagères ..... 14
     - 2.3.2 Collecte des matières recyclables ..... 17
     - 2.3.3 Coûts de gestion des matières résiduelles ..... 20
     - 2.3.4 Collecte des encombrants ..... 23
     - 2.3.5 Collecte des matières organiques ..... 24
     - 2.3.6 Collecte des résidus domestiques dangereux ..... 24

3. INTERVENANTS EN GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ..... 25

4. INVENTAIRE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ..... 29
   - 4.1 MÉTHODOLOGIE ..... 29
   - 4.2 SECTEUR MUNICIPAL ..... 30
     - 4.2.1 Quantité de matières recyclables ..... 30
     - 4.2.2 Quantité d'encombrants ..... 34
     - 4.2.3 Quantité de matières organiques ..... 34
     - 4.2.4 Quantité de résidus domestiques dangereux ..... 35
     - 4.2.5 Quantité de textiles ..... 38
     - 4.2.6 Quantité de matières consignées ..... 39
     - 4.2.7 Quantité de pneus ..... 40
     - 4.2.8 Quantité d'ordures ménagères ..... 41
     - 4.2.9 Bilan municipal ..... 43
     - 4.2.10 Cheminement des matières résiduelles ..... 44
     - 4.2.11 Atteinte des objectifs du secteur municipal ..... 46
   - 4.3 SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ ..... 49
     - 4.3.1 Secteur des industries, commerces et institutions ..... 50
     - 4.3.2 Secteur de la construction, rénovation et démolition ..... 51

4.4 BILAN ..... 53
4.4.1 Bilan des différents secteurs en 2001 ..... 53
4.4.2 Bilan des différents secteurs en 2002 ..... 53
4.5 BOUES ..... 54
4.5.1 Boues municipales ..... 54
4.5.2 Boues de fosses septiques ..... 56
4.5.3 Boues industrielles ..... 57
5. INSTALLATIONS DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ..... 59
5.1 INSTALLATIONS D'ÉLIMINATION ..... 59
5.1.1 Lieu d'enfouissement sanitaire de Rivière-des-Vases ..... 59
5.1.2 Lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Philippe-de-Néri ..... 59
5.2 INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ..... 63
5.2.1 Centre de tri Récupération Grand Portage ..... 63
5.2.2 Centre de tri de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs ..... 63
5.2.3 Ressourcerie du Bas-du-Fleuve ..... 63
5.2.4 Centre de tri Services Sanitaires Roy ..... 64
5.2.5 Mini-entreprise de Saint-Pascal ..... 64
5.2.6 Centre de tri Récupération des Basques ..... 65
5.2.7 Campor ..... 65
5.2.8 Lang 2000 et Centre de l'environnement du Témiscouata ..... 66
6. ORIENTATIONS ET OBJECTIFS ..... 68
6.1 OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT ..... 68
6.2 ORIENTATIONS DE LA MRC DE RIVIÈRE-DU-LOUP ..... 69
7. SCÉNARIOS ..... 72
7.1 SCÉNARIOS DE GESTION DES MATIÈRES RECYCLABLES ..... 75
7.1.1 Contexte ..... 75
7.1.2 Scénario proposé ..... 75
7.2 SCÉNARIOS DE GESTION DES MATIÈRES ORGANIQUES ..... 78
7.2.1 Contexte ..... 78
7.2.2 Scénario proposé ..... 79
7.3 SCÉNARIOS DE GESTION DES RÉSIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX ..... 82
7.3.1 Contexte ..... 82
7.3.2 Scénario proposé ..... 83
7.4 SCÉNARIOS DE GESTION DES ENCOMBRANTS ..... 86
7.4.1 Contexte ..... 86
7.4.2 Scénario proposé ..... 86
7.5 SCÉNARIO DE GESTION DES TEXTILES ..... 89
7.5.1 Contexte ..... 89
7.5.2 Scénario proposé ..... 89

7.6 SCÉNARIOS DE GESTION DES ORDURES ..... 91
7.6.1 Contexte ..... 91
7.6.2 Scénario proposé ..... 91
7.7 SCÉNARIOS DE GESTION DES BOUES ..... 93
7.7.1 Contexte ..... 93
7.7.2 Scénario proposé ..... 93
7.8 SCÉNARIOS DE GESTION DES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION (CRD) ..... 95
7.8.1 Contexte ..... 95
7.8.2 Scénario proposé ..... 95
7.9 SCÉNARIOS DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES PROVENANT DES ICI ..... 98

8. PLAN DE COMMUNICATION ..... 101

9. ÉCHÉANCIER ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ..... 105

10. PROGRAMME DE SUIVI ..... 115

10.1 COMITÉ DE SUIVI ..... 115
10.2 CUEILLETTE D'INFORMATIONS ..... 116
10.3 ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ..... 118
10.3.1 Intervenants en gestion des matières résiduelles ..... 118
10.3.2 Caractérisation ..... 118
10.4 INDICATEURS DE PERFORMANCES ..... 119
10.4.1 Taux annuel de valorisation et mesure de l'atteinte des objectifs ..... 119
10.4.2 Taux annuel de diversion du secteur municipal ..... 119

CONCLUSION ..... 121

RÉFÉRENCES ..... 122

# LISTE DES ANNEXES

***Les annexes peuvent être consultées à la section 2 du cahier technique disponible à la MRC de Rivière-du-Loup et sur le site Internet de la COECOS (www.coecos.com)***


ANNEXE A : Liste des matières acceptées ou refusées par les centres de tri

ANNEXE B : Liste des produits acceptés et de produits non acceptés par Peintures Récupérées du Québec

ANNEXE C : Questionnaires envoyés aux différents intervenants

ANNEXE D : Liste des points de récupération des pneus usagés

ANNEXE E : Composition des matières résiduelles selon CRIQ-CHAMARD-ROCHE

ANNEXE F : Critères d'élaboration d'une politique d'achat à teneur environnementale

ANNEXE G : Exemple de tâches du coordonnateur

## LISTE DES CARTES ET FIGURES

CARTE 1.1 Localisation de la MRC de Rivière-du-Loup ..... 5

CARTE 1.2 Territoire d'application du PGMR de la MRC de Rivière-du-Loup ..... 8

CARTE 5.1 Lieux de disposition des matières résiduelles ..... 62

FIGURE 1.1 Profil socio-économique de la MRC de Rivière-du-Loup ..... 10

FIGURE 4.1 Organigramme de cheminement des matières résiduelles du secteur municipal ..... 45

## LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1.1 Informations générales sur les municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup ..... 7

TABLEAU 1.2 Territoires possédant un statut ..... 11

TABLEAU 2.1 Liste des règlements municipaux ..... 13

TABLEAU 2.2 Liste des ententes intermunicipales en 2001 ..... 14

TABLEAU 2.3 Description des programmes de gestion des ordures ménagères de la MRC de Rivière-du-Loup en 2001 ..... 16

TABLEAU 2.4 Description des programmes de gestion des matières recyclables de la MRC de Rivière-du-Loup en 2001 ..... 19

TABLEAU 2.5 Coûts de gestion des matières résiduelles pour la MRC de Rivière-du-Loup en 2001 ... 22

TABLEAU 2.6 Nombre de collectes des encombrants dans les municipalités en 2001 ..... 23

TABLEAU 2.7 Liste des détaillants pour le dépôt des RDD en 2001 ..... 24

TABLEAU 3.1 Entreprises de collecte et de transport des matières résiduelles ..... 25

TABLEAU 3.2 Centres de traitement des matières résiduelles ..... 26

TABLEAU 3.3 Entreprises privées liées à la gestion des matières résiduelles ..... 27

TABLEAU 3.4 Friperies, organismes d'entraide et centres de réemploi pour le textile ..... 28

TABLEAU 3.5 Autres organismes environnementaux ..... 28

TABLEAU 4.1 Présentation des catégories visées par l'enquête et des taux de réponse ..... 29

TABLEAU 4.2 Matières recyclables acheminées au centre de tri de Services Sanitaires Roy en 2001 .. 30

TABLEAU 4.3 Matières recyclables acheminées au centre de tri de Récupération Grand Portage en 2001 ..... 30

TABLEAU 4.4 Matières recyclables acheminées à la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve en 2001 ..... 31

TABLEAU 4.5 Matières recyclables acheminées au centre de tri de Récupération des Basques en 2001 ..... 31

TABLEAU 4.6 Performance de la récupération par habitant en 2001 ..... 32

TABLEAU 4.7 Répartition des matières acheminées aux centres de tri en 2001 ..... 33

TABLEAU 4.8 Participation par municipalité ... 35
TABLEAU 4.9 Inventaire des RDD récupérés en 2001 ... 36
TABLEAU 4.10 Quantité de peintures récupérées chez les détaillants en 2001 ... 37
TABLEAU 4.11 Quantité de RDD récupérés chez Canadian Tire en 2001 ... 37
TABLEAU 4.12 Quantité de RDD récupérés dans la MRC de Rivière-du-Loup selon les types de collecte en 2001 ... 38
TABLEAU 4.13 Quantité de textiles récupérés et valorisés en 2001 ... 39
TABLEAU 4.14 Quantité de matières consignées récupérées dans la MRC en 2001 ... 40
TABLEAU 4.15 Quantité de pneus hors d'usage récupérés dans la MRC en 2001 ... 40
TABLEAU 4.16 Quantité de matières résiduelles acheminées aux lieux d'enfouissement en 2001 ... 41
TABLEAU 4.17 Tableau synthèse des quantités de matières résiduelles générées pour l'ensemble de la MRC de Rivière-du-Loup en 2001 ... 43
TABLEAU 4.18 Sommaire des quantités mises en valeur par matières en 2001 et comparaison avec les objectifs gouvernementaux ... 48
TABLEAU 4.19 Facteurs de conversion volume/poids ... 49
TABLEAU 4.20 Quantité de matières acheminées au LES de Rivière-des-Vases par les particuliers, les secteurs CRD et ICI en 2001 ... 49
TABLEAU 4.21 Volume de matières acheminées par le secteur ICI au LES de Rivière-des-Vases selon la provenance en 2001 ... 50
TABLEAU 4.22 Description des matières enfouies au LES de Rivière-des-Vases par les principales industries en 2001 ... 51
TABLEAU 4.23 Quantité acheminée par les entreprises du secteur CRD au LES de Rivière-des-Vases en 2001 ... 52
TABLEAU 4.24 Proportion, par secteur, des matières enfouies au LES de Rivière-des-Vases provenant des municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup pour l'année 2001 ... 53
TABLEAU 4.25 Proportion des différentes catégories de l'ensemble des matières acheminées au LES de Rivière-des-Vases en 2002 ... 54
TABLEAU 4.26 Estimation de la quantité annuelle de boues produites par les citoyens dans les usines de traitement des eaux usées ... 55
TABLEAU 4.27 Estimation de la quantité annuelle de boues produite par les résidences isolées ... 56
TABLEAU 4.28 Quantité de boues produite par les principales industries des MRC du KRTB en 2001 ... 58
TABLEAU 5.1 Description des lieux d'enfouissement sanitaire de la MRC de Rivière-du-Loup et des MRC environnantes ... 61
TABLEAU 5.2 Description des dépôts en tranchée de la MRC de Rivière-du-Loup et des MRC environnantes ... 61
TABLEAU 5.3 Description des installations de traitement des matières résiduelles de la MRC de Rivière-du-Loup ... 67
TABLEAU 5.4 Description des installations de traitement des matières résiduelles des MRC environnantes ... 67

TABLEAU 8.1 Plan de communication pour la gestion des matières résiduelles ..... 103
TABLEAU 9.1 Échéancier de gestion par type de matières ..... 106
TABLEAU 9.2 Prévisions budgétaires annuelles par type de matières ..... 113
TABLEAU 10.1 Informations devant être transmises au coordonnateur du PGMR par les différents intervenants ..... 116

# LEXIQUE

**Bac roulant** Contenant en plastique et muni de roues servant à la collecte des ordures ou des matières recyclables, d'une capacité de 240 ou 360 litres.

**Biogaz** Gaz produit par la décomposition des résidus organiques dans un milieu à air raréfié.

**Boîte bleue** Contenant en plastique servant à la collecte des matières recyclables, d'une capacité de 44 ou 60 litres. On utilise aussi le terme anglais « blue box ».

**CFER** Les centres de formation en entreprise et récupération (CFER) offrent, aux jeunes de 16 à 18 ans n'ayant pas réussi un secondaire I, la possibilité d'acquérir une formation personnelle favorisant leur réinsertion sociale et professionnelle dans le domaine de la gestion des matières résiduelles.

**Collecte à 3 voies** La collecte à trois voies consiste à récupérer séparément les matières recyclables, les matières compostables et les ordures ménagères.

**Collecte en alternance** Collecte des ordures et des matières recyclables effectuée en alternance, soit la collecte des ordures une semaine et la collecte des matières recyclables la semaine suivante.

**Collecte pêle-mêle** Collecte permettant aux citoyens de placer les matières recyclables dans le bac sans les trier par types de matière.

**Collecte sélective** Mode de récupération qui permet de cueillir des matières résiduelles pour en favoriser la mise en valeur. La collecte sélective procède par apport volontaire à un point de dépôt, (point de vente, cloche, conteneur, écocentre ou Ressourcerie) ou de porte-à-porte.

**Comité aviseur** Comité formé d'élus et d'intervenants, responsable d'analyser les scénarios de gestion des matières résiduelles et d'émettre des recommandations auprès de la MRC.

**Commission publique** Commission constituée par la MRC et formée d'au plus dix membres dont au moins un représentant du milieu des affaires, un représentant du milieu syndical, un représentant du milieu socio-communautaire et un représentant des groupes de protection de l'environnement.

**Conteneur** Contenant en métal ou en plastique servant à la collecte des ordures ou des matières recyclables, d'une capacité de 2 $vg^3$ et plus. La levée de ses contenants est mécanique, soit par chargement avant ou chargement arrière.

**Déchet ultime** Matière résiduelle ne pouvant être valorisée d'aucune façon à l'heure actuelle.

**Écocentre** L'écocentre est aussi connu sous le nom de parc à conteneurs, de recyclerie ou de déchetterie. Les usagers apportent volontairement des matières résiduelles encombrantes telles que du bois, du métal, de la terre, des appareils électroménagers, etc. Autant que possible, les matières apportées sont réorientées vers le réemploi, le recyclage et la valorisation.

**Élimination** Toute opération visant le dépôt ou rejet définitif de matières résiduelles dans l'environnement, notamment par mise en décharge, stockage ou incinération, y compris les opérations de traitement ou de transfert de matières résiduelles effectuées en vue de leur élimination.

**Encombrant** Appelé aussi « gros morceau » ou « monstre », il s'agit de matériaux secs d'origine domestique : les résidus encombrants comprennent notamment les meubles, les appareils électroménagers, les résidus de construction, de rénovation et de démolition d'origine résidentielle.

**Fibres et contenants** Lors du tri à la source, les matières sont en général séparé en deux catégories : les fibres, qui comprennent le papier et le carton, et les contenants, qui comprennent le verre, le métal et le plastique.

**Herbicyclage** Pratique consistant à laisser sur la pelouse l'herbe coupée lors de la tonte.

**Lixiviat** Liquide ayant percolé (pénétré et circulé) au travers d'une masse de matières ou résidus et ayant extrait, au passage, par lessivage, certains éléments contaminants. Synonyme : eaux de lixiviation.

**Matière putrescible** Matière qui peut se décomposer sous l'action de bactéries. Comprend les résidus verts, les résidus de tables et les fibres (papier, carton et bois).

**Matière résiduelle** Matière ou objet périmé, rebuté ou autrement rejeté, qui est mis en valeur ou éliminé.

**Ordure ménagère** Matière résiduelle générée par le secteur municipal et envoyée au lieu d'enfouissement.

**Récupération** Méthode de traitement des matières résiduelles qui consiste à récupérer, par voie de collecte, de tri, d'entreposage ou de conditionnement, des matières rebutées en vue de leur valorisation.

**Recyclage** Utilisation, dans un procédé manufacturier, d'une matière secondaire en remplacement d'une matière vierge.

**Réduction à la source** Action permettant d'éviter de générer des résidus lors de la fabrication, de la distribution et de l'utilisation d'un produit.

**Réemploi** Utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification de son apparence ou de ses propriétés.

**Résidu organique** Ensemble de tous les résidus de table et des résidus verts générés par les résidences et les ICI (incluant le secteur agroalimentaire); également utilisé dans le même sens : matière organique ou matière putrescible.

**Résidu vert** Résidu de nature végétale associé à l'entretien des terrains publics ou privés : herbe, feuilles, résidus de taille, résidus de jardin, sapins de Noël, etc.

**Ressourcerie** Entreprise d'économie sociale en environnement comprenant une aire de réception, de mise en valeur et de mise en marché de matières résiduelles. La principale activité vise la réduction, la réutilisation, le recyclage et le compostage des matières de provenance domestique, industrielle, commerciale et institutionnelle. Une Ressourcerie rassemble et établit des partenariats avec les forces vives du milieu. Elle favorise également la réintégration sociale, l'adaptation et la formation de la main d'œuvre par la création d'emplois durables et de qualité. Elle est active dans l'éducation et la sensibilisation. Elle consacre des ressources importantes aux matières non couvertes par la collecte sélective. Le terme « Ressourcerie » est une marque de commerce enregistrée au Canada.

**Tri à la source** Séparation des différents types de matières au point de génération (résidence, commerce, institution, industrie) aux fins de mise en valeur ou d'élimination sécuritaire.

**Valorisation** Toute opération visant par le réemploi, le recyclage, le compostage, la régénération ou par toute autre action qui ne constitue pas de l'élimination, à obtenir à partir de matières résiduelles des éléments ou des produits utiles ou de l'énergie.

# LISTE DES SIGLES, ACCRONYMES ET ABBRÉVIATIONS

| | |
|---|---|
| 3RV-E | Réduction à la source, réemploi, recyclage, valorisation et élimination |
| AOMGMR | Association des organismes municipaux de gestion des matières résiduelles |
| CFER | Voir lexique |
| CRD | Construction, rénovation et démolition |
| DET | Dépôt en tranchée |
| GMR | Gestion des matières résiduelles |
| ICI | Industrie, commerce et institution |
| LES | Lieu d'enfouissement sanitaire |
| KRTB | Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques |
| LQE | Loi sur la qualité de l'environnement |
| M.O. | Matières organiques |
| MRC | Municipalité régionale de comté |
| PGMR | Plan de gestion des matières résiduelles |
| PPGMR | Projet de Plan de gestion des matières résiduelles |
| RBRC | Rechargeable battery recycling of Canada |
| RDD | Résidu domestique dangereux |
| U. O. | Unité d'occupation |

# LISTE DES UNITÉS DE MESURE

| | |
|---|---|
| tm | Tonne métrique |
| $vg^3$ | Verge cube |
| hab. | Habitant |
| M | Million |

## AVANT-PROPOS

# 3 RV-E

Parmi les principes d'action de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, on retrouve les 3RV-E et tel qu'indiqué dans cette Politique: « À moins qu'une analyse environnementale ne démontre le contraire, la réduction à la source, le réemploi, le recyclage, la valorisation et l'élimination doivent être privilégiés dans cet ordre lors des choix de gestion des matières résiduelles ».

# 1er R

Le premier R signifie **réduction à la source**. Il est le moins coûteux à réaliser, car il exige simplement de faire attention à notre façon de consommer. Il consiste simplement à éviter de générer des résidus lors de la fabrication, de la distribution et de l'utilisation d'un produit. Pour le citoyen, il s'agit de diminuer la quantité de matières résiduelles produites, par exemple en achetant des aliments en vrac ou peu emballés et des produits durables plutôt que jetables.

Par ailleurs, il n'y a pas uniquement les consommateurs qui ont du chemin à faire à ce sujet. Bien des fabricants auraient intérêt à adopter d'autres manières de produire leurs biens et services. La réduction à la source est une méthode de prévention, y adhérer aura pour conséquence de réduire considérablement les quantités de résidus à gérer.

# 2e R

Le deuxième R veut dire **réutilisation** ou **réemploi**. Par définition, le réemploi est « l'utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification de son apparence ou de ses propriétés ». Ce principe consiste à prolonger la vie utile d'un bien de consommation en l'utilisant plus d'une fois. Il permet donc de détourner certains produits du traitement et de l'élimination associés à la gestion des résidus. Les exemples de réutilisation sont nombreux et sont uniquement limités par l'imagination des gens qui donnent une seconde vie aux emballages et aux produits. Par exemple, il peut s'agir de l'usage répété des récipients en plastique, ou du réemploi de vêtements usagés par l'entremise d'une Ressourcerie ou d'une friperie.

# 3e R

Le troisième et dernier R est le plus connu. C'est le **recyclage**. Le principe de base du recyclage consiste à réintroduire une matière résiduelle dans un processus de transformation. Le recyclage est différent du réemploi parce qu'il modifie l'objet initial. On utilise la matière récupérée en remplacement d'une matière première à la base d'un procédé de fabrication. Par exemple, le recyclage du verre et des métaux ramassés lors de la collecte des matières recyclables permet de réduire le gaspillage des ressources tout en permettant des économies d'énergie et d'argent pour les industries. Le recyclage se heurte néanmoins à de nombreux obstacles dont les principaux sont la compétition avec les matières premières neuves, les limites des technologies de transformation, le manque de connaissances des consommateurs qui refusent d'utiliser les produits à base de matières recyclées et enfin, l'instabilité des marchés en raison des incertitudes sur la constance de l'approvisionnement.

# V

Selon la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (1998), la **valorisation** est « la mise en valeur d'une matière résiduelle par d'autres moyens que le réemploi et le recyclage ». Elle constitue la dernière étape pour détourner les matières résiduelles de l'élimination. Le compostage de la matière organique constitue le meilleur exemple de valorisation. Le compostage permet de détourner de l'enfouissement une grande quantité de matières tout en produisant du compost. L'épandage de celui-ci améliore la structure du sol et constitue un fertilisant naturel pour les végétaux.

La valorisation énergétique est un autre exemple qui consiste à produire de l'énergie en faisant une conversion des rebuts. Bien que ce procédé ressemble à l'incinération, il est différent puisque l'énergie produite est utilisée. La valorisation énergétique devrait être une solution de dernier recours où l'on utilise uniquement les matières qui ne peuvent être différemment mises en valeur. Autrement, il s'agit là d'un gaspillage de ressources.

# E

L'**élimination** est la dernière étape de consommation d'un produit qui est alors considéré comme un déchet. On trouve deux modes d'élimination, soit l'enfouissement et l'incinération. Ces deux modes ont des conséquences néfastes sur l'environnement.

La matière putrescible constitue la principale cause de contamination des lieux d'enfouissement. La dégradation de ces résidus produit des biogaz et contaminent les eaux de lixiviation. Les biogaz résultent de la fermentation de la matière organique dans un milieu pauvre en oxygène. Ces émissions contribuent à l'effet de serre, génèrent des odeurs nauséabondes, présentent des risques de cancer, des effets chroniques et des intoxications.

Les eaux de lixiviation proviennent de la percolation des eaux de pluie et de fonte des neiges à travers la couche de déchets. Ces eaux circulant dans les rebuts se chargent des multiples contaminants contenus dans ceux-ci ou provenant de leur décomposition. Les eaux de lixiviation représentent un danger pour les réseaux hydrographiques de surface et souterrains.

Si les sites s'avèrent une nécessité pour l'élimination des déchets ultimes, c'est-à-dire les résidus qui ne peuvent être valorisés d'aucune façon, il faut néanmoins se limiter à n'y enfouir que ceux-ci afin d'en prolonger la durée de vie.

Les 3RV-E sont les grands principes à la base de la gestion des matières résiduelles. Le plan de gestion ci-présent, doit orienter ses recommandations et les actions à prendre en relation avec ces principes. La figure suivante indique les catégories de matières qui sont les plus ciblées pour chaque principe de gestion.

| | |
|---|---|
| Réduction | Toutes les catégories de matières résiduelles |
| Réemploi | Textiles et encombrants |
| Recyclage | Matières recyclables et résidus domestiques dangereux |
| Valorisation | Matières organiques et boues |
| Élimination | Déchets ultimes |

# INTRODUCTION

À la fin des années 1980, le Québec se dotait d'une Politique québécoise de gestion intégrée des déchets solides. Cette Politique visait notamment à réduire de 50 % la quantité des résidus envoyés à l'élimination en l'an 2000. Malgré les efforts déployés par les gouvernements, les municipalités, les entreprises, les citoyens et l'arrivée d'organismes visant la protection de l'environnement, les objectifs visés par la Politique de gestion intégrée des déchets solides n'ont pas été atteints. La consommation de biens des citoyens est toujours croissante et influe directement sur la quantité de matières résiduelles à gérer. Comme les lieux d'enfouissement ont des capacités limitées et que les normes d'élimination devront être plus sécuritaires, il est essentiel d'arriver à améliorer les modes de gestion de ces matières résiduelles.

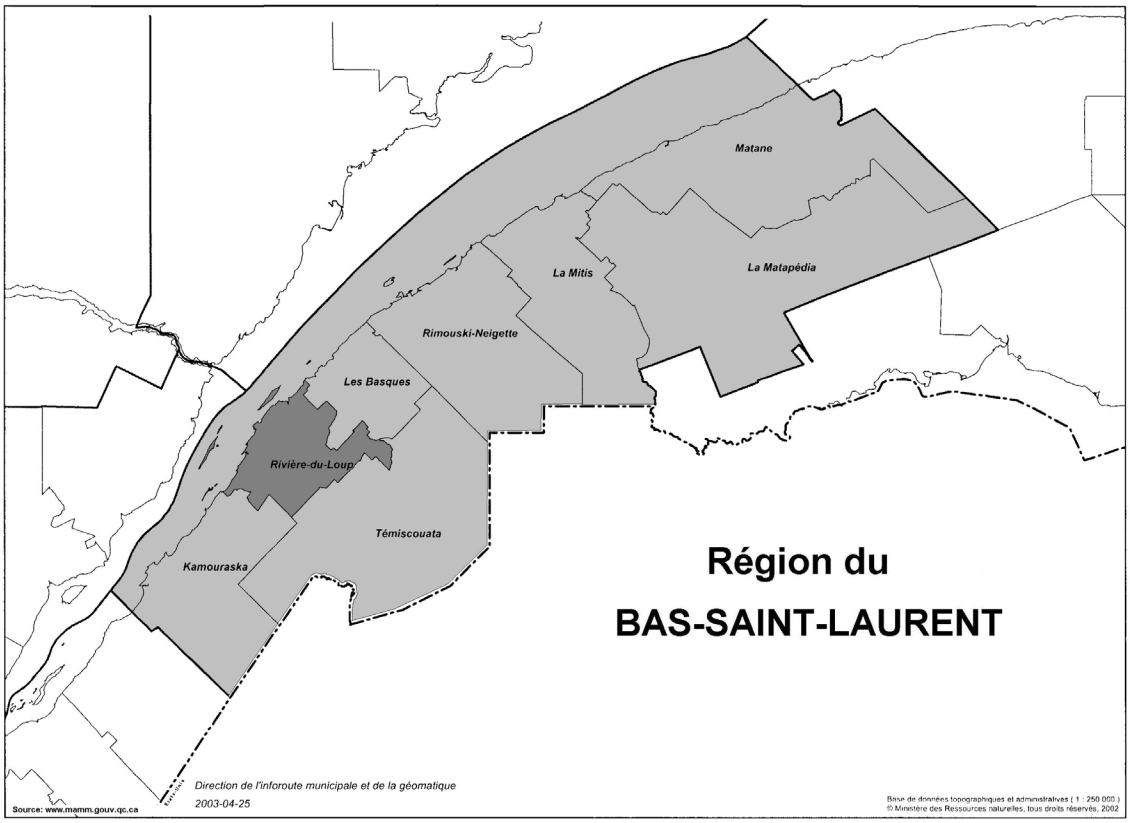
Avec l'arrivée de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008, les MRC doivent adopter un plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) d'une durée de 20 ans qui sera mis à jour tous les 5 ans. Afin de se conformer à la Loi sur la qualité de l'environnement, les MRC de Kamouraska, de Rivière-du-Loup, de Témiscouata et des Basques (KRTB) ont choisi de faire appel à la Corporation environnementale de la Côte-du-Sud (COECOS) pour élaborer les quatre PGMR. Le début des travaux s'est effectué en mars 2002. Ce choix a donc permis d'avoir une vision plus globale et régionale de la gestion des matières résiduelles à la grandeur du KRTB. Ainsi, il sera possible d'envisager des regroupements pour la gestion de certaines filières et d'élaborer des scénarios visant des actions plus concertées entre ces quatre MRC. Ceci permettra au KRTB de se doter d'installations et de projets qui seront alors viables. Cette vision permettra également de mobiliser l'ensemble de la population en créant un sentiment d'appartenance à une région soucieuse de son environnement.

Le PGMR est divisé en 10 chapitres. Le premier présente une brève description du territoire. Le deuxième dresse un portrait de la situation telle quelle était en 2001. Le troisième identifie les intervenants impliqués de près ou de loin dans la gestion des matières résiduelles. Le quatrième présente le bilan pour l'année 2001 des quantités de matières générées et valorisées par secteur d'activités, à savoir le secteur municipal, les industries, commerces et institutions (ICI) et le secteur de la construction, rénovation et démolition (CRD). Le cinquième chapitre identifie toutes les infrastructures de traitement et d'élimination présentes sur le territoire de la MRC concernée et des MRC environnantes. Le sixième présente les orientations du gouvernement et celles adoptées par la MRC. Le septième propose une série d'actions permettant l'atteinte des objectifs de la Politique pour chaque type de matières. Le huitième présente le plan de communication permettant d'informer les citoyens tout au long de l'application du PGMR. Le neuvième indique l'échéancier de réalisation et le budget nécessaire pour la mise en place des scénarios retenus. Enfin, le dernier chapitre propose des méthodes de contrôle et de suivi afin de bien mesurer l'impact des actions entreprises et d'obtenir des données précises sur les activités de collecte qui seront mises en place.

# 1. DESCRIPTION DU TERRITOIRE DE PLANIFICATION

La MRC de Rivière-du-Loup appartient au groupe des huit MRC qui composent la région administrative du Bas-Saint-Laurent. Tel qu'indiqué sur la carte ci-dessous, elle a pour voisines les MRC de Kamouraska (au sud-ouest), de Témiscouata (au sud-est) et des Basques (à l'est). Puis, séparées par le fleuve Saint-Laurent se trouvent les MRC de Charlevoix-Est (au nord-ouest) et de La Haute-Côte-Nord (au nord).

**CARTE 1.1 Localisation de la MRC de Rivière-du-Loup**




La région louperivienne est facilement accessible par des axes routiers majeurs. La route nationale 132, l'autoroute 20 et une ligne de chemin de fer traversent le territoire du sud-ouest au nord-est. La transcanadienne (route 185) et les routes régionales 291 et 293 parcourent la MRC du nord-ouest au sud-est. Les liens fluviaux sur l'estuaire du Saint-Laurent sont assurés par l'entremise de deux infrastructures portuaires majeures. À Rivière-du-Loup, les installations du havre servent de lieu d'accostage à un traversier assurant la navette neuf mois par année avec la municipalité de Saint-Siméon sur la rive nord. À Saint-Georges-de-Cacouna (village), le terminal portuaire de Gros-Cacouna, établi en eau profonde, reçoit à l'année des navires en provenance des différents pays.

## 1.1 POPULATION

La MRC est composée de 14 municipalités, pour une population permanente totale en 2001 de 31 826 habitants (tableau 1.1). Au niveau régional, elle est la deuxième plus populeuse après la MRC de Rimouski-Neigette. L'agglomération de recensement de Rivière-du-Loup, qui inclut la ville de Rivière-du-Loup et les municipalités de Saint-Antonin et de Notre-Dame-du-Portage, regroupe près des trois-quarts de la population de la MRC. L'ensemble du territoire conserve cependant un caractère rural. En terme d'étendue, elle est la deuxième plus petite MRC du Bas Saint-Laurent après sa voisine située à l'est, soit la MRC des Basques. Sa superficie est de 1 271,38 $km^2$, pour une densité de 25 hab./$km^2$.

La ville de Rivière-du-Loup, avec son centre urbain de près de 17 800 habitants, possède un rôle dynamisant permettant d'attirer la population des MRC voisines et d'ailleurs. Cette capacité d'attraction se joint aux facteurs de croissance économique et crée une masse critique favorisant l'émergence de conditions socio-économiques parmi les plus avantageuses au Bas-Saint-Laurent.

## 1.2 LOGEMENT

La population permanente se répartit dans 14 186 logements, ce qui représente une moyenne de 2,24 hab./logement. On retrouve principalement des maisons unifamiliales, ainsi que plusieurs immeubles multifamiliaux, qui comptent respectivement pour 62 % et 30 % des unités d'occupation. La proportion de logements locatifs est supérieure à celle de l'ensemble des MRC voisines. Il est important de tenir compte de cette situation lors de l'élaboration des programmes de collecte.

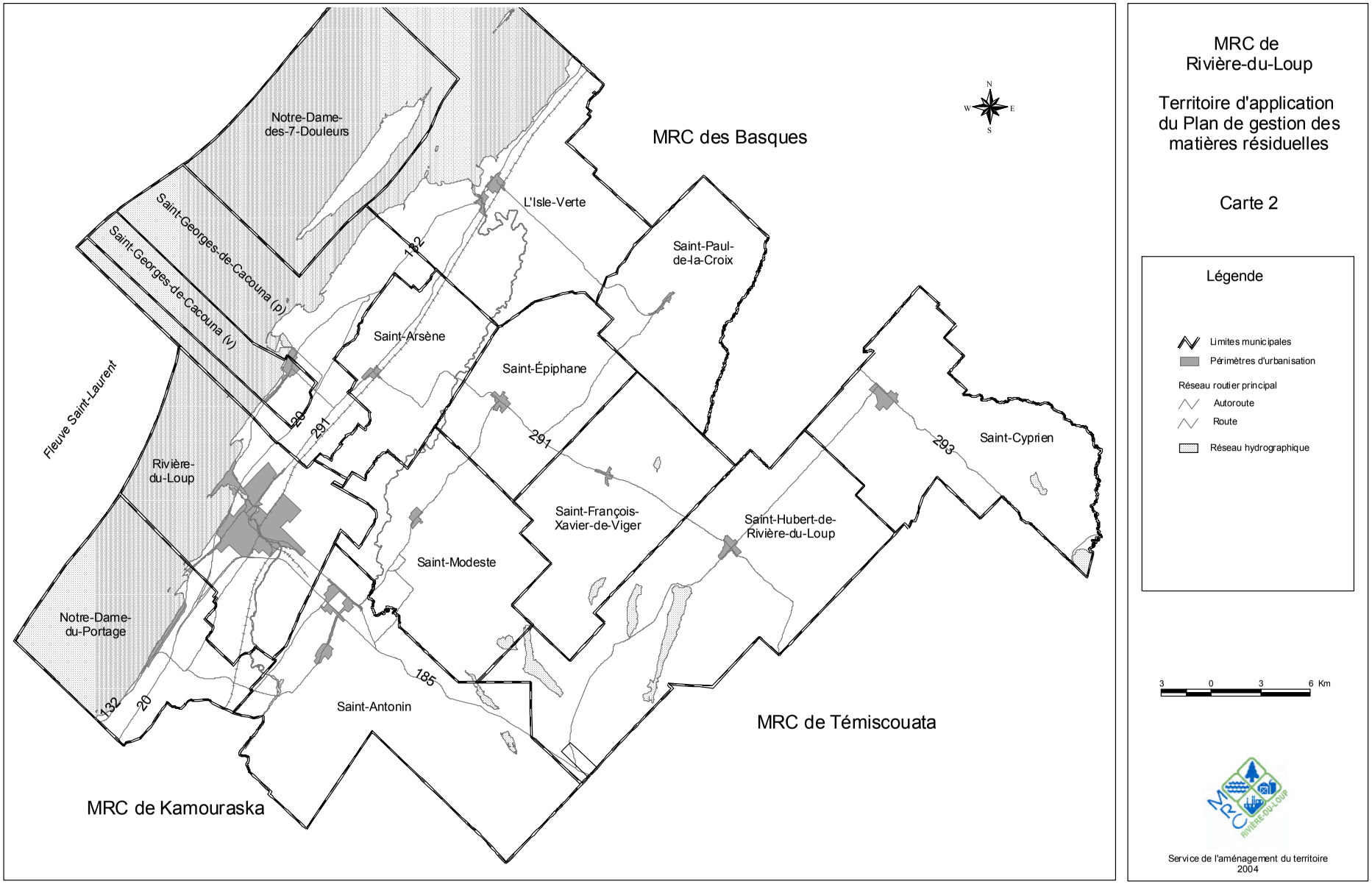
De plus, la MRC compte 1 111 habitations secondaires. Les municipalités en comportant le plus sont Notre-Dame-des-Sept-Douleurs et Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, dont les résidences secondaires représentent 46,7 % et 40,3 % du nombre total de logements de ces municipalités respectives. Les programmes de collecte doivent également tenir compte de ces habitations saisonnières, bien qu'elles ne représentent qu'une petite partie des unités d'occupation situées sur le territoire de la MRC.

**TABLEAU 1.1 Informations générales sur les municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup**

| Désignation | Municipalité | Superficie [1] ($km^2$) | Nombre de logements [2] | | Population (unité d'équivalence perm.) | | | Densité ($hab./km^2$) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Permanents | Secondaires | Permanente | Saisonnière [3] | Totale | |
| Municipalité | L'Isle-Verte | 117,37 | 689 | 29 | 1 519 | 8 | 1 527 | 13,0 |
| Paroisse | Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 11,61 | 49 | 43 | 44 | 18 | 62 | 5,3 |
| Paroisse | Notre-Dame-du-Portage | 39,91 | 600 | 139 | 1 172 | 45 | 1 217 | 30,5 |
| Ville | Rivière-du-Loup | 84,23 | 8 147 | 119 | 17 772 | 21 | 17 793 | 211,2 |
| Paroisse | Saint-Antonin | 175,94 | 1 351 | 125 | 3 395 | 12 | 3 407 | 19,4 |
| Paroisse | Saint-Arsène | 70,62 | 417 | 2 | 1 156 | 0 | 1 156 | 16,4 |
| Municipalité | Saint-Cyprien | 138,13 | 474 | 34 | 1 231 | 8 | 1 239 | 9,0 |
| Municipalité | Saint-Épiphane | 82,10 | 394 | 10 | 885 | 1 | 886 | 10,8 |
| Municipalité | Saint-François-Xavier-de-Viger | 109,39 | 153 | 27 | 294 | 4 | 298 | 2,7 |
| Paroisse | Saint-Georges-de-Cacouna | 56,15 | 262 | 59 | 674 | 15 | 689 | 12,3 |
| Village | Saint-Georges-de-Cacouna | 7,12 | 493 | 46 | 1 098 | 14 | 1 112 | 156,2 |
| Municipalité | Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 189,78 | 602 | 406 | 1 322 | 43 | 1 365 | 7,2 |
| Paroisse | Saint-Modeste | 109,47 | 362 | 52 | 890 | 4 | 894 | 8,2 |
| Paroisse | Saint-Paul-de-la-Croix | 79,56 | 193 | 20 | 374 | 0 | 374 | 4,7 |
| **Total** | | **1 271,38** | **14 186** | **1 111** | **31 826** | **193** | **32 019** | **25,2** |

(1) Source : Statistique Canada (2001)
(2) Source : MRC de Rivière-du-Loup (2001)
(3) La population saisonnière est exprimée en terme d'unité d'équivalence permanente, selon le calcul présenté dans la section *Méthodologie* du cahier technique disponible à la MRC

**CARTE 1.2 Territoire d'application du PGMR de la MRC de Rivière-du-Loup**



## 1.3 ÉCONOMIE

L'agriculture, la forêt et les tourbières représentent les principales richesses naturelles de la région. La structure industrielle de la MRC repose en partie sur l'exploitation et la transformation de ces ressources. Les groupes industriels dominants se retrouvent dans plusieurs secteurs : les produits de la tourbe, les pâtes et papier, la transformation des métaux et des minéraux non métalliques, le bois d'œuvre, les textiles, les aliments et boissons.

La région de Rivière-du-Loup est la plus industrialisée du Bas-Saint-Laurent. Elle compte plus de 100 entreprises manufacturières provenant de différents secteurs d'activités et fournissant de l'emploi à près de 3 000 personnes (CLD de Rivière-du-Loup, 2001). Outre l'importance du secteur industriel, on constate aussi les nombreux services offerts à la collectivité et la vitalité du secteur touristique.

La répartition sectorielle de l'emploi indique que la majorité des emplois dans la MRC dépendent du secteur tertiaire avec 75,3 % de l'emploi total, comparativement à 16,5 % dans le secteur secondaire et de 8,2 % pour le secteur primaire. Cette répartition est comparable à celle de l'ensemble de la région du Bas-Saint-Laurent. Toutefois, la part des emplois dans le secteur secondaire est inférieure à la moyenne québécoise. Les matières résiduelles d'origine industrielle devraient donc être en quantité moindre.

Le taux de chômage pour le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup se situait à 12,3 % en 1996, ce qui est inférieur à la moyenne de la région du Bas-Saint-Laurent (16,6 %) mais supérieur à la moyenne québécoise qui était de 11,8 %. La consommation et la génération subséquente de matières ne devraient donc pas être supérieures à la moyenne québécoise.

Le profil socio-économique situé à la page suivante résume l'ensemble de ces informations à l'intérieur d'une seule figure. Certains chiffres ne sont pas à jour, puisque les données provenant du recensement de l'année 2001 ne sont pas encore compilées.

**IMPORTANT : L'ensemble de l'inventaire présente les données pour l'année 2001, qui sera l'année de référence du PGMR.**

## FIGURE 1.1 Profil socio-économique de la MRC de Rivière-du-Loup

MÉNAGE ET LOGEMENT

**Ménages**

| | |
|---|---|
| Nombre [1]: | 14 186 ménages |
| Taille moyenne : | 2,3 hab./ménage |

**Population**

| | |
|---|---|
| Population permanente [2] : | 31 826 hab. |
| Variation 2001/1996 [2] : | - 0,9 % |
| Perspectives 2006/1996 [3] : | -3,9 % |

**Unités d'occupation** [4]

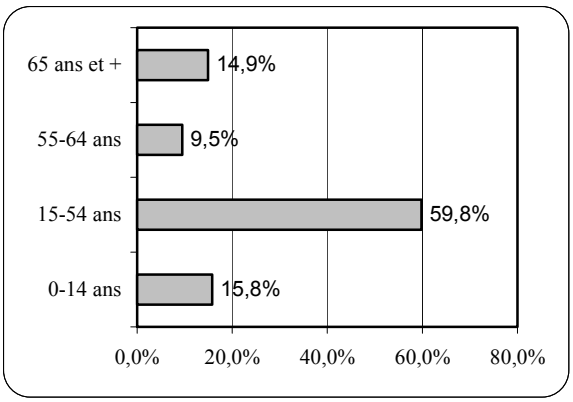
| | |
|---|---|
| Unifamiliale | 62,2 % |
| Jumelé | 7,3 % |
| Appartement | 30,2 % |
| Habitation mobile | 0,2 % |

**Divers**

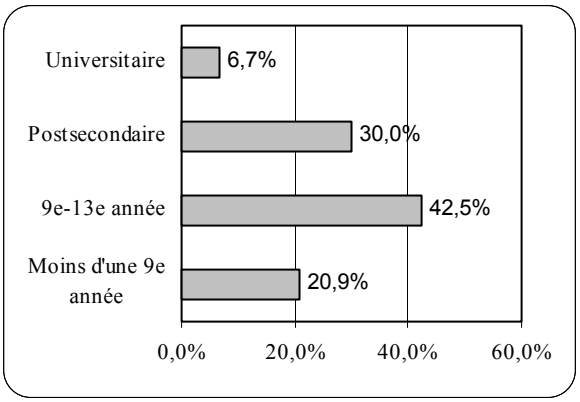
| | |
|---|---|
| Nombre de municipalités | 14 |
| Taux de population urbaine [4] | 45,8 % |
| Superficie [2] | 1 273,26 km$^2$ |
| Densité | 25,0 hab./km$^2$ |

CARACTÉRISTIQUES SOCIALES

**Pyramide des âges** [3]

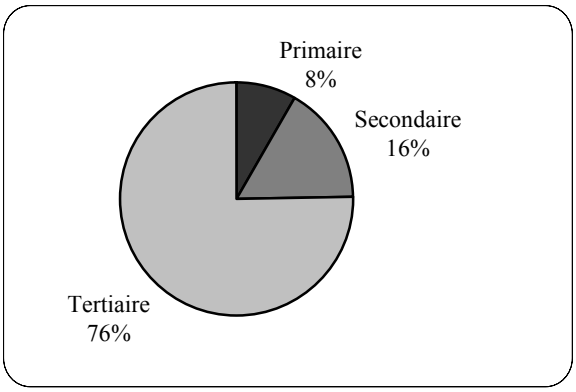



**Niveau de scolarité** [3]




CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES

**Secteurs d'emploi** [3]




**Revenus des ménages** [4]

| | |
|---|---|
| Moins de 10 000 $ | 9,2 % |
| 10 000 - 39 999 $ | 51,5 % |
| 40 000 - 69 999 $ | 28,6 % |
| 70 000 - 99 999 $ | 8,0 % |
| 100 000 $ et + | 2,5 % |
| Revenu moyen : | 37 063 $/ménage |

**Marché du travail** [3]

| | |
|---|---|
| Taux de chômage | 12,3 % |
| Taux d'activité | 60,7 % |
| Taux d'emploi | 53,2 % |

Sources :
[1] MRC de Rivière-du-Loup (2001)
[2] Statistique Canada (2001)
[3] Ministère de l'Industrie et du Commerce (2002)
[4] Institut de la statistique du Québec (2002)

## 1.4 PARCS ET RÉSERVES

La MRC de Rivière-du-Loup ne compte aucun parc faunique ou réserve écologique sur son territoire. Toutefois, on trouve quatre territoires possédant un statut particulier. Le plus important d'entre eux est le Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent, situé dans le fleuve. Les autres territoires ont des superficies inférieures à 5 $km^2$.

**TABLEAU 1.2 Territoires possédant un statut particulier dans la MRC de Rivière-du-Loup**

| Statut | Nom du territoire | Superficie ($km^2$) | Tenure |
|---|---|---|---|
| Parc marin | Du Saguenay – Saint-Laurent | N.D. | Publique |
| Réserves nationales de faune | De la Baie-de-L'Isle-Verte | 4,06 | Publique |
| | Des Îles-de-l'Estuaire | N.D. | Publique |
| Refuges d'oiseaux migrateurs | L'Isle-Verte | 3,03 | Publique |

Source : Plan de développement régional associé aux ressources fauniques, Société de la faune et des Parcs

# 2. GESTION ACTUELLE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Cette section présente le portrait de la gestion des matières résiduelles de la MRC de Rivière-du-Loup pour l'année 2001. Le portrait décrit en premier lieu les règlements et toutes les formes d'ententes intermunicipales relatifs à la gestion des matières résiduelles qui sont applicables sur la totalité ou une partie du territoire. Ensuite sont présentés les différents programmes municipaux de gestion des matières résiduelles par type de matières. Enfin, les coûts des différents contrats de collecte, de transport et de traitement des matières résiduelles domestiques sont indiqués par municipalité.

## 2.1 RÉGLEMENTATION

Actuellement, la MRC de Rivière-du-Loup n'assume aucune responsabilité relativement à la gestion des matières résiduelles sur son territoire. Les responsabilités légale et administrative incombent plutôt aux municipalités locales. Sur l'ensemble de la MRC, seules les municipalités de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs et de Saint-Paul-de-la-Croix ne possèdent pas de règlement précis concernant la gestion des matières résiduelles. Il s'agit de deux des trois plus petites municipalités de la MRC. Le tableau 2.1 présente les règlements qui concernent les matières résiduelles pour chaque municipalité.

Ces règlements visent en général à :

- définir les matières qui sont acceptées ou refusées;
- indiquer le type de contenants acceptables;
- déterminer la fréquence des collectes;
- déterminer les tarifs applicables.

Les matières prohibées sont par exemple les déchets industriels, les animaux morts, les cendres chaudes, le fumier, les matières explosives ou inflammables, etc. Ces matières doivent être acheminées directement par le résidant au lieu d'enfouissement ou aux installations de traitement appropriées.

**TABLEAU 2.1 Liste des règlements municipaux**

| Municipalité | Numéro du règlement | Nature du règlement |
|---|---|---|
| L'Isle-Verte | 224 | Règlement concernant l'enlèvement des ordures ménagères (applicable dans l'ancienne municipalité Village de L'Isle-Verte) |
| | 67 | Règlement sur la cueillette des vidanges (applicable dans l'ancienne municipalité Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte) |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | Aucun règlement | |
| Notre-Dame-du-Portage | 98-06-180 | Règlement concernant l'enlèvement, la disposition et le recyclage des déchets |
| Rivière-du-Loup | 1204 | Règlement relatif à l'aqueduc, aux égouts et au taux de l'eau |
| | 1265 | Règlement relatif à la collecte, au transport et à la disposition des matières résiduelles |
| | 1275 | Règlement amendant le règlement 1265, relatif à la collecte, au transport et à la disposition des matières résiduelles afin d'y modifier certains tarifs pour l'année 2001 |
| | 1307 | Règlement relatif au lieu d'enfouissement technique et établissant une tarification pour les utilisateurs, modifiant et remplaçant le règlement numéro 1206 et ses amendements |
| Saint-Antonin | 454-99 | Règlement concernant l'enlèvement, la disposition et le recyclage des déchets |
| Saint-Arsène | 159-B | Règlement concernant l'enlèvement et le transport des déchets solides |
| Saint-Cyprien | 197 | Règlement concernant l'enlèvement et la disposition des déchets |
| Saint-Épiphane | N.D. | |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | 91 | Règlement autorisant la conclusion d'une entente relative à l'enlèvement des ordures ménagères et du service d'élimination |
| Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) | 215-99 | Règlement relatif à l'enlèvement et la disposition des ordures ménagères et de la récupération |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | 191 | Règlement concernant les vidanges |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 307-00 | Règlement ayant pour objet d'abroger et remplacer le règlement 244 présentement en vigueur sur la collecte des ordures et pour établir la tarification |
| | 318-01 | Règlement ayant pour objet d'amender le règlement 307-00 présentement en vigueur sur la collecte des ordures et la tarification (Ajout d'un tarif pour le service de la collecte des ordures ménagères) |
| Saint-Modeste | 242 | Règlement établissant la tarification applicable pour l'enlèvement, le transport et la destruction des ordures ménagères ainsi que la cueillette et le transport des matières recyclables ainsi que la disposition d'autres rebuts |
| Saint-Paul-de-la-Croix | Aucun règlement | |

## 2.2 ENTENTES INTERMUNICIPALES

Il existe quelques ententes intermunicipales relativement à la gestion des matières résiduelles (tableau 2.2). L'ensemble des ententes porte sur la collecte et le transport des déchets et des matières recyclables. On retrouve entre autres le service ANIME, géré par Saint-Épiphane, qui prévoit la collecte des déchets de quatre municipalités.

**TABLEAU 2.2 Liste des ententes intermunicipales en 2001**

| Parties à l'entente | Objet de l'entente | Durée | Échéance |
|---|---|---|---|
| Saint-François-Xavier-de-Viger et Saint-Clément (MRC des Basques) | Entente relative à l'enlèvement des ordures ménagères et des déchets solides ainsi qu'au service d'élimination au lieu d'enfouissement sanitaire (DET de Saint-Clément) | 3 ans | 31/12/2003 |
| Saint-Arsène, Saint-Modeste, L'Isle-Verte et Saint-Épiphane | Entente relative à l'enlèvement et au transport des déchets solides (Service ANIME) | 2 ans | 31/12/2002 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup et Saint-Cyprien | Entente relative à la collecte des ordures ménagères et des déchets solides | 3 ans | 31/12/2002 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup et Saint-Cyprien | Entente concernant la collecte et le tri des matières recyclables | 1 an | 31/12/2001 |

## 2.3 PROGRAMMES MUNICIPAUX DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

### 2.3.1 Collecte des ordures ménagères

Plusieurs municipalités effectuent la collecte des ordures avec des équipements municipaux (tableau 2.3). Tel que mentionné précédemment, Saint-Épiphane gère le service ANIME, qui réunit 4 municipalités. Quant à Saint-Cyprien, elle effectue sa propre collecte ainsi que celle de la municipalité voisine, soit celle de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup. Dans le cas de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, le camion de la municipalité effectue la collecte à chaque semaine du mois de juin au mois de septembre. En dehors de cette période, la collecte est effectuée au besoin, soit à toutes les deux semaines ou une fois par mois.

Parmi les entreprises privées de collecte des ordures, on retrouve Alain Deschênes pour les municipalités de Saint-François-Xavier-de-Viger et de Saint-Georges-de-Cacouna (village), Sanibelle pour les municipalités de Saint-Arsène, Saint-Antonin et Rivière-du-Loup et Services Sanitaires Roy pour le secteur de Saint-Patrice dans la ville de Rivière-du-Loup et la municipalité de Notre-Dame-du-Portage.

Les matières sont par la suite acheminées au lieu d'enfouissement sanitaire de Rivière-des-Vases, à l'exception de Notre-Dame-du-Portage qui envoie ses ordures au LES de Saint-Philippe-de-Néri, dans la MRC de Kamouraska. Enfin, 3 municipalités utilisent des dépôts en tranchée, soit Saint-Cyprien et Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup qui possède leurs propres installations, tandis que Saint-François-Xavier-de-Viger achemine ses matières résiduelles au dépôt en tranchée de la municipalité de Saint-Clément, dans la MRC des Basques.

**TABLEAU 2.3 Description des programmes de gestion des ordures ménagères de la MRC de Rivière-du-Loup en 2001**

| Municipalité | Fréquence | | Contrat de collecte | | | Transporteur | Destination |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Type [1] | (nb/an) | Journée | Durée | Date de fin | | |
| L'Isle-Verte | Alternance | 26 | Mercredi | 2 ans | 31-12-2004 | Service ANIME | Rivières-des-Vases |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | Hebdomadaire l'été Au besoin l'hiver | Variable | Lundi | --- | --- | Municipalité | Rivières-des-Vases |
| Notre-Dame-du-Portage | Alternance | 26 | Mardi | 3 ans | 31-10-2004 | Services Sanitaires Roy | Saint-Philippe-de-Néri |
| Rivière-du-Loup | Alternance | 32 | Lundi au vendredi | 5 ans | 31-12-2005 | Sanibelle, Services Sanitaires Roy | Rivières-des-Vases |
| Saint-Antonin | Alternance | 26 | Mercredi et vendredi | 3 ans | 30-09-2003 | Sanibelle | Rivières-des-Vases |
| Saint-Arsène | Alternance | 26 | Mardi | 2 ans | 31-12-2004 | Service ANIME | Rivières-des-Vases |
| Saint-Cyprien | Hebdomadaire | 52 | Mardi et vendredi | --- | --- | Municipalité | DET municipal |
| Saint-Épiphane | Alternance | | Lundi | 2 ans | 31-12-2004 | Service ANIME | Rivières-des-Vases |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | Alternance | 42 | Vendredi | 3 ans | 31-12-2004 | Alain Deschênes | DET de Saint-Clément |
| Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) | Alternance | 36 | Mercredi | 3 ans | 30-11-2003 | Services Sanitaires Roy | Rivières-des-Vases |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | Alternance | 36 | Jeudi | 3 ans | 31-05-2004 | Alain Deschênes | Rivières-des-Vases |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | Hebdomadaire | 52 | Lundi | 3 ans | 31-12-2002 | Municipalité de Saint-Cyprien | DET municipal |
| Saint-Modeste | Alternance | 26 | Jeudi | 2 ans | 31-12-2004 | Service ANIME | Rivières-des-Vases |
| Saint-Paul-de-la-Croix | Hebdomadaire | 52 | Vendredi | --- | --- | Municipalité | Rivières-des-Vases |

[1] Collectes des ordures et des matières recyclables effectuées en alternance, soit la collecte des ordures une semaine et la collecte des matières recyclables la semaine suivante. Un nombre de collecte supérieur à 26 indique que des collectes supplémentaires sont effectuées en période estivale.

### 2.3.2 Collecte des matières recyclables

On observe au tableau 2.4 que l'ensemble des municipalités procédaient à une collecte des matières recyclables pendant l'année 2001. La collecte était effectuée par les mêmes responsables que la collecte des ordures. La plupart des collectes étaient de type porte-à-porte et s'effectuaient en alternance avec la collecte des ordures. Deux municipalités procédaient alors à une collecte par apport volontaire, soit Notre-Dame-des-Sept-Douleurs et Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup. Au cours de l'année 2002, la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve a cessé les activités de tri des matières récupérables. Depuis ce temps, la municipalité de Saint-Cyprien envoie ses matières recyclables au centre de tri de Récupération Grand Portage alors que la municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup ne procède plus à la collecte des matières recyclables.

En 2003, la situation concernant la collecte des matières recyclables se présente sous la forme suivante :

- 1 municipalité n'effectue aucune collecte ;
- 1 municipalité utilise la collecte par apport volontaire ;
- 2 municipalités effectuent une collecte porte-à-porte hebdomadaire avec le bac de 44 litres ;
- 9 municipalités effectuent une collecte porte-à-porte en alternance avec le bac de 360 litres ;
- 1 municipalité effectue une collecte spéciale (Saint-Paul-de-la-Croix).

La municipalité de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs effectue elle-même le tri et la mise en ballot des matières recyclables. Les résidants sont responsables d'acheminer et de trier leurs matières recyclables dans un bâtiment où sont situés plusieurs conteneurs identifiés. Les matières sont par la suite gérées dans une autre section du bâtiment où l'on procède au concassage du verre et à la mise en ballot des différentes matières. Les ballots sont ensuite acheminés vers le centre de tri de Récupération des Basques.

Il existe une situation spéciale pour la municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix. Pour cette dernière municipalité, tous les résidants possèdent une boîte bleue. Lors de la collecte des ordures, les matières recyclables sont envoyées dans un compartiment accroché à l'arrière du camion pour être ensuite déposées dans des cabanon par type de matières (fibres ou contenants). Récupération des Basques vient ensuite ramasser le contenu des cabanons comme s'il s'agissait d'une collecte par apport volontaire. Il s'agit cependant d'une collecte porte-à-porte puisque les résidants n'ont pas à se déplacer.

En 2001, cinq centres de tri recevaient les matières collectées. Le centre de tri recevant la plus importante quantité est celui de Récupération Grand Portage, situé à Rivière-du-Loup. On retrouve également le centre de tri de Services Sanitaires Roy, situé à Saint-Pascal dans la MRC de Kamouraska, le centre de tri

de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs de la MRC de Rivière-du-Loup, de même que Récupération des Basques, situé à Trois-Pistoles dans la MRC des Basques. Finalement, la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve reçoit les matières provenant de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup et Saint-Cyprien. Toutefois, cette dernière a cessé d'effectuer le tri des matières recyclables au cours de l'année 2002 tel que mentionné précédemment.

**TABLEAU 2.4 Description des programmes de gestion des matières recyclables de la MRC de Rivière-du-Loup en 2001**

| Municipalité | Fréquence | | Type de collecte [2] | Contenant | Transporteur | Centre de tri |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Type [1] | (nb/an) | | | | |
| L'Isle-Verte | Alternance | 26 | PP | 360 l. | Service ANIME | Récupération Grand Portage |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | Au besoin | | AV | Conteneurs | Récupération des Basques | Notre-Dame-des-Sept-Douleurs |
| Notre-Dame-du-Portage | Alternance | 26 | PP | 360 l. | Services Sanitaires Roy | Services Sanitaires Roy |
| Rivière-du-Loup | Alternance | 26 | PP | 240 et 360 l. | Sanibelle, SSR | Récupération Grand Portage |
| Saint-Antonin | Alternance | 26 | PP | 360 l. | Sanibelle | Récupération Grand Portage |
| Saint-Arsène | Alternance | 26 | PP | 360 l. | Service ANIME | Récupération Grand Portage |
| Saint-Cyprien | Hebdomadaire | 52 | PP | 44 l. | Municipalité | Ressourcerie |
| Saint-Épiphane | Alternance | 26 | PP | 360 l. | Service ANIME | Récupération Grand Portage |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | Alternance | 52 | PP | 44 l. | Récupération des Basques | Récupération des Basques |
| Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) | Alternance | 22 | PP | 360 l. | Services Sanitaires Roy | Récupération Grand Portage |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | Alternance | 26 | PP | 360 l. | Alain Deschênes | Récupération Grand Portage |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | Hebdomadaire | 52 | AV | Conteneurs | Municipalité de Saint-Cyprien | Ressourcerie |
| Saint-Modeste | Alternance | 26 | PP | 360 l. | Service ANIME | Récupération Grand Portage |
| Saint-Paul-de-la-Croix | Hebdomadaire | 52 | PP | 44 l. | Récupération des Basques | Récupération des Basques |

[1] Alternance signifie que la collecte se fait aux deux semaines, en alternance avec la collecte des ordures ménagères
[2] PP = Porte-à-porte, AV = Apport volontaire

### 2.3.3 Coûts de gestion des matières résiduelles

Les coûts de la gestion des matières résiduelles (tableau 2.5) comprennent la collecte et le transport des ordures et des matières recyclables, ainsi que les coûts pour l'élimination au lieu d'enfouissement et de traitement pour les matières recyclables.

En général, la collecte et le transport représentent entre 50 % et 75 % du total des coûts de gestion des matières résiduelles. Plusieurs paramètres peuvent faire varier les coûts et il est difficile de déterminer avec précision les facteurs importants. Pour l'ensemble de la MRC, le coût de collecte et transport s'élève à environ 584 200 $/an, pour une moyenne de 43,20 $/porte.

Au niveau de l'enfouissement, les coûts varient de 970 $ à près de 219 270 $/an par municipalité. Le coût a été calculé à partir des quantités de déchets enfouis et du tarif au tonnage. Le coût moyen se situe entre 16 $ et 34 $/porte. Pour les municipalités utilisant les dépôts en tranchée, le coût moyen se situe sous la moyenne. Pour l'ensemble de la MRC, les coûts d'enfouissement s'élèvent à près de 373 325 $/an, pour une moyenne de 26,70 $/porte.

En ce qui concerne les coûts pour le traitement des matières recyclables, les tarifs exigés entre les deux centres de tri varient légèrement. Les tarifs peuvent également varier d'un contrat à l'autre, puisque les contrats ne sont pas tous négociés la même année. Le tarif pour le traitement des matières recyclables variait en 2001 de 25 $ à 42 $/tm. Le montant investi par les municipalités pour la gestion des matières recyclables s'élève à près de 60 245 $ pour l'ensemble de la MRC. Le coût moyen pour les municipalités desservies par la collecte des matières recyclables est de 4,31 $/porte.

En 2001, les coûts de gestion des matières résiduelles pour l'ensemble de la MRC de Rivière-du-Loup s'élevaient donc à plus de 1 036 170 $/an. Le coût par porte varie entre 65 $ et 110 $/an, pour une moyenne de 74 $/porte. On retrouve les coûts les plus faibles dans le village de Saint-Georges-de-Cacouna, et les coûts les plus élevés dans les municipalités de Saint-Cyprien et Saint-François-Xavier-de-Viger.

Plusieurs paramètres peuvent expliquer l'importance de l'écart, dont les suivants :

- Participation de la municipalité à la collecte des matières recyclables ;
- Type de collecte des matières recyclables ;
- Fréquence des collectes ;
- Service de collecte privé ou municipal ;
- Tarif du centre de tri ;
- Nombre de ICI et de multilogements (desservis par des conteneurs) ;
- Distances des lieux de traitement et d'enfouissement ;
- Type d'installations pour l'enfouissement ;
- Répartition (densité) de la population sur le territoire de la municipalité.

**TABLEAU 2.5 Coûts de gestion des matières résiduelles pour la MRC de Rivière-du-Loup en 2001**

| Municipalité | Collecte et transport | | Enfouissement | | Traitement | | Coût total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | ($/an) | ($/porte) | ($/an) | ($/porte) | ($/an) | ($/porte) | ($/an) | ($/porte) |
| L'Isle-Verte | 33 713,00 | 48,42 | 18 500,00 | 26,57 | 3 234,00 | 4,64 | 55 447,00 | 79,64 |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | N.D. | N.D. | 968,00 | 16,20 | 531,30 | 8,89 | N.D. | N.D. |
| Notre-Dame-du-Portage | 30 435,00 | 47,95 | 13 400,00 | 21,11 | 4 075,00 | 6,42 | 47 910,00 | 75,48 |
| Rivière-du-Loup | 340 690,00 | 41,67 | 219 272,00 | 26,82 | 25 753,78 | 3,15 | 585 715,78 | 71,63 |
| Saint-Antonin | 45 839,00 | 33,16 | 43 334,00 | 31,35 | 6 028,02 | 4,36 | 95 201,02 | 68,87 |
| Saint-Arsène | 20 758,00 | 49,72 | 14 186,00 | 33,98 | 3 203,33 | 7,67 | 38 147,33 | 91,37 |
| Saint-Cyprien | N.D. | N.D. | N.D. | N.D. | N.D. | N.D. | 33 000,00 | 68,39 |
| Saint-Épiphane | N.D. | N.D. | 10 613,00 | 26,77 | 2 509,62 | 6,33 | N.D. | N.D. |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | 10 697,33 | 66,96 | 3 500,00 | 21,91 | 3 150,00 | 19,72 | 17 347,33 | 108,59 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) | 15 874,00 | 57,36 | 8 808,00 | 31,83 | 1 000,00 | 3,61 | 25 682,00 | 92,80 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | 16 999,92 | 33,70 | 14 072,00 | 27,89 | 2 500,00 | 4,96 | 33 571,92 | 66,54 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 44 800,00 | 63,68 | 11 400,00 | 16,20 | 4 000,00 | 5,69 | 60 200,00 | 85,57 |
| Saint-Modeste | 15 252,43 | 40,67 | 10 696,00 | 28,52 | 1 962,43 | 5,23 | 27 910,86 | 74,43 |
| Saint-Paul-de-la-Croix | 9 161,00 | 46,27 | 4 577,00 | 23,12 | 2 298,00 | 11,61 | 16 036,00 | 80,99 |
| **Total** | **585 219,68** | **43,20** | **373 326,00** | **26,70** | **60 245,48** | **4,31** | **1 037 169,24** | **73,97** |

### 2.3.4 Collecte des encombrants

Toutes les municipalités effectuent une collecte d'encombrants au printemps (tableau 2.6). Quatre municipalités en effectuent une seconde à l'automne. Dans le cas de Rivière-du-Loup, la collecte se fait à tous les mois. Par le passé, un conteneur était mis à la disposition des citoyens qui pouvaient acheminer leurs encombrants. Toutefois, plusieurs problèmes étaient rencontrés en raison du manque de contrôle. La ville a donc opté pour une collecte mensuelle, qui s'effectue sur appel. Dans le cas de la paroisse de Saint-Antonin, deux conteneurs sont installés près du garage municipal pour la période estivale, dès la fonte des neiges. La population peut y déposer les encombrants de même que les résidus provenant des travaux de construction et de rénovation.

Les matières ramassées lors des collectes d'encombrants sont acheminées au lieu d'enfouissement. Toutefois, des particuliers profitent de ces journées pour effectuer une collecte préalable des rebuts métalliques, qui sont par la suite revendus à des ferrailleurs. Une partie des encombrants est acheminée vers les organismes d'entraide et les commerçants d'usagés qui les recueillent pour les distribuer ou les revendre.

**TABLEAU 2.6 Nombre de collectes des encombrants dans les municipalités en 2001**

| Municipalité | Fréquence annuelle | Description |
|---|---|---|
| L'Isle-Verte | 1 | Mai |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 1 | Printemps ou automne |
| Notre-Dame-du-Portage | 1 | Mai |
| Rivière-du-Loup | Mensuelle | Collecte mensuelle, sur appel |
| Saint-Antonin | Spéciale | Conteneur mis à la disposition du public de mai à novembre |
| Saint-Arsène | 1 | Printemps |
| Saint-Cyprien | 1 | Mai |
| Saint-Épiphane | 1 | Mai |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | 2 | Printemps et automne |
| Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) | 2 | Printemps et automne |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | 2 | Mai et octobre |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 2 | Mai et octobre |
| Saint-Modeste | 1 | Printemps |
| Saint-Paul-de-la-Croix | 1 | Printemps |

### 2.3.5 Collecte des matières organiques

Plusieurs types de collecte permettent de détourner de l'enfouissement les matières organiques. D'abord, la ville de Rivière-du-Loup a distribué 300 composteurs domestiques avant l'année 2002, ce qui permet de réduire à la source la quantité de matières organiques devant être transportée. Ensuite, cette même municipalité procède chaque année à deux collectes de feuilles à l'automne. De plus, Rivière-du-Loup, de même que Saint-Antonin et Notre-Dame-du-Portage, effectuent une collecte des arbres de Noël.

Enfin, la municipalité de Saint-Modeste a aménagé en 2001 un enclos permettant le dépôt des feuilles, branches et résidus de jardin. Le dépôt est mis à disposition des citoyens de la municipalité tous les jours de la semaine. Les apports sont basés sur le volontariat. Les résidus végétaux sont par la suite envoyés vers la pépinière de Saint-Modeste qui les valorise en compost. Le transport est à la charge de la municipalité.

### 2.3.6 Collecte des résidus domestiques dangereux

Une journée de collecte des résidus domestiques dangereux (RDD) est organisée chaque année par le Comité de recherche et d'intervention environnementale (CRIE) du Grand-Portage avec la participation de la MRC. Il existe également plusieurs points de dépôts chez les détaillants pour certaines matières bien précises (tableau 2.7). De plus, de nombreux garages automobiles récupèrent les huiles usées, les batteries d'automobiles usagées, les filtres à huile et l'antigel. Ces matières sont ensuite collectées par une entreprise qui se charge de les valoriser ou d'en disposer de façon adéquate. Ainsi, l'entreprise Écolocycle, située à Saint-Hyacinthe, récupère ces diverses matières auprès de douze points de collecte dans la MRC de Rivière-du-Loup.

**TABLEAU 2.7 Liste des détaillants pour le dépôt des RDD en 2001**

| Matière | Détaillants | Municipalité |
|---|---|---|
| Résidus de peinture | Rénovateur RONA | Rivière-du-Loup |
| | Quincaillerie COOP | Saint-Arsène |
| | Société COOP Agricole | Saint-Hubert |
| Huiles usées, filtre usé, antigel, batterie d'auto, pneus | Canadian Tire | Rivière-du-Loup |

# 3. INTERVENANTS EN GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Cette section présente le recensement des intervenants en gestion des matières résiduelles présents sur le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup et les intervenants ayant des activités sur la MRC mais provenant de l'extérieur du territoire. Une description plus approfondie des installations se trouve à la section 5.

**TABLEAU 3.1 Entreprises de collecte et de transport des matières résiduelles**

| MRC | Nom | Adresse | Description |
|---|---|---|---|
| Kamouraska | Services Sanitaires Roy | 230, rue Varin<br>Saint-Pascal<br>☏ (418) 492-2033 | Entreprise effectuant la collecte des ordures ménagères et des matières recyclables. |
| Les Basques | Alain Deschènes | 2, route 293 Ouest<br>Trois-Pistoles<br>☏ (418) 851-2388 | Entreprise effectuant la collecte des ordures ménagères et des matières recyclables. |
| Les Basques | Récupération des Basques | 455, rue Jenkins<br>Trois-Pistoles<br>☏ (418) 851-1366 | Entreprise effectuant la collecte des matières recyclables. |
| Rimouski | Sanibelle | 352, rue Léonidas<br>Rimouski<br>☏ (418) 724-6447 | Entreprise effectuant la collecte des ordures ménagères et des matières recyclables. |

**TABLEAU 3.2 Centres de traitement des matières résiduelles**

| MRC | Nom | Adresse | Description |
|---|---|---|---|
| Kamouraska | Services Sanitaires Roy | 230, rue Varin<br>Saint-Pascal<br>☏ (418) 492-2033 | Centre de tri |
| Rivière-du-Loup | La Ressourcerie du Bas-du-Fleuve | 106 B, rue Cyprien-Martin<br>Saint-Cyprien | Centre de récupération des surplus de textile ; Atelier de réparation et de mise en valeur des matières récupérées ; Centre de récupération et de mise en valeur du bois de construction ; Centre de dépôt des matières récupérables ; Site de démonstration du compostage domestique ; Centre de formation et de sensibilisation en environnement. |
| Rivière-du-Loup | Les Boîtes à Surprises | Place Gérard-Simon,<br>9, rue Lafontaine,<br>Rivière-du-Loup (Québec)<br>G5R 2C4<br>☏ (418) 867-2913 #117 | Description: organisme d'économie sociale en création visant la récupération et la mise en valeur d'encombrants et de textiles incluant la mise en marché et la sensibilisation à l'environnement. Possibilité de prendre la forme d'un écocentre. |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | Centre de tri | Centre de tri de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (Québec)<br>G0L 1K0 | Centre de tri |
| Rivière-du-Loup | Récupération Grand-Portage | 100, rue Delage<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 868-1729 | Centre de tri |
| Les Basques | Récupération des Basques | 455, rue Jenkins<br>Trois-Pistoles<br>☏ (418) 851-1366 | Centre de tri |

**TABLEAU 3.3 Entreprises privées liées à la gestion des matières résiduelles**

| MRC | Nom | Adresse | Description |
|---|---|---|---|
| Rivière-du-Loup | Acier Martin Bastille inc. | 227, route de l'Anse-aux-Persil<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-1705 | Cour d'entreposage et de traitement de rebuts métalliques. |
| Rivière-du-Loup | Campor | 98, des Équipements<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 867-8577 | Centre de traitement des boues de fosses sceptiques et valorisation à des fins agricoles.<br>Centre de transfert de déchets dangereux. |
| Rivière-du-Loup | Canadian Tire | 237, boul. de l'Hôtel-de-Ville<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-0106 | Récupération des huiles usées, filtres, piles usées et batteries d'autos.<br>Vente d'huile à moteur recyclée. |
| Rivière-du-Loup | Écotech | 42, rue Iberville<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-6677 | Production, et commercialisation de compost, de paillis en sacs et en vrac et système de compostage |
| Rivière-du-Loup | F.F. Soucy | 191, rue Delage<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-6941 | Usine de production de papier journal valorisant le bois, le papier et le carton récupérés |
| Rivière-du-Loup | J.M. Bastille | 396, rue Témiscouata<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-3346 | Acheteur en gros et détail de rebuts non ferreux et ferreux |
| Rivière-du-Loup | Libouvac | 261, rang 1<br>Saint-Modeste<br>☏ (418) 862-8459 | Pompage de puisard et fosse septique |
| Rivière-du-Loup | Matériaux à bas prix | 61, rang 1<br>Saint-Antonin<br>☏ (418) 868-0404 | Récupération et vente de matériaux secs (matériaux de construction déclassés et dégradés). |
| Rivière-du-Loup | Premier Horticulture | 1, avenue Premier<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 867-8883 | Production de compost. |
| Rivière-du-Loup | Recyclaser informatique | 247, rue des Cônes<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-8444 | Cartouches laser réusinées et recyclées. |
| Rivière-du-Loup | Rona le Rénovateur | 30, rue du Carrefour<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 867-7662 | Centre de récupération de la vieille peinture. |
| Rivière-du-Loup | Société coopérative agricole régionale de Rivière-du-Loup | Saint-Arsène ☏ (418) 862-3795<br>Saint-Hubert ☏ (418) 497-3514 | Centre de récupération de résidus de peinture. |
| Rivière-du-Loup | Vianney Deschênes | 545, rue de l'Église<br>Cacouna<br>☏ (418) 862-3188 | Achat de cartouches vides et recharge de cartouches à jet d'encre |

**TABLEAU 3.4 Friperies, organismes d'entraide et centres de réemploi pour le textile**

| MRC | Nom | Adresse | Description |
|---|---|---|---|
| Rivière-du-Loup | Association diabétique [1] | ☏ (418) 862-7428 | Collecte de vêtements récupérés. |
| Rivière-du-Loup | Atelier du bonheur | 15-A, rue Frontenac<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-2501 | Vente de vêtements récupérés. |
| Rivière-du-Loup | Comptoir d'économie | 344, rue Principale<br>Saint-Modeste<br>☏ (418) 862-7916 | Vente de vêtements récupérés. |
| Rivière-du-Loup | La boutique du réutilisé | 102, rue Principale<br>Saint-Cyprien<br>☏ (418) 963-1902 | Points de vente de la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve.<br>Récupération, remise en valeur et vente de vêtements, meubles et articles ménagers.<br>Vente de peinture récupérée. |
| Rivière-du-Loup | Friperie Cagibi | Rivière-du-Loup | |
| Rivière-du-Loup | La corde à linge | 65, rue Témiscouata<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-1347<br>Saint-Hubert<br>☏ (418) 497-3848 | Vente de vêtements récupérés. |
| Rivière-du-Loup | Saint-Vincent-de-Paul | 18, rue du Rocher<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 862-0649 | Distribution de vêtements récupérés. |

[1] L'Association diabétique effectue une collecte des textiles dans le but de les vendre par la suite pour se financer.

**TABLEAU 3.5 Autres organismes environnementaux**

| MRC | Nom | Adresse | Description |
|---|---|---|---|
| Rivière-du-Loup | CRIE du Grand-Portage | C.P. 731<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 867-3412 | Organisme impliqué dans les collectes de RDD, de feuilles d'automne, etc. |
| Rivière-du-Loup | Conseil régional de l'environnement Bas-Saint-Laurent | 88, rue Saint-Germain Ouest<br>Rivière-du-Loup<br>☏ (418) 721-5711 | Organisme qui a pour mandat de promouvoir le développement durable au Bas-Saint-Laurent |
| Kamouraska | Corporation environnementale de la Côte-du-Sud (COECOS) | 402, 9e Rue<br>La Pocatière<br>☏ (418) 856-2628 | Organisme offrant un service de support technique et de sensibilisation en GMR et en environnement. |

# 4. INVENTAIRE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

## 4.1 MÉTHODOLOGIE

Afin de réaliser l'inventaire des matières résiduelles, une vaste enquête a été réalisée au niveau de la MRC. Des questionnaires ont été envoyés à plusieurs intervenants pour obtenir diverses informations. Une description des intervenants se trouve au tableau 4.1. Une copie des questionnaires envoyés se trouve à l'Annexe A du cahier technique disponible à la MRC. Les résultats de l'enquête indiquent que toutes les catégories visées par l'enquête ont très bien répondu, le taux de réponse global étant supérieur à 60 %. Les principaux répondants sont les municipalités et les entreprises manufacturières.

**TABLEAU 4.1 Présentation des catégories visées par l'enquête et des taux de réponse**

| Catégorie | Nb de questionnaires | | Taux de réponse | Description |
|---|---|---|---|---|
| | Envoyés | Retournés | | |
| Municipalités | 14 | 10 | 71,4 % | Ensemble des municipalités de la MRC. |
| PME [1] | 7 | 3 | 42,9 % | Échantillon choisi en fonction de la répartition géographique et de l'activité principale. |
| Distributeurs et services | 10 | 6 | 60,0 % | Entreprises de distribution et de services les plus importantes selon la Banque d'information industrielle du CRIQ (15 employés et plus). |
| Manufacturiers | 9 | 7 | 77,8 % | Les entreprises de plus de 20 employés figurant dans la Banque d'information industrielle du CRIQ. Ces entreprises correspondent aux plus importants générateurs de matières résiduelles éliminées. |
| Institutions | 20 | 11 | 55,0 % | Ensemble des établissements de la Commission scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup, des écoles privées et des établissements de la Régie régionale de santé et des services sociaux situés sur le territoire de la MRC. |
| **Total** | **60** | **37** | **61,7 %** | |

[1] PME non répertoriées par le CRIQ

Pour compléter les informations obtenues à l'aide des questionnaires, les lieux de traitement des matières résiduelles (centres de tri et lieux d'enfouissement) ont également été contactés et visités dans le but d'obtenir les résultats pour l'année 2001.

**RAPPEL : L'ensemble de l'inventaire présente les données pour l'année 2001, qui sera l'année de référence du PGMR.**

## 4.2 SECTEUR MUNICIPAL

### 4.2.1 Quantité de matières recyclables

Les tableaux 4.2 à 4.5 indiquent les résultats pour les matières acheminées aux centres de tri de Services Sanitaires Roy, Récupération Grand Portage, Récupération des Basques et la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve pour l'année 2001. Les matières recyclables sont principalement acheminées au centre de tri de Récupération Grand Portage, qui en reçoit près de 2 200 tm. La quantité moyenne par habitant de chaque centre de tri varie de 67,19 à 88,14 kg/an.

**TABLEAU 4.2 Matières recyclables acheminées au centre de tri de Services Sanitaires Roy en 2001**

| Ville | Population | Quantité | |
|---|---|---|---|
| | | (tm) [1] | (kg/hab.) |
| Notre-Dame-du-Portage | 1 217 | 107,25 | 88,14 |

[1] Services Sanitaires Roy (2002)

**TABLEAU 4.3 Matières recyclables acheminées au centre de tri de Récupération Grand Portage en 2001**

| Ville | Population | Quantité | |
|---|---|---|---|
| | | (tm) [1] | (kg/hab.) |
| L'Isle-Verte | 1 527 | 96,08 | 62,90 |
| Rivière-du-Loup | 17 793 | 1 432,12 | 80,49 |
| Saint-Antonin | 3 407 | 224,42 | 65,86 |
| Saint-Arsène | 1 156 | 119,56 | 103,43 |
| Saint-Épiphane | 886 | 93,63 | 105,66 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) | 689 | 45,01 | 65,37 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | 1 112 | 103,34 | 92,93 |
| Saint-Modeste | 894 | 78,97 | 88,34 |
| **Total** | **27 464** | **2 193,13** | **79,85** |

[1] Société V.I.A. (2002)

**TABLEAU 4.4 Matières recyclables acheminées à la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve en 2001**

| Ville | Population | Quantité | |
|---|---|---|---|
| | | (tm) [1] | (kg/hab.) |
| Saint-Cyprien | 1 239 | 175 | 67,19 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 1 365 | | |
| **Total** | **2 605** | **175** | **67,19** |

[1] Ressourcerie du Bas-du-Fleuve (2001)

**TABLEAU 4.5 Matières recyclables acheminées au centre de tri de Récupération des Basques en 2001**

| Ville | Population | Quantité | |
|---|---|---|---|
| | | (tm) [1] | (kg/hab.) |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 62 | N.D. | N.D. |
| Saint-Paul-de-la-Croix | 374 | 26,8 | 71,66 |
| Saint-Francoix-Xavier-de-Viger | 298 | 19,6 | 65,79 |
| **Total** | **734** | **46,4** | **69,06** [2] |

[1] Récupération des Basques (2002)
[2] La moyenne n'inclut pas la population de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs

La quantité de chaque type de matières est évaluée à partir de la répartition annuelle des matières pour chaque centre de tri. On peut observer au tableau 4.7 que la répartition des matières est très semblable entre les centres de tri. Les différences proviennent des catégories de matières qui sont acceptées ou refusées. La liste des matières acceptées et refusées en 2001 par le deux principaux centres de tri est disponible à l'Annexe B du cahier technique disponible à la MRC. La quantité totale de matières récupérées s'élève à 2 521,78 tm. Cependant, on doit soustraire de ce total les rejets qui sont par la suite envoyés aux différents lieux d'enfouissement. Les rejets correspondent aux matières collectées avec les matières recyclables mais qui ne sont pas acceptées par le centre de tri. Il peut s'agir de papier souillé, de textile, de sacs de plastique, etc. La quantité totale de matières récupérées, en excluant les rejets, est de 2 276,84 tm annuellement.

La performance de la récupération correspond à la quantité annuelle de matières récupérées par habitant. Pour l'ensemble des municipalités effectuant la collecte des matières recyclables, la performance, en excluant les rejets, s'élève à 71,11 kg/hab. (tableau 4.6).

**TABLEAU 4.6 Performance de la récupération par habitant en 2001**

| Indicateur | SSR (kg/an) | RGP (kg/an) | Des Basques (kg/an) | Ressourcerie (kg/an) | Moyenne de la MRC (kg/an) |
|---|---|---|---|---|---|
| Incluant les rejets | 88,14 | 79,85 | 63,23 | 67,19 | 78,76 |
| Excluant les rejets | 79,32 | 71,61 | 59,43 | 65,27 | 71,11 |

**TABLEAU 4.7 Répartition des matières acheminées aux centres de tri en 2001**

| Matière | Services Sanitaires Roy | | Récupération Grand Portage | | Récupération des Basques | | Ressourcerie [1] | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (%) | (tm) | (%) | (tm) | (%) | (tm) | (tm) | (tm) | (%) |
| Papier | 48,0 % | 51,50 | 55,4 % | 1 215,36 | 30,5 % | 14,14 | 23,75 | 1 304,75 | 51,7% |
| Carton | 24,0 % | 25,75 | 25,0 % | 547,65 | 42,4 % | 19,67 | 71,25 | 664,32 | 26,3% |
| Plastiques | 4,0 % | 4,28 | 2,3 % | 50,87 | 3,7 % | 1,71 | 25,00 | 81,86 | 3,2% |
| Verre | 8,5 % | 9,10 | 4,3 % | 93,47 | 13,5 % | 6,27 | 25,00 | 133,84 | 5,3% |
| Métal | 5,4 % | 5,83 | 2,6 % | 58,00 | 2,5 % | 1,14 | 25,00 | 89,97 | 3,6% |
| Textile | 0,0 % | 0,00 | 0,0 % | 0,00 | 1,2 % | 0,57 | Voir note [1] | 0,57 | 0,0% |
| Aluminium | 0,1 % | 0,07 | 0,1 % | 1,34 | 0,2 % | 0,11 | 0,00 | 1,52 | 0,1% |
| Rejet | 10,0 % | 10,73 | 10,3 % | 226,43 | 6,0 % | 2,78 | 5,00 | 244,94 | 9,7% |
| **Total** | **100,0 %** | **107,25** | **100,0 %** | **2 193,13** | **100,0 %** | **46,40** | **175,00** | **2 521,78** | **100,0%** |
| **Total moins les rejets** | **90,0 %** | **96,53** | **89,7 %** | **1 966,70** | **94,0 %** | **43,62** | **170,00** | **2 276,84** | **90,3 %** |

[1] Les données pour la Ressourcerie proviennent du bilan de l'année 2000. Les données concernant les textiles se retrouvent dans la section 4.2.5

### 4.2.2 Quantité d'encombrants

Différentes sources permettent d'évaluer la quantité approximative d'encombrants générée chaque année. Selon le projet de PGMR de la MRC de Memphrémagog, on estime à 30 kg par logement la quantité d'encombrants générée. C'est donc un peu plus de 425 tm qui seraient générées selon cette estimation. Toutefois, en appliquant la répartition de l'étude de Chamard-CRIQ-Roche, on évalue la quantité d'encombrants générée pour l'année 2001 à 229,55 tm.

Compte tenu que les collectes d'encombrants s'effectuent en même temps que la collecte des ordures, il n'est pas possible de distinguer la quantité de matières valorisées propre à cette catégorie puisque les données sont incluses dans les ordures ménagères. Les encombrants sont en bonne partie éliminés avec la collecte des ordures, bien qu'une quantité importante, surtout constituée de rebuts métalliques, est valorisée. Toutefois, il n'est pas possible de quantifier la portion valorisée.

### 4.2.3 Quantité de matières organiques

La distribution de composteurs domestiques dans la ville de Rivière-du-Loup a permis de détourner 45 tm de matières organiques pour l'année 2001, si on considère que chaque composteur permet de valoriser 150 kg de matières (AOMGMR, 2001). Lors de la collecte des feuilles, 160 $m^3$ de matières ont été collectées, ce qui correspond à 9,6 tm. Au niveau des collectes de sapins de Noël, on estime que la quantité totale ramassée par les trois municipalités (Rivière-du-Loup, Saint-Antonin, Notre-Dame-du-Portage) est de 16,05 tm. Dans le cas de l'enclos situé à Saint-Modeste, la quantité de matières valorisées est estimée à 5,4 tm. Globalement, ce sont donc 76,05 tm de matières organiques qui sont valorisées chaque année dans la MRC de Rivière-du-Loup.

### 4.2.4 Quantité de résidus domestiques dangereux

Journée de collecte

Chaque année, le Comité de recherche et d'intervention environnementale (CRIE) du Grand-Portage organise une collecte des RDD. En 2001, cette collecte s'est réalisée sur le terrain de l'industrie Campor au mois de juin. Les résidants de Rivière-du-Loup et des municipalités voisines sont alors invités à venir y déposer les différents RDD, à l'exception des peintures. Pour cette dernière matière, on invite plutôt la population à acheminer leurs contenants de peinture chez les détaillants qui les reprennent. Le tableau 4.8 indique le nombre de participants par municipalité. Le taux de participation est inférieur à 1 % dans toutes les municipalités participantes.

**TABLEAU 4.8 Participation par municipalité**

| Municipalité participante | Citoyens |
|---|---|
| Rivière-du-Loup | 88 |
| Saint-Antonin | 8 |
| Notre-Dame-du-Portage | 5 |
| Saint-Modeste | 4 |
| Saint-Arsène | 2 |
| Saint-Épiphane | 2 |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 1* |
| Saint-André | 1 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | 1 |
| Saint-Paul-de-la-Croix | 1* |
| Québec | 1 |
| **Total** | **114** |

Source : CRIE du Grand-Portage (2002)
* Le participant est la municipalité

La quantité de RDD récupérée est compilée en terme de nombre de barils. En considérant qu'un baril peut contenir 205 kg de matières (Campor, 2000), on estime la quantité de RDD récupérée lors de la collecte en 2001 à 3 800 kg (3,8 tm), soit en moyenne 33 kg par participant (tableau 4.9). De cette quantité, seulement une partie est valorisée. Les huiles usées, les solvants, les batteries au plomb et les bonbonnes de propane peuvent être valorisés à 100 %, ainsi qu'une part des barils d'aérosols et des résidus inflammables. Pour la MRC de Rivière-du-Loup, la quantité de RDD valorisée est donc de 2 137,98 kg, soit plus de 56 % des RDD récupérés au point de dépôt de la collecte annuelle.

**TABLEAU 4.9 Inventaire des RDD récupérés en 2001**

| Matière | Quantité collectée | | Quantité valorisée | | Quantité éliminée | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | (Barils) | (kg) | (%) | (tm) | (%) | (tm) |
| Antigel | 0,25 | 51,3 | 0 % | - | 100 % | 51,30 |
| Goudron | 0,75 | 153,8 | 0 % | - | 100 % | 153,80 |
| Résidus inflammables | 1 | 205,0 | 25 % | 51,25 | 75 % | 153,75 |
| Résidus basiques | 0,6 | 123,0 | 0 % | - | 100 % | 123,00 |
| Résidus acides | 1 | 205,0 | 0 % | - | 100 % | 205,00 |
| Pesticides | 1 | 205,0 | 0 % | - | 100 % | 205,00 |
| Aérosols divers | 0,6 | 123,0 | 0 % | - | 100 % | 123,00 |
| Barils d'aérosols et de peinture | 0,5 | 102,5 | 25 % | 25,63 | 75 % | 76,88 |
| Kérosène | 0,5 | 102,5 | 0 % | - | 100 % | 102,50 |
| Autres RDD | 2 | 410,0 | 0 % | - | 100 % | 410,00 |
| Solvants | 2 | 410,0 | 100 % | 410,00 | 0 % | - |
| Batteries au plomb | 6 unités | 95,4 | 100 % | 95,40 | 0 % | - |
| Piles sèches | | 57,0 | 0 % | - | 100 % | 57,00 |
| Huiles usées | 7,5 | 1 537,5 | 100 % | 1 537,50 | 0 % | - |
| Bonbonnes de propane | 2 unités | 18,2 | 100 % | 18,20 | 0 % | - |
| **Total** | | **3 799,1** | | **2 137,98** | | **1 661,23** |

Source : CRIE du Grand Portage (2002)

Collecte chez les détaillants

En 2001, la quincaillerie RONA, située à Rivière-du-Loup, a récupéré 6 889,25 kg de résidus de peinture usée alors que la Quincaillerie COOP de Saint-Arsène et la Société COOP Agricole de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup en ont récupérés 342 kg (tableau 4.10). De cette quantité, on évalue qu'environ 4 % des contenants ne sont pas admissibles pour la récupération, ce qui représente 289,38 kg. La quantité nette, d'environ 6 942 kg, se répartit comme suit : 65 % de peinture, 21 % de contenants et 14 % de matières envoyées à l'élimination, selon Peintures récupérées du Québec Inc. Les contenants en acier sont recyclés dans une fonderie. Ce sont donc 4 512,22 kg de peinture et 1 457,77 kg d'acier qui sont valorisés, alors que 1261,11 kg de matières sont éliminés, incluant les contenants non admissibles.

**TABLEAU 4.10 Quantité de peintures récupérées chez les détaillants en 2001**

| Détaillants | Municipalité | Quantité reçue | Part non recevable | | Quantité traitée | Quantité valorisée |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (kg) | (%) | (kg) | (kg) | (kg) |
| Rénovateur RONA | Rivière-du-Loup | 6 889,25 | 4,00% | 275,70 | 6 613,55 | 5 687,66 |
| Quincaillerie COOP | Saint-Arsène | 92,00 | 4,00% | 3,68 | 88,32 | 75,96 |
| Société COOP agricole | Saint-Hubert | 250,00 | 4,00% | 10,00 | 240,00 | 206,40 |
| **Total** | | **7 231,25** | **4,00%** | **289,38** | **6 941,87** | **5 970,02** |

Source : Coopérative fédérée de Québec (2002) et Peintures récupérées du Québec (2002)

Les données provenant de l'entreprise Canadian Tire (tableau 4.11) indiquent que 12 361 litres d'huiles usées sont récupérées, ce qui équivaut à 10 729,35 kg. Cette huile provient essentiellement de la MRC de Rivière-du-Loup, bien que les résidants des autres MRC puissent déposer leurs huiles usées à cet endroit. Parmi les autres RDD récupérés, on évalue que les solvants, les batteries et les filtres peuvent être valorisés. Ce sont donc 25,24 tm de RDD qui sont valorisés par l'entremise de Canadian Tire.

**TABLEAU 4.11 Quantité de RDD récupérés chez Canadian Tire en 2001**

| Produits | Quantité | |
|---|---|---|
| | (nombre d'unités) | (kg) |
| Huiles usées | 12 361 litres | 10 729,35 (1) |
| Batteries usées | 813 unités | 12 926,70 |
| Antigel | 2 barils de 15 gallons | 136,38 |
| Filtres aux huiles usées | 5 barils de 240 litres | 1 020,00 (2) |
| Guenilles, chiffons, absorbants | 2 barils de 240 litres | 410,00 |
| Solvants | 5 barils de 70 litres | 565,50 (3) |
| **Total** | | **25 787,93** |

Source : Canadian Tire (2002)

1 Selon la masse volumique de l'huile = 868 kg/m$^3$

2 En considérant qu'un bac peut contenir 300 filtres

3 Selon la masse volumique du toluène (870 kg/m$^3$)

Global

L'ensemble des collectes sur le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup a permis de collecter 36,8 tm de RDD (tableau 4.12). De cette quantité, environ 90 % fut valorisée, principalement au niveau des détaillants. Enfin, 3,47 tm de RDD furent éliminés dans des installations spécifiques, situées hors du territoire de la MRC.

**TABLEAU 4.12 Quantité de RDD récupérés dans la MRC de Rivière-du-Loup selon les types de collecte en 2001**

| Type de collecte | Quantité reçue (tm) | Quantité valorisée (tm) | Quantité éliminée (tm) |
|---|---|---|---|
| Journée de collecte | 3,80 | 2,14 | 1,66 |
| Détaillants de peinture | 7,21 | 5,95 | 1,26 |
| Canadian Tire | 25,79 | 25,24 | 0,55 |
| **Total** | **36,80** | **33,33** | **3,47** |

### 4.2.5 Quantité de textiles

On retrouve plusieurs friperies sur le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup. Ces commerces récupèrent et revendent des vêtements d'occasion ainsi que des accessoires. Pour obtenir la quantité de textiles ainsi valorisée, nous avons communiqué directement avec ces différents organismes. Ces derniers nous ont fourni une évaluation du nombre de sacs de vêtements reçus et valorisés en moyenne par semaine ou par mois. Un échantillonnage de sacs a été pesé afin d'évaluer le poids moyen, qui est de 10 kg/sac. Pour la MRC de Rivière-du-Loup, la quantité valorisée par les friperies et autres organismes communautaires s'élève à 103,5 tm, sur les 117,5 tm de textile qui sont récupérées (tableau 4.13).

**TABLEAU 4.13 Quantité de textiles récupérés et valorisés en 2001**

| Municipalités | Organismes | Quantité reçue (kg/an) | Quantité valorisée (kg/an) | Quantité rejetée (kg/an) |
|---|---|---|---|---|
| Saint-Hubert | Corde à linge | 6 000 | 4 080<br>1 920 (1) | |
| Saint-Antonin | Saint-Vincent de Paul | Ouverture en novembre 2002 | | |
| | Association diabétique | Voir MRC | | |
| Saint-Modeste | Comptoir économique | 24 000 | 13 000<br>8 400 (1) | 2 600 |
| Saint-George de Cacouna | Association diabétique | Voir MRC | | |
| Saint-Arsène | Association diabétique | Voir MRC | | |
| Rivière-du-Loup | Atelier du bonheur | 57 000 | 34 500 sur place<br>19 050 vers d'autres centres | 3 450 |
| | Saint-Vincent de Paul | 20 000 | 12 000 | 8 000 |
| | La corde à linge | 5 200 | 1 300<br>3 900 (1) | |
| Notre-Dame du Portage | Association diabétique | Voir MRC | | |
| Saint-Cyprien | Ressourcerie | 6 000 | | |
| MRC | Association diabétique | 5 333 | 5 333 | |
| **TOTAL** | | **117 533** | **89 263**<br>**14 220** (1) | **14 050** |
| | | | **103 483** | |

(1) Quantité détournée vers la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve en 2001

### 4.2.6 Quantité de matières consignées

Lorsqu'ils vendent les contenants aux consommateurs, les détaillants perçoivent la consigne de ceux-ci. Après consommation du produit, le consommateur peut rapporter ses contenants vides chez le détaillant et recevoir le remboursement de la consigne. Les embouteilleurs et les brasseurs ont la charge de récupérer les contenants vides accumulés chez les détaillants, qu'ils leur aient vendu les contenants directement ou par l'intermédiaire d'un grossiste. Lors de la récupération des contenants, ils remboursent aux détaillants la consigne. Par la suite, les embouteilleurs et les brasseurs sont tenus d'acheminer les contenants vides récupérés chez un conditionneur ou recycleur accrédité par Recyc-Québec. Selon ce dernier organisme,

155,2 tm de matières consignées ont été récupérées en 2001 dans la MRC de Rivière-du-Loup (tableau 4.14).

**TABLEAU 4.14 Quantité de matières consignées récupérées dans la MRC en 2001**

| Matière | Quantité (tm) |
|---|---|
| Plastique | 40,3 |
| Verre | 68,1 |
| Aluminium | 46,8 |
| **Total** | **155,2** |

Source : Recyc-Québec (2001)

### 4.2.7 Quantité de pneus

Dans la région du Bas-Saint-Laurent, il n'existe aucun lieu d'entreposage permanent des pneus hors d'usage. Grâce au *Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage*, géré par Recyc-Québec, la région est desservie par un transporteur accrédité pour assurer la collecte des pneus hors d'usage récupérés auprès des détaillants. En vertu de ce programme, les pneus peuvent être déposés gratuitement dans les points de récupération situés sur le territoire de la MRC. La liste de ces lieux diffusée par Recyc-Québec est présentée à l'Annexe C du cahier technique disponible à la MRC.

Par la suite, un transporteur accrédité vient chercher les pneus pour les acheminer vers les industries de remoulage, de recyclage ou de valorisation énergétique. Le programme est financé directement par le droit de disposition sur les pneus neufs vendus annuellement au Québec. Le tableau 4.15 présente la quantité de pneus ainsi récupérés. Les pneus hors d'usage admissibles sont les pneus dont le diamètre de jante est égal ou inférieur à 61,25 cm et dont le diamètre total n'excède pas 121,25 cm.

**TABLEAU 4.15 Quantité de pneus hors d'usage récupérés dans la MRC en 2001**

| Catégorie | Nombre | Poids par pneu (kg) | Quantité (tm) |
|---|---|---|---|
| Petits pneus | 278 | 3 | 0,83 |
| Automobiles | 20 971 | 9 | 188,74 |
| Camions | 1 544 | 45 | 69,48 |
| **Total** | **22 793** | | **259,05** |

Source : Recyc-Québec (2001)

### 4.2.8 Quantité d'ordures ménagères

La quantité de matières résiduelles éliminée par les municipalités provient en majeure partie des données du lieu d'enfouissement de Rivière-des-Vases, opéré par la ville de Rivière-du-Loup. Les données pour 2001 sont exprimées en unité de volume ($m^3$). Toutefois, depuis 2002, le LES est équipé d'une balance. Il a donc été possible de calculer un facteur de conversion à partir du poids et du volume des camions entrant au LES au début de l'année 2002. Ce facteur est de l'ordre de 0,325 $tm/m^3$ pour les matières provenant du secteur municipal.

La municipalité de Notre-Dame-du-Portage achemine ses déchets au lieu d'enfouissement de Saint-Philippe-de-Néri, dans la MRC voisine de Kamouraska. Ce lieu d'enfouissement étant équipé d'une balance, la valeur indiquée au tableau 4.16 provient directement du bilan pour l'année 2001.

**TABLEAU 4.16 Quantité de matières résiduelles acheminées aux lieux d'enfouissement en 2001**

| Municipalité | Quantité (tm) | | Total kg/hab |
|---|---|---|---|
| | LES (1) | DET (2) | |
| L'Isle-Verte | 586,44 | | 383,94 |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 25,43 | | 410,49 |
| Notre-Dame-du-Portage | 476,19 | | 391,32 |
| Rivière-du-Loup | 7 959,61 | | 447,35 |
| Saint-Antonin | 948,46 | | 278,36 |
| Saint-Arsène | 344,52 | | 298,03 |
| Saint-Cyprien | | 477,17 | 385,00 |
| Saint-Épiphane | 279,30 | | 315,19 |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | | 101,29 | 340,00 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (P) | 244,87 | | 355,62 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (V) | 197,27 | | 177,40 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | | 525,60 | 385,00 |
| Saint-Modeste | 251,60 | | 281,46 |
| Saint-Paul-de-la-Croix | 148,25 | | 396,40 |
| **Total** | **11 461,95** | **1 104,07** | **392,45** |
| | **12 566,02** | | |

(1) Estimée à partir des données provenant de la ville de Rivière-du-Loup, sauf dans le cas de Notre-Dame-du-Portage
(2) Estimée à partir de la population et du type de collecte

Trois municipalités éliminent leurs déchets dans des dépôts en tranchée. On estime la quantité de matières résiduelles éliminées, en se basant sur des municipalités de taille comparable et sur le type de gestion des matières résiduelles, à 340 kg/hab. pour Saint-François-Xavier-de-Viger et 385 kg/hab. pour Saint-Cyprien et Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup.

En 2001, on estime que le secteur municipal de la MRC de Rivière-du-Loup a éliminé 11 461,95 tm de matières dans les lieux d'enfouissement et 1 104,07 tm dans les dépôts en tranchée. Moins de 10 % des ordures ménagères générées sont donc éliminées dans les dépôts en tranchée. Au total, 12 566,02 tm de matières sont éliminées, ce qui équivaut à une moyenne de 392,45 kg/hab.. À elle seule, la ville de Rivière-du-Loup génère plus de 63 % des ordures ménagères.

### 4.2.9 Bilan municipal

Le tableau 4.17 présente une synthèse des résultats indiqués dans les sections précédentes. Il dresse un bilan des quantités de matières valorisées et éliminées par le secteur municipal pour l'année 2001. Sur les 15 731,67 tm de matières résiduelles générées, 18,46 % ont été valorisées à travers différentes filières, principalement par la collecte des matières recyclables.

**TABLEAU 4.17 Tableau synthèse des quantités de matières résiduelles générées pour l'ensemble de la MRC de Rivière-du-Loup en 2001**

| Filière | Quantité tm | Per capita kg/hab. | Proportion % |
|---|---|---|---|
| **Valorisation** | | | |
| Collecte sélective | 2 276,27 | 71,09 | 14,47% |
| Encombrants | N.D. | N.D. | N.D. |
| Compostage domestique | 45,00 | 1,41 | 0,29% |
| Feuilles d'automne | 9,60 | 0,30 | 0,06% |
| Sapins de Noël | 16,05 | 0,50 | 0,10% |
| Enclos pour résidus verts | 5,40 | 0,17 | 0,03% |
| RDD valorisés | 33,35 | 1,04 | 0,21% |
| Textiles | 103,48 | 3,23 | 0,66% |
| Contenants consignés | 155,20 | 4,85 | 0,99% |
| Pneus hors d'usage | 259,05 | 8,09 | 1,65% |
| **Total valorisé** | **2 903,40** | **90,68** | **18,46%** |
| **Élimination** | | | |
| Lieu d'enfouissement sanitaire | 11 461,95 | 357,97 | 72,86% |
| Dépôt en tranchée | 1 104,07 | 34,48 | 7,02% |
| Enfouissement par les citoyens (1) | 13,84 | 0,43 | 0,09% |
| Rejets des centres de tri | 244,94 | 7,65 | 1,56% |
| RDD éliminés (2) | 3,47 | 0,11 | 0,02% |
| **Total éliminé** | **12 828,27** | **400,64** | **81,54%** |
| **Total généré** | **15 731,67** | **491,32** | **100,00%** |

(1) Matières acheminées directement par les citoyens au lieu d'enfouissement sanitaire sans passer par la collecte municipale.
(2) Part éliminée des RDD récupérés chez les détaillants et par la collecte municipale

### 4.2.10 Cheminement des matières résiduelles

Le diagramme de la page suivante illustre de façon schématique et succincte le cheminement des matières résiduelles générées sur le territoire de la MRC. Ce diagramme est basé sur la méthode GAP (General Accepted Principles), utilisée par les autres provinces canadiennes.

Lorsque la quantité n'est pas connue, il est mentionné d'indiquer la valeur « 0,00 ». Les quantités indiquées dans le diagramme sont donc sous-estimées puisque dans plusieurs cas les données ne sont pas disponibles. C'est le cas principalement pour les encombrants, les RDD et la valorisation sur place, c'est-à-dire la quantité de matières qui est directement valorisée par les ménages. Dans ce dernier cas, il peut s'agir de toute forme de réemploi, de la pratique de l'herbicyclage qui est de plus en plus populaire, du compostage en tas des matières organiques ou de la valorisation énergétique de certains résidus pour chauffer les résidences l'hiver.

**FIGURE 4.1 Diagramme de cheminement des matières résiduelles du secteur municipal en 2001**

(Les quantités sont exprimées en tm)

## GÉNÉRAL

| Valorisation sur place | |
|---|---|
| Compostage domestique | 45,00 |
| Herbicyclage | 0,00 |
| Évapotranspiration | 0,00 |
| Feu à ciel ouvert | 0,00 |
| Feu de foyer | 0,00 |
| *Total* | *45,00* |

| Population (unité équivalente) | |
|---|---|
| Permanente | 31 826 |
| Saisonnière | 193 |

| Résidences (unité d'occupation) | |
|---|---|
| Permanentes | 14 186 |
| Saisonnières | 1 111 |

| SOMMAIRE | |
|---|---|
| Pop. équivalente (hab.) | 32 019 |
| Ménages (U.O.) | 15 297 |
| Génération (tm) | 15 731,67 |
| Génération (kg/hab.) | 491,32 |
| Diversion (kg/hab.) | 90,68 |
| Élimination (kg/hab.) | 408,18 |
| Taux de diversion | 18,46% |

## COLLECTE

| Programmes de Recyc-Québec | |
|---|---|
| Consigne | 155,20 |
| Pneus | 259,05 |
| Total | 414,25 |

| Réemploi | |
|---|---|
| *Total* | *0,00* |

| Matières recyclables | |
|---|---|
| *Total* | *2 494,41* |

| Matières organiques | |
|---|---|
| Herbes | 0,00 |
| Feuilles d'automne | 9,60 |
| *Total* | *9,60* |

| Collectes spéciales | |
|---|---|
| Sapins de Noël | 16,05 |
| Encombrants | 0,00 |
| RDD | 0,00 |

| Apport volontaire | |
|---|---|
| Matières recyclables | 26,80 |
| Encombrants | 0,00 |
| Feuilles d'automne | 0,00 |
| Résidus verts | 5,40 |
| RDD | 36,82 |
| Textile | 117,53 |
| Ordures | 13,84 |
| *Total* | *200,39* |

| Collecte des ordures | |
|---|---|
| *Total* | *12 551,97* |

## TRAITEMENT

| Programmes de Recyc-Québec | |
|---|---|
| Traitement | 414,25 |
| Valorisation | 414,25 |
| Disposition | 0,00 |

| Matières recyclables | |
|---|---|
| Traitement | 2 521,21 |
| Valorisation | 2 276,27 |
| Disposition | 244,94 |

| Traitement des RDD | |
|---|---|
| Traitement | 36,82 |
| Valorisation | 33,35 |
| Disposition | 3,47 |

| Traitement des textiles | |
|---|---|
| Traitement | 117,53 |
| Valorisation | 103,48 |
| Disposition | 14,05 |

## VALORISATION

| Programmes de Recyc-Québec | |
|---|---|
| *Total* | *414,25* |

| Réemploi | |
|---|---|
| *Total* | *0,00* |

| Gestion à la source | |
|---|---|
| *Total* | *45,00* |

| RDD valorisés | |
|---|---|
| *Total* | *33,35* |

| Matières recyclables valorisées | |
|---|---|
| *Total* | *2 276,27* |

| Matières organiques valorisées | |
|---|---|
| *Total* | *31,05* |

| Textile valorisé | |
|---|---|
| *Total* | *103,48* |

## ÉLIMINATION

| RDD disposés | |
|---|---|
| *Total* | *3,47* |

| Enfouissement | |
|---|---|
| Ordures | 12 579,86 |
| Rejets tri | 244,94 |
| *Total* | *12 824,80* |

### 4.2.11 Atteinte des objectifs du secteur municipal

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles vise comme objectif de mettre en valeur plus de 65 % des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement. Les objectifs de récupération pour les matières du secteur municipal sont :

- 60 % du verre, du plastique, du métal, des fibres, des encombrants et de la matière putrescible;
- 75 % des huiles, des peintures et des pesticides (résidus domestiques dangereux);
- 50 % du textile;
- 80 % des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses.

L'évaluation de l'atteinte des objectifs fixés par la Politique est présentée dans le tableau 4.18. Ce tableau se base sur la connaissance actuelle des quantités de matières valorisées et éliminées. Le potentiel de valorisation provient de la caractérisation de Chamard-CRIQ-Roche. Il permet de connaître la part valorisable par matière. Le taux de valorisation représente la part des matières actuellement mises en valeur par rapport au taux de récupération potentiel.

En fonction de ces données, les objectifs sont atteints pour le carton et près de l'être pour les matières consignées. En ce qui concerne les pneus, l'annonce du ministre délégué à l'Environnement, M. Simard, permet de considérer que l'objectif de 85 % est atteint. Dans le cas des autres matières, l'écart avec l'objectif varie de 5,5 % à 58,6 %. En terme de quantité, les écarts les plus importants par rapport aux objectifs fixés par le gouvernement se situent à l'égard des matières organiques, du papier et du verre. Globalement, le taux de valorisation atteint 22,9 %, en se basant uniquement sur la part valorisable des matières.

Il est important de souligner que la quantité de matières valorisées est sous-estimée en ce qui concerne les matières organiques et les encombrants. Cela s'explique par la difficulté d'évaluer les quantités de matières détournées de l'enfouissement à travers les différentes filières de valorisation. Cependant, les objectifs de mise en valeur de ces matières sont encore bien loin d'être atteints. Les scénarios devront donc s'intéresser plus spécifiquement à ces catégories de matières. Il faudra également optimiser la collecte des matières recyclables pour augmenter le taux de valorisation des contenants (verre, métal, plastique).

En ce qui concerne les résidus domestiques dangereux, le taux de valorisation actuel est surestimé en raison de la quantité de matières valorisées par Canadian Tire. En effet, sur les 33,35 tm de RDD valorisés

dans l'ensemble de la MRC, 77 % le sont par cette entreprise. Toutefois, cette quantité est susceptible de provenir en partie des industries, commerces et institutions et également des autres MRC puisque c'est un lieu de dépôt des huiles usées bien connu.

On doit également souligner que la répartition des matières repose sur la caractérisation de Charmard-CRIQ-Roche, qui fut réalisée à l'extérieur de la MRC. Afin de s'assurer que les quantités sont bien applicables pour la région, il sera important d'effectuer une caractérisation des matières résiduelles, permettant de dresser un portrait exact des quantités éliminées pour la MRC de Rivière-du-Loup par matière. Les scénarios pourront alors s'ajuster en fonction d'une estimation plus représentative de la réalité régionale de génération des matières résiduelles.

**TABLEAU 4.18 Sommaire des quantités mises en valeur par matières en 2001 et comparaison avec les objectifs gouvernementaux**

| Catégorie | Quantité (tm) | | | | | Potentiel de valorisation | | Objectif | | Taux de valorisation | Écart | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valorisée (tm) | + | Éliminée (tm) | = | Générée (tm) | ( %) | (tm) | ( %) | (tm) | ( %) | ( %) | (tm) |
| **Matières recyclables** | | | | | | | | | | | | |
| Papier | 1 304,75 | | 2 230,38 | | 3 535,13 | 100,0 % | 3 535,13 | 60,0 % | 2 121,08 | 36,9% | - 23,1 % | -816,33 |
| Carton | 664,32 | | 223,28 | | 887,61 | 100,0 % | 887,61 | 60,0 % | 532,56 | 74,8% | 14,8 % | Nul |
| Verre | 133,84 | | 868,70 | | 1 002,54 | 93,6 % | 938,38 | 60,0 % | 563,03 | 14,3% | - 45,7 % | - 429,18 |
| Métal | 91,49 | | 429,03 | | 520,53 | 80,7 % | 420,06 | 60,0 % | 252,04 | 21,8% | - 38,2 % | - 160,55 |
| Plastique | 81,86 | | 1 020,11 | | 1 101,96 | 29,5 % | 325,08 | 60,0 % | 195,05 | 25,2% | - 34,8 % | - 113,19 |
| **SOUS-TOTAL** | **2 276,27** | **+** | **4 771,50** | **=** | **7 047,76** | **86,6 %** | **6 106,26** | **60,0 %** | **3 663,75** | **37,3%** | **- 22,7 %** | **- 1 387,49** |
| **Matières organiques** | | | | | | | | | | | | |
| Résidus de table | 15,00 | | 2 816,16 | | 2 831,16 | 75,0 % | 2 123,37 | 60,0 % | 1 274,02 | 0,7 % | - 59,3 % | - 1 259,02 |
| Résidus verts | 61,05 | | 3 351,65 | | 3 412,70 | 100,0 % | 3 412,70 | 60,0 % | 2 047,62 | 1,8 % | - 58,2 % | - 1 986,57 |
| **SOUS-TOTAL** | **76,05** | **+** | **6 167,81** | **=** | **6 243,86** | **88,7 %** | **5 536,07** | **60,0 %** | **3 321,64** | **1,4 %** | **- 58,6 %** | **- 3 245,59** |
| **Autres** | | | | | | | | | | | | |
| Encombrants | N.D. | | N.D. | | 229,55 | 75,0 % | 172,17 | 60,0 % | 103,30 | N.D. | N.D. | N.D. |
| Résidus dangereux | 33,35 | | 27,86 | | 61,21 | 75,0 % | 45,91 | 60,0 % | 27,55 | 72,6% (2) | 12,6 % | Nul |
| Textiles | 103,48 | | 202,59 | | 306,07 | 100,0 % | 306,07 | 50,0 % | 153,04 | 33,8% | - 16,2 % | - 49,55 |
| Consigne | 155,20 | | 53,10 | | 208,30 | 100,0 % | 208,30 | 80,0 % | 166,64 | 74,5% | - 5,5 % | - 11,44 |
| Pneus | 259,05 | | 45,72 | | 304,77 | 100,0 % | 304,77 | 85,0 % | 259,05 | 85,0% | 0,0 % | 0,00 |
| **SOUS-TOTAL** | **N.D.** | **+** | **N.D.** | **=** | **1 109,91** | **---** | **1 037,22** | **---** | **709,57** | **N.D.** | **N.D.** | **N.D.** |
| Déchets ultimes | --- | | 1 330,14 | | 1 330,14 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **2 903,40** | **+** | **12 598,71** | **=** | **15 731,67 (1)** | **80,6 %** | **12 679,54** | **60,7 %** | **7 694,97** | **22,9%** | **---** | **- 4 825,83** |

(1) Le total est supérieur à l'addition des deux colonnes précédentes en raison de la quantité d'encombrants
(2) Le taux de valorisation est surestimé puisqu'il comprend des RDD provenant du secteur ICI et des autres MRC.

## 4.3 SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

Les données provenant du LES de Rivière-des-Vases nous renseignent sur les volumes acheminés pour l'année 2001. En 2002, la ville de Rivière-du-Loup a fait installer une balance afin d'ajuster les tarifs en fonction du poids des matières. Des facteurs de conversion furent calculés par secteur pendant l'année 2002 afin de pouvoir convertir les données volumétriques en terme de quantité et de faire le suivi d'une année à l'autre (tableau 4.19).

**TABLEAU 4.19 Facteurs de conversion volume/poids**

| Secteur | Facteur de conversion |
|---|---|
| Municipal | 0,325 tm/m$^3$ |
| Commercial | 0,335 tm/m$^3$ |

Source : Ville de Rivière-du-Loup (2002)

Les données n'indiquant pas nécessairement la catégorie de matières pour 2001, les matières provenant des secteurs de la construction, rénovation et démolition (CRD) et des industries, commerces et institutions (ICI) ont été séparés en fonction de leur provenance. Globalement, ces 2 secteurs acheminent au LES de Rivière-des-Vases près de 13 200 tm de matières (tableau 4.20).

**TABLEAU 4.20 Quantité de matières acheminées au LES de Rivière-des-Vases par les particuliers, les secteurs CRD et ICI en 2001**

| Mois | Volume (m$^3$) | Quantité (tm) |
|---|---|---|
| Janvier | 3 892,5 | 1 303,99 |
| Février | 3 336,5 | 1 117,73 |
| Mars | 3 164,9 | 1 060,24 |
| Avril | 3 015,5 | 1 010,19 |
| Mai | 3 856,0 | 1 291,76 |
| Juin | 3 285,0 | 1 100,48 |
| Juillet | 3 041,0 | 1 018,74 |
| Août | 3 091,0 | 1 035,49 |
| Septembre | 2 937,0 | 983,90 |
| Octobre | 3 934,0 | 1 317,89 |
| Novembre | 3 455,0 | 1 157,43 |
| Décembre | 2 371,0 | 794,29 |
| **Total** | **39 379,4** | **13 192,10** |

### 4.3.1 Secteur des industries, commerces et institutions

Le secteur ICI a acheminé 35 034 $m^3$ de matières résiduelles au LES de Rivière-des-Vases au cours de l'année 2001 (tableau 4.21), ce qui équivaut à 11 736,39 tm. Ces matières proviennent principalement des industries, puisque les commerces et les institutions utilisent en grande partie la collecte municipale.

**TABLEAU 4.21 Volume de matières acheminées par le secteur ICI au LES de Rivière-des-Vases selon la provenance en 2001**

| Catégorie | Sous-secteur | Volume ($m^3$) | | Part (%) |
|---|---|---|---|---|
| Institutions | | 871,0 | 871,0 | 2,5 % |
| Commerce | Alimentation | 1 635,0 | 3 554,0 | 10,1 % |
| | Transport | 162,0 | | |
| | Autres | 1 757,0 | | |
| Industries | Tourbe | 18 328,0 | 30 609,0 | 87,4 % |
| | Récupération | 5 565,0 | | |
| | Verre | 3 278,0 | | |
| | Pâtes et papiers | 2 509,0 | | |
| | Métaux | 499,0 | | |
| | Autres | 430,0 | | |
| **Total** | | **35 034,0** | **35 034,0** | **100,0 %** |

Les institutions représentent une faible part des matières acheminées par le secteur ICI, soit 2,5 %. Le Centre hospitalier régional du Grand-Portage (CHRGP) a acheminé 849 $m^3$ de matières et représente presque à lui seul les institutions avec 97 % du volume.

Dans les commerces, c'est le secteur de l'alimentation qui représente la plus grande part, soit 46 % du volume de matières acheminées par le secteur commercial. Vient ensuite les entreprises de transport et les magasins à grande surface. Les supermarchés à grande surface, Sobey's et Maxi, acheminent à eux seuls 1 337 $m^3$ de matières.

Parmi les industries, cinq entreprises ont acheminé plus de 2 000 $m^3$ de matières résiduelles au cours de l'année 2001. Une description des matières enfouies par ces industries se trouve au tableau 4.22. Dans la MRC de Rivière-du-Loup, les secteurs industriels majeurs sont l'industrie de la tourbe, l'industrie du verre et l'industrie des pâtes et papiers. Il est à noter que les matières acheminées par la Société VIA sont

susceptibles de provenir en partie de l'extérieur de la région, soit des centres de tri de Lévis et de Rimouski.

**TABLEAU 4.22 Description des matières enfouies au LES de Rivière-des-Vases par les principales industries en 2001**

| Entreprise | Activité | Volume ($m^3$) | Type de matières |
|---|---|---|---|
| Premier Tech | Production de tourbe | 14 883 | Poussière de perlite, sacs de plastique, palettes de bois brisées |
| Société VIA | Tri des matières recyclables | 5 565 | Rejets provenant du tri des matières recyclables (sacs de plastique, matières souillées, éclats de verre, etc.) |
| Tourbières Berger | Production de tourbe | 3 445 | Poussière de perlite, sacs de plastique |
| Prelco | Transformation du verre plat | 3 278 | Résidus de verre de couleurs et de verre teinté |
| F.F. Soucy | Fabrique de pâtes et papiers | 2 494 | Cendres produites par la chaudière à biomasse |

### 4.3.2 Secteur de la construction, rénovation et démolition

Les matériaux de construction et de démolition sont acheminés au lieu d'enfouissement par trois catégories, les compagnies de location de conteneurs, les entrepreneurs et les particuliers. En 2001, 4 304 $m^3$ de matériaux de construction, rénovation et démolition (CRD) ont été acheminés au LES de Rivière-des-Vases, ce qui équivaut à 1 441,87 t.m (tableau 4.23). La plus grande part provient d'une entreprise de location de conteneurs, soit Conteneurs K.R.T, qui achemine près de 60 % des matières du secteur CRD. Les entrepreneurs du domaine de la construction, rénovation et démolition acheminent environ 28 % des matières et les particuliers moins de 10 %. On retrouve également des sols, mais en faible quantité.

**TABLEAU 4.23 Quantité acheminée par les entreprises du secteur CRD au LES de Rivière-des-Vases en 2001**

| Catégorie | Volume ($m^3$) | Proportion (%) |
|---|---|---|
| Location de conteneurs | 2 566,4 | 59,6 % |
| Entrepreneurs | 1 192,0 | 27,7 % |
| Particuliers | 420,7 | 9,8 % |
| Sols | 125,0 | 2,9 % |
| **Total** | **4 304,1** | **100,0 %** |

## 4.4 BILAN

### 4.4.1 Bilan des différents secteurs en 2001

Selon les estimations des quantités de matières éliminées au LES de Rivière-des-Vases par les municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup, la proportion de chacun des trois grands secteurs visés par le PGMR, se répartit comme suit : 52% des matières éliminées proviennent du secteur ICI, 41,5 % du secteur Municipal et enfin 6,5% du secteur CRD.

**TABLEAU 4.24 Proportion, par secteur, des matières enfouies au LES de Rivière-des-Vases provenant des municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup pour l'année 2001**

| Secteur | Quantité (tm) | Proportion (%) |
|---|---|---|
| Municipal | 9 312,10 | 41,5 % |
| ICI | 11 736,39 | 52,0 % |
| CRD | 1 441,87 | 6,5 % |
| **Total** | **22 490,36** | **100 %** |

### 4.4.2 Bilan des différents secteurs en 2002

Suite à l'acquisition d'une balance au LES de Rivière-des-Vases, des données plus précises ont pu être compilées. Ce qui a pour effet, qu'à partir de 2002, les données sont plus ou moins comparables à celles des années antécédentes puisque la base des calculs n'est plus la même. Toutefois, la pesée a démontré que les estimés correspondaient assez bien à la réalité. On constate donc une répartition des matières éliminées en 2002 par le secteur Municipal semblable à celle de 2001, tandis que l'on observe une baisse d'environ 4%, du secteur ICI au profit du secteur de la CRD.

Par ailleurs, les données provenant de la ville de Rivière-du-Loup pour l'année 2002 permettent de connaître la répartition selon certains types de matières. Ainsi, tel que présenté au tableau 4.25, les matières résiduelles provenant des collectes municipales, incluant les déchets domestiques de même qu'une bonne part du secteur ICI, représentaient environ 60 % du total des matières acheminées au lieu d'enfouissement. Le verre provient de l'entreprise Prelco, la perlite des entreprises Premier Tech et Tourbières Berger et les cendres de l'entreprise F.F. Soucy. L'ensemble des matériaux secs (matériaux de construction, verre, cendres, perlite) représentait 33 % des matières éliminées au cours de l'année 2002.

L'industrie, qui génère au-delà de 80% des matières provenant du secteur ICI, effectue beaucoup de recherche et développement afin de trouver des façons de valoriser ses sous-produits. Ainsi, Premier Tech valorise une partie des cendres de F.F. Soucy pour équilibrer le pH de la mousse de tourbe. De plus, Premier Tech recherche depuis plusieurs années une façon de valoriser la perlite qui est envoyée à l'enfouissement, qui se compose d'une fine poussière.

**TABLEAU 4.25 Proportion des différentes catégories de l'ensemble des matières acheminées au LES de Rivière-des-Vases en 2002**

| Catégorie | Quantité (tm) | Proportion (%) |
|---|---|---|
| Matières résiduelles | 19 825 | 59,9 % |
| Perlite | 3 760 | 11,4 % |
| Matériaux de construction | 3 615 | 10,9 % |
| Verre | 2 039 | 6,2 % |
| Remorques domestiques | 1 680 | 5,1 % |
| Cendres | 1 496 | 4,5 % |
| Terre contaminée | 664 | 2,0 % |
| Moutons | 1 | 0,0 % |
| **Total** | **33 080** | **100,0 %** |

## 4.5 BOUES

### 4.5.1 Boues municipales

La majorité des municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup possède des installations de traitement des eaux usées (tableau 4.26). En tout, 8 municipalités ont ce type d'infrastructure, qui sont principalement des étangs aérés. C'est donc 71 % de la population permanente de la MRC qui est reliée à un réseau de collecte des eaux usées.

En considérant l'ensemble des installations existantes, on évalue la quantité de boues générées par le secteur résidentiel dans les stations de traitement des eaux usées et dont on doit disposer à plus de 3 400 tm. À ces boues s'ajoutent les effluents provenant du milieu institutionnel, commercial et industriel. Puisque les boues municipales contiennent souvent des contaminants provenant des autres secteurs, elles sont en presque totalité enfouies (Clamex, 2002).

**TABLEAU 4.26 Estimation de la quantité annuelle de boues produites par les citoyens dans les usines de traitement des eaux usées**

| Municipalité | Population reliée | Type de traitement | Mise en fonction | Dernière vidange | Prochaine Vidange | Quantité de boues estimée | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | ($m^3$/an) | (tm/an) |
| L'Isle-Verte | 980 | Étangs aérés | 1998 | Jamais | 2010 | 147,00 | 148,47 |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | --- | Aucun | --- | --- | --- | 0,00 | 0,00 |
| Notre-Dame-du-Portage | --- | Aucun | --- | --- | --- | 0,00 | 0,00 |
| Rivière-du-Loup | 16 000 | Étangs aérés | 1997 | Jamais | 2010 | 2 400,00 | 2 424,00 |
| Saint-Antonin | 2 500 | Étangs aérés et marais artificiels | 1976 | 1998 | 2006 | 375,00 | 378,75 |
| Saint-Arsène | 750 | Étangs non aérés | 1973 | Jamais | Inconnue | 112,50 | 113,63 |
| Saint-Cyprien | 875 | Étangs aérés (parois verticales) | 2001 | Jamais | 2010 | 131,25 | 132,56 |
| Saint-Épiphane | | Étangs aérés | 1984 | | | 0,00 | 0,00 |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | --- | Aucun | --- | --- | --- | 0,00 | 0,00 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) | 60 | Bassins à aération prolongée | 1983 | Jamais | 2002 | 9,00 | 9,09 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | 1098 | Bassins à aération prolongée | 1983 | 2002 | 2003 | 112,50 | 113,63 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 575 | Étangs aérés | 1994 | Jamais | Inconnue | 86,25 | 87,11 |
| Saint-Modeste | --- | Aucun | --- | --- | --- | 0,00 | 0,00 |
| Saint-Paul-de-la-Croix | --- | Aucun | --- | --- | --- | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | **22 490** | | | | | **3 373,50** | **3 407,24** |

### 4.5.2 Boues de fosses septiques

La quantité de boues générées par les résidences isolées a été évaluée en fonction des hypothèses suivantes :

- Aucune résidence saisonnière n'est reliée au réseau de collecte des eaux usées ;
- Toutes les résidences saisonnières possèdent une fosse ou un puisard ;
- Les résidences permanentes qui ne sont pas reliées au réseau de collecte possèdent chacune une fosse ou un puisard ;
- Le volume récupéré de chaque fosse est de l'ordre de 3,00 $m^3$ (Roche, 1993) ;
- Le volume de boues sèches récupéré est de l'ordre de 25 % du volume vidangé (Sani-Lang, 2002);
- La fréquence de vidange est établie à une fois par deux ans pour toutes les fosses ou puisards de résidences permanentes, et à une fois par quatre ans pour toutes les fosses ou puisards de résidences saisonnières.

**TABLEAU 4.27 Estimation de la quantité annuelle de boues produite par les résidences isolées**

| Municipalité | Nombre de fosses septiques et de puisards | | Quantité de boues vidangées ($m^3$/an) | Quantité de boues sèches estimée | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Permanentes | Saisonnières | | ($m^3$/an) | (tm/an) |
| L'Isle-Verte | 281 | 29 | 443,25 | 110,81 | 111,92 |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 49 | 43 | 105,75 | 26,44 | 26,70 |
| Notre-Dame-du-Portage | 600 | 139 | 1 004,25 | 251,06 | 253,57 |
| Rivière-du-Loup | 1 480 | 119 | 2 309,25 | 577,31 | 583,09 |
| Saint-Antonin | 309 | 125 | 557,25 | 139,31 | 140,71 |
| Saint-Arsène | 105 | 2 | 159,00 | 39,75 | 40,15 |
| Saint-Cyprien | 109 | 34 | 189,00 | 47,25 | 47,72 |
| Saint-Épiphane | 244 | 10 | 373,50 | 93,38 | 94,31 |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | 153 | 27 | 249,75 | 62,44 | 63,06 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse) | 237 | 59 | 399,75 | 99,94 | 100,94 |
| Saint-Georges-de-Cacouna (village) | 181 | 46 | 306,00 | 76,50 | 77,27 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 362 | 406 | 847,50 | 211,88 | 213,99 |
| Saint-Modeste | 362 | 52 | 582,00 | 145,50 | 146,96 |
| Saint-Paul-de-la-Croix | 193 | 20 | 304,50 | 76,13 | 76,89 |
| **Total** | **4 665** | **1 111** | **7 831,00** | **1 957,75** | **1 977,33** |

Selon ces hypothèses, 1 977 tm de boues sont produites annuellement dans les résidences isolées (tableau 4.27). L'ensemble de ces boues peut être valorisé une fois stabilisé sur les terres agricoles de la région, en effectuant un contrôle de la qualité pour s'assurer de respecter la réglementation en vigueur.

Dans la MRC de Rivière-du-Loup, la firme Campor est la principale entreprise de vidange des boues de fosses septiques.

### 4.5.3 Boues industrielles

En examinant les entreprises manufacturières des MRC du KRTB qui ont participé à l'enquête, on observe que la presque totalité des boues industrielles recensées est actuellement valorisée (tableau 4.29). Les boues éliminées, soit les boues de phosphate provenant de Bombardier Transport et les boues inorganiques de la Tannerie des Ruisseaux, située respectivement à La Pocatière et Saint-Pascal dans la MRC de Kamouraska, sont des boues devant être considérées comme des déchets dangereux selon la réglementation en vigueur. Pour la MRC de Rivière-du-Loup, la seule entreprise identifiée, F.F. Soucy, effectue une valorisation énergétique des boues qu'elle produit dans une chaudière à biomasse.

**TABLEAU 4.28 Quantité de boues produite par les principales industries des MRC du KRTB en 2001**

| MRC | Municipalité | Nom de l'entreprise | Type de boues | Récupérateur | Quantité (tm/an) | | | Type de valorisation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Générée | Éliminée | Valorisée | |
| Kamouraska | La Pocatière | Bombardier | Boues métalliques | N.D. | N.D. | | | |
| | | | Boues de phosphate | Safety Kleen | 10,27 | 10,27 | | |
| | Saint-Pascal | Viande Kamouraska Inc. | Boues fécales | N.D. | N.D. | | | |
| | | Compagnie Normand Ltée | Boues de peinture | Safety Kleen | 9,61 | | 9,61 | Valorisation énergétique |
| | | Tannerie des ruisseaux | Boues inorganiques | Stablex | 215,67 | 215,67 | | |
| | Saint-Alexandre-de-Kamouraska | Abattoir Saint-Alexandre | Boues de flotatteur | Campor | 3 232,00 | | 3 232 | Épandage |
| | Saint-Philippe-de-Néri | Lemieux Inc. | Boues de peinture | Campor | 0,40 | | 0,4 | Valorisation énergétique |
| Témiscouata | Pohénégamook | Poutrelles Internationales | Boues de colle | Sani Lang | N.D. | | | |
| | Cabano | Norampac Inc. | Boues primaires | --- | 5 000,00 | | 5 000 | Valorisation énergétique |
| | | | Boues secondaires (5 % de m.s.) | --- | 20 000,00 | | 20 000 | Valorisation énergétique et épandage |
| Rivière-du-Loup | Rivière-du-Loup | F.F. Soucy | Boues primaires et secondaires | --- | 9 000,00 | | 9 000 | Valorisation énergétique |
| Les Basques | --- | --- | --- | --- | --- | | | --- |
| **Total** | | | | | **37 467,95** | **225,94** | **37 242,01** | |
| **Proportion** | | | | | **100,00 %** | **0,60 %** | **99,40 %** | |

# 5. INSTALLATIONS DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Cette section présente un inventaire des installations de récupération, de valorisation et d'élimination situées dans la MRC de Rivière-du-Loup ainsi que dans les MRC environnantes. Les installations sont présentées en deux grandes sections, soit les installations d'élimination et les installations de traitement.

## 5.1 INSTALLATIONS D'ÉLIMINATION

Il existe trois lieux d'élimination sur le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup, soit le lieu d'enfouissement sanitaire de Rivière-des-Vases et les dépôts en tranchée de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup et de Saint-Cyprien. La majorité des municipalités acheminent leurs matières résiduelles au lieu d'enfouissement. Deux installations d'enfouissement situées à l'extérieur de la MRC reçoivent des matières résiduelles en provenance des municipalités de la MRC. Il s'agit du DET de Saint-Clément, situé dans la MRC des Basques, où sont acheminées les matières résiduelles de Saint-François-Xavier-de-Viger et du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Philippe-de-Néri qui reçoit les matières résiduelles provenant de Notre-Dame-du-Portage. Les tableaux 5.1 et 5.2 présentent la liste des lieux d'enfouissement de la MRC de Rivière-du-Loup et des MRC environnantes.

### 5.1.1 Lieu d'enfouissement sanitaire de Rivière-des-Vases

Le lieu d'enfouissement sanitaire de Rivière-des-Vases, situé dans la paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna, dessert la majorité des municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup, ainsi que les municipalités de Trois-Pistoles et Notre-Dame-des-Neiges, situées dans la MRC des Basques. Au total, ce lieu d'enfouissement reçoit les déchets de plus de 30 000 habitants.

La capacité du LES figurant dans le certificat d'autorisation est de 2 340 000 tm, ce qui en fait un lieu d'enfouissement majeur. Selon la municipalité, le LES pourrait continuer ses opérations pour plus de 30 ans. La municipalité souhaite le rendre conforme à la prochaine réglementation et en faire un lieu d'enfouissement technique.

### 5.1.2 Lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Philippe-de-Néri

La Corporation municipale de Saint-Philippe-de-Néri a obtenu le 18 avril 1978 une ordonnance du service de l'Environnement du gouvernement du Québec pour l'aménagement et l'exploitation du lieu régional d'enfouissement sanitaire des déchets solides. Il s'agit du seul lieu d'élimination en activité dans la MRC

de Kamouraska. Il dessert 19 municipalités, soit la MRC de Kamouraska en entier, la municipalité de Notre-Dame-du-Portage, située dans la MRC de Rivière-du-Loup et la municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies située dans la MRC de L'Islet.

Ce sont approximativement 12 500 tonnes de déchets qui y sont enfouis chaque année. Près des trois quarts de cette quantité proviennent des services municipaux de collecte des ordures, le reste étant déposé par des commerçants, des industries et des particuliers. La durée de vie potentielle de ce lieu d'enfouissement est de 10 à 15 ans dans l'état actuel.

La municipalité souhaite le rendre conforme à la prochaine réglementation. En 1989, la Corporation a obtenu une modification de son certificat d'autorisation de conformité pour l'installation d'un système de traitement des eaux de lixiviation, le système de filtration Médiaflex. Le système a été amélioré au cours de l'été 2002 avec l'ajout de trois bassins de polissage à base de tourbe.

**TABLEAU 5.1 Description des lieux d'enfouissement sanitaire de la MRC de Rivière-du-Loup et des MRC environnantes**

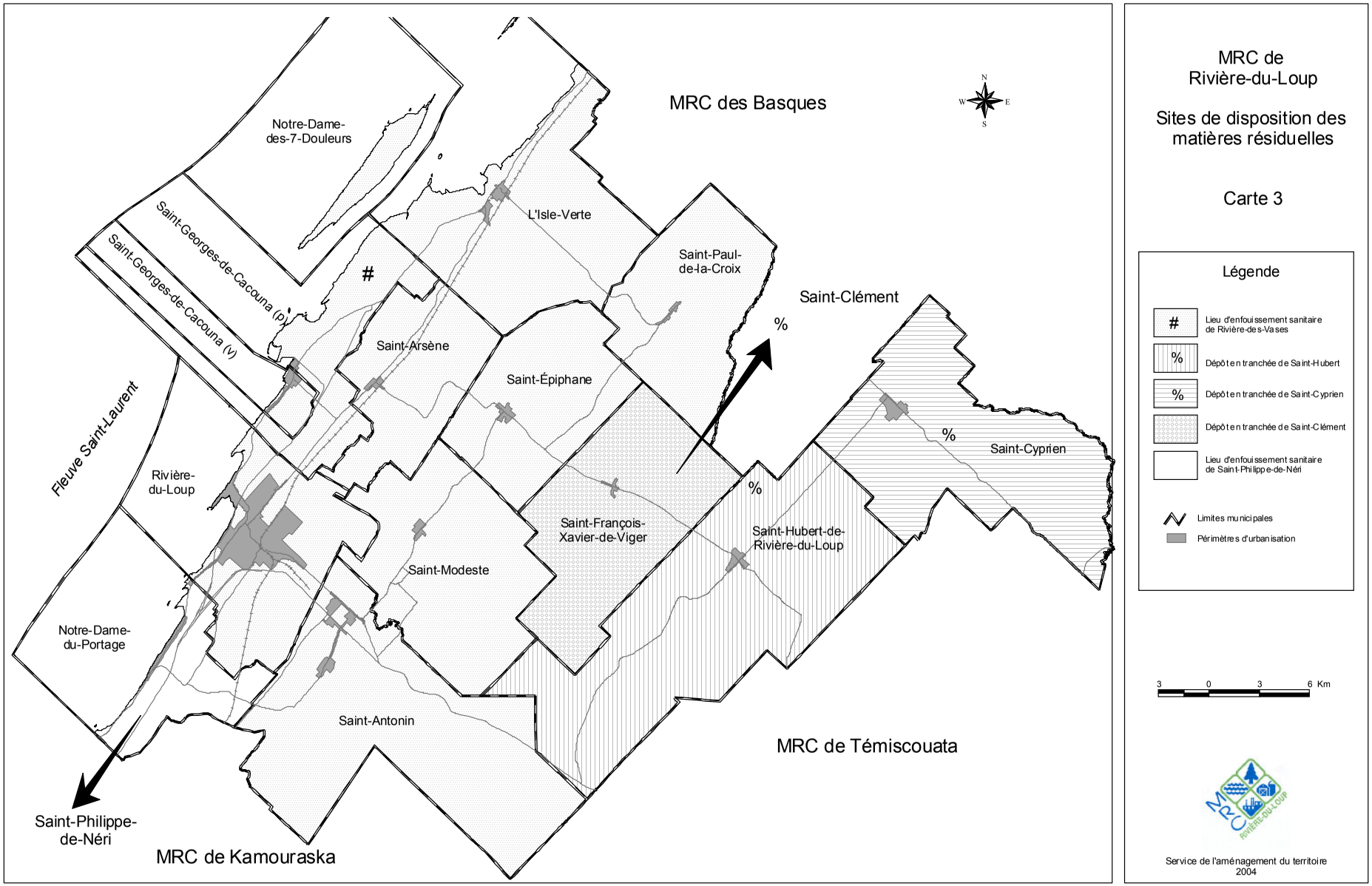
| Exploitant | MRC | Année d'ouverture | Année de fermeture prévue | Durée de vie estimée [1] | Volume autorisé ($m^3$) | Quantité en 2001 (tm) | Tarification pour les ordures ménagères en 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Municipalité de Saint-Philippe-de-Néri | Kamouraska | 1978 | 2010 | 10 ans | 684 000 | 13 185 | 38,00 $/tm |
| Ville de Rivière-du-Loup | Rivière-du-Loup | 1979 | 2010 | 32 ans | 1 650 000 | 26 500 | 37,50 $/tm |
| Municipalité de Pohénégamook | Témiscouata | 1983 | 2015 | 10 à 15 ans | 265 000 | 5 520 | Selon la population |
| Régie intermunicipale des déchets du Témiscouata | Témiscouata | 1979 | 2045 | 35 ans | 711 700 | 8 825 | Selon la population et la richesse foncière |

[1] Calculé à partir de 2003.

**TABLEAU 5.2 Description des dépôts en tranchée de la MRC de Rivière-du-Loup et des MRC environnantes**

| Exploitant | MRC | Année d'ouverture | Durée de vie estimée | Durée de vie restante | Superficie (ha) |
|---|---|---|---|---|---|
| Municipalité de Saint-Clément | Les Basques | 1979 | N.D. | 3 ans | 4,64 |
| Municipalité de Sainte-Françoise | Les Basques | 1979 | N.D. | 3 ans | 1,30 |
| Municipalité de Sainte-Rita | Les Basques | 1979 | N.D. | 8 ans | 1,07 |
| Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu | Les Basques | 1979 | 30 ans | 9 ans | 19,2 |
| Municipalité de Saint-Médard | Les Basques | 1982 | N.D. | 3 ans | N.D. |
| Municipalité de Saint-Cyprien | Rivière-du-Loup | N.D. | N.D. | N.D. | N.D. |
| Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | Rivière-du-Loup | 1980 | 25 ans | N.D. | 2,30 |
| Municipalité de Biencourt | Témiscouata | 1994 | 15 ans | N.D. | 1,87 |
| Municipalité de Lac-des-Aigles | Témiscouata | 1980 | 29 ans | N.D. | 6,28 |
| Municipalité de Saint-Michel-du-Squatec | Témiscouata | 1980 | N.D. | N.D. | 2,30 |
| Municipalité de Saint-Pierre-de-Lamy | Témiscouata | 1986 | N.D. | N.D. | 1,45 |

**CARTE 5.1 Lieux de disposition des matières résiduelles**



## 5.2 INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Au niveau du traitement des matières recyclables, cinq centres de tri étaient en fonction en 2001. Trois de ces installations sont situées dans la MRC de Rivière-du-Loup. Il s'agit du centre de tri de Récupération Grand Portage, de la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve et du centre de tri de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs. Ces centres reçoivent la majorité des matières visées. On trouve également le centre de tri de Services Sanitaires Roy, situé dans la MRC de Kamouraska, qui reçoit les matières provenant de Notre-Dame-du-Portage. Enfin, le centre de tri de Récupération des Basques, situé dans la MRC du même nom, reçoit les matières recyclables en provenant de deux municipalités, en plus des matières mises en ballots par le centre de tri de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs. Parmi les autres types de matières, on retrouve les installations de Campor, situées dans la ville de Rivière-du-Loup, qui effectue le traitement des boues de fosses septiques et de certains RDD.

### 5.2.1 Centre de tri Récupération Grand Portage

Un centre de tri s'est implanté en 1994 dans la ville de Rivière-du-Loup. Depuis 1999, ce centre de tri est opéré par la Société V.I.A. sous forme d'entreprise d'économie sociale. Le centre de tri traite près de 4 800 tm de matières par année. Selon les informations disponibles, son taux de rejets serait supérieur à 15 %. Prochainement, un tamis et un convoyeur magnétique seront installés pour améliorer l'efficacité du tri et diminuer ce taux de rejet.

### 5.2.2 Centre de tri de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs

Les résidants de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs sont responsables d'acheminer et de trier leurs matières recyclables dans un bâtiment où sont situés plusieurs conteneurs identifiés. Les matières sont par la suite gérées par des bénévoles dans une autre section du bâtiment où l'on procède au concassage du verre et à la mise en ballot des différentes matières. Les matières sont ensuite acheminées vers le centre de tri de Récupération des Basques.

### 5.2.3 Ressourcerie du Bas-du-Fleuve

Localisée dans le parc industriel de Saint-Cyprien, la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve a débuté ses activités en 1998. Cet organisme à but non lucratif, qui œuvre dans plusieurs domaines de la récupération, est membre du réseau des Ressourceries du Québec qui sont présentes dans différentes régions de la province.

Les activités de la Ressourcerie sont les suivantes :

- Un centre de récupération des surplus de textile ;
- Des ateliers de réparation et de mise en valeur des matières récupérées ;
- Un centre de récupération et de mise en valeur du bois de construction ;
- Un centre de dépôt des matières récupérables ;
- Un site de démonstration du compostage domestique ;
- Un centre de formation et de sensibilisation en environnement.

Au début de l'année 2002, la Ressourcerie a cessé de faire le tri des matières recyclables, à l'exception du carton. La Ressourcerie possède plusieurs bâtiments, dont une friperie, un entrepôt pour le tri et la mise en valeur des matières (textiles et encombrants) ainsi qu'un bâtiment pour la vente des encombrants.

### 5.2.4 Centre de tri Services Sanitaires Roy

À l'automne 1996, l'entreprise Services Sanitaires Roy a construit un centre de tri à Saint-Pascal, dans la MRC de Kamouraska, afin de traiter les matières recyclables. Depuis, elle offre un service complet, soit la collecte, le transport et le traitement des matières recyclables. En 2001, Services Sanitaires Roy traitait les matières recyclables de 21 municipalités provenant de 4 MRC, soit les MRC de Kamouraska, L'Islet, Rivière-du-Loup et Témiscouata.

Le centre de tri emploie 8 personnes sur la chaîne de triage et 3 personnes sur les autres équipements. Il traite environ 2 400 tonnes de matières par année. Les rejets, inférieurs à 10 %, sont envoyés au lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Philippe-de-Néri.

### 5.2.5 Mini-entreprise de Saint-Pascal

La Mini-Entreprise, située à Saint-Pascal dans l'école secondaire Chanoine-Beaudet, existe depuis 1993. Cette structure veut répondre à un besoin de formation en milieu de travail pour les élèves handicapés et/ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage. La Mini-Entreprise offre un service de déchiquetage de documents confidentiels sécuritaire. Le service est entièrement gratuit, le financement de l'entreprise provenant de la vente du papier déchiqueté.

Pendant les douze mois d'opération 2000-2001, la Mini-Entreprise a déchiqueté et livré à l'usine de désencrage 21 tm de papier blanc, 8,7 tm de papier de couleur et 6 tm de papier cartonné. La clientèle se compose de commerces et d'institutions.

### 5.2.6 Centre de tri Récupération des Basques

Récupération des Basques a débuté ses activités en 1992, dans l'école secondaire l'Arc-en-Ciel, située à Trois-Pistoles (MRC des Basques). Au départ, c'était un Centre de formation en entreprise et récupération (CFER). Depuis janvier 2002, bien que n'étant plus un CFER, Récupération des Basques agit toujours à titre de centre de tri pour les municipalités de la MRC des Basques.

Récupération des Basques effectue la collecte dans l'ensemble de la MRC des Basques, à l'exception de Saint-Médard et Saint-Guy. La collecte se déroule sur une base hebdomadaire dans les municipalités de Notre-Dame-des-Neiges et Trois-Pistoles, et aux deux semaines dans les autres municipalités.

En 2001, le centre de tri a traité 765 tonnes de matières. Les rejets, au taux d'environ 5 à 6 %, sont envoyés au lieu d'enfouissement de Rivière-des-Vases, à Rivière-du-Loup. Le taux de rejet est relativement faible étant donné que les citoyens doivent effectuer un tri à la source et déposer leurs matières recyclables triées et séparées dans des contenants à récupération de 44 litres (aussi appelés « blue box »).

### 5.2.7 Campor

L'entreprise Campor a été fondée à Rivière-du-Loup le 20 mars 1989. Campor est une entreprise qui se spécialise dans le domaine des services environnementaux. Elle se veut une entreprise innovatrice dans plusieurs de ses services et c'est dans cette optique qu'elle compte poursuivre son chemin dans le domaine de l'expertise environnementale.

Parmi ses champs d'activités, on trouve entre autres :

- Pompage et transport de résidus solides ou liquides
- Vidange de fosses agricoles et épandage de purin liquide
- Récupération de matières dangereuses résiduelles en vrac et en barils
- Vidange de fosses septiques et puisards résidentiels ou municipaux
- Valorisation agricole de boue de fosses septiques résidentielles et bassins municipales
- Location et livraison de conteneurs environnementaux

Confrontée aux problèmes de disposition des boues de fosses septiques, d'usines d'épuration et de bassins aérés, l'entreprise a développé un procédé qui permet le recyclage de ces différents types de boues. Elle a

donc construit, en 1994, le premier centre d'entreposage, de traitement et de recyclage de ces boues qui sont maintenant valorisées par de l'épandage sur des terres agricoles. Ce centre a été agrandi en 1997 et sa capacité est actuellement de 36 000 $m^3$.

### 5.2.8 Lang 2000 et Centre de l'environnement du Témiscouata

L'entreprise Sani-Lang est installée au Témiscouata depuis plus de 25 ans. Cette entreprise fournit les services de vidange de fosses septiques et puisards ainsi que le nettoyage de toute canalisation souterraine. Elle dispose aussi d'une unité d'urgence contre tout déversement de produits pétroliers ou toutes autres substances nocives pour l'environnement. Considérant que la disposition locale et le transport deviennent de moins en moins intéressants et depuis que la valorisation agricole comporte certaines objections, Sani-Lang souhaitait munir le Témiscouata d'une technologie nouvelle, pour le Québec, de traitement des boues adaptée au besoin régional. Cependant, ce nouveau projet est plutôt piloté par Lang 2000 ayant la même vocation et une relève dynamique.

Lang 2000 a installé une unité de traitement des boues à proximité des étangs aérés de la municipalité de Cabano, dans la MRC de Témiscouata. Les installations sont constituées d'un réservoir ainsi que d'un système d'injection de polymère afin de produire un floc qui est par la suite filtré. Les 5 000 $m^3$ de boues de fosses septiques liquides qui y sont traitées annuellement sont par la suite compostées pour en faire la valorisation. Le filtrat (eau de rejet) est entreposé dans un réservoir à proximité afin que le liquide soit rejeté par pompage dans les bassins de traitement des eaux usées de la municipalité sur une période continue.

Au cours de l'année 2003, Lang 2000 a acheté les installations du Centre de l'environnement du Témiscouata. Ce dernier, situé dans la municipalité de Notre-Dame-du-Lac, est un centre intégré de gestion des boues de fosses septiques. Il comprend toutes les installations nécessaires pour faire le traitement complet des boues de fosses septiques : usine de déshydratation, bassin de traitement des eaux, plateforme de compostage des boues, etc. Les installations, datant de 1995, ont une capacité d'environ 7 500 $m^3$. Les activités du centre étaient interrompues depuis quelques années en raison de la faillite des premiers propriétaires.

**TABLEAU 5.3 Description des installations de traitement des matières résiduelles de la MRC de Rivière-du-Loup**

| Nom | MRC | Municipalité | Début des activités | Matières traitées | Capacité maximale | Quantité traitée en 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Récupération Grand Portage | Rivière-du-Loup | Rivière-du-Loup | 1994 | Matières recyclables | 10 000 tm | 4 800 tm |
| Ressourcerie du Bas-du-Fleuve | Rivière-du-Loup | Saint-Cyprien | 1998 | Textiles, matières recyclables, encombrants | 600 tm | 250 tm |
| Campor | Rivière-du-Loup | Rivière-du-Loup | 1989 | Boues de fosses septiques | 36 000 $m^3$ | 16 000 $m^3$ |

**TABLEAU 5.4 Description des installations de traitement des matières résiduelles des MRC environnantes**

| Nom | MRC | Municipalité | Début des activités | Matières traitées | Capacité maximale | Quantité traitée en 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Récupération des Basques | Les Basques | Trois-Pistoles | 1992 | Matières recyclables | 2 000 tm | 800 tm |
| Centre de l'environnement du Témiscouata | Témiscouata | Notre-Dame-du-Lac | 1995 | Boues de fosses septiques | 7 500 $m^3$ | 0 tm |
| Lang 2000 | Témiscouata | Cabano | 1998 | Boues de fosses septiques | 5 000 $m^3$ | 5 000 $m^3$ |
| Services Sanitaires Roy | Kamouraska | Saint-Pascal | 1996 | Matières recyclables | 10 000 tm | 2 400 tm |

* Tarif s'appliquant pour l'ensemble de la gestion des matières recyclables, c'est-à-dire la collecte, le transport et le traitement.

# 6. ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

Une orientation correspond à une ligne directrice de la gestion des matières résiduelles. Les orientations servent de cadre de référence pour la définition et la compréhension des objectifs et des moyens de mise en œuvre. La détermination des orientations repose sur la connaissance des principaux enjeux dégagés de la problématique de gestion des matières résiduelles du territoire de planification. La présente section rappelle en premier lieu les objectifs fixés dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et indique par la suite la liste des orientations identifiées par la MRC de Rivière-du-Loup.

## 6.1 OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT

La Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives concernant la gestion des matières résiduelles établit que le Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008 rendu public par le ministre de l'Environnement, et modifié pour être mis en conformité avec les dispositions de la loi, constitue la Politique du gouvernement sur la gestion des matières résiduelles. Les actions que propose la Politique reposent sur les principes fondamentaux suivants.

**TABLEAU 6.1 Principes d'action de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles**

| Principes | Description |
|---|---|
| Les 3RV-E | À moins qu'une analyse environnementale ne démontre le contraire, la réduction à la source, le réemploi, le recyclage, la valorisation et l'élimination doivent être privilégiés dans cet ordre. |
| La responsabilité élargie des producteurs | Les fabricants et les importateurs de produits assument une grande partie de la responsabilité des effets environnementaux de leurs produits tout au long de leur cycle de vie, y compris les effets en amont inhérents aux choix des matériaux composant le produit, les effets du processus de fabrication ou de production comme tel et les effets en aval résultant de l'utilisation et de la mise au rebut des produits. |
| La participation des citoyennes et des citoyens | La participation des citoyennes et des citoyens à l'élaboration et au suivi des moyens mis en place pour assurer une gestion écologique des matières résiduelles est essentielle à l'atteinte des objectifs. Pour cette raison, les citoyennes et les citoyens doivent avoir accès à l'information pertinente sur le sujet ainsi qu'aux tribunes appropriées dans le cadre des processus menant les autorités à la prise de décision. |
| La régionalisation | C'est à l'échelle d'une municipalité régionale, dans le respect des pouvoirs propres aux autorités municipales, que se prennent les décisions quant au choix des moyens et à leur mise en oeuvre. |
| Le partenariat | En assumant son rôle, sa mission et sa part de responsabilité, chaque intervenant contribue à mettre en place de façon cohérente, concertée et complémentaire les moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs et ce, en collaboration avec les autres intervenants qui agissent de même. |

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles a pour objet :

1° de prévenir ou réduire la production de matières résiduelles, notamment en agissant sur la fabrication et la mise en marché des produits ;

2° de promouvoir la récupération et la valorisation des matières résiduelles ;

3° de réduire la quantité de matières résiduelles à éliminer et d'assurer une gestion sécuritaire des installations d'élimination ;

4° d'obliger la prise en compte par les fabricants et importateurs de produits des effets qu'ont ces produits sur l'environnement et des coûts afférents à la récupération, à la valorisation et à l'élimination des matières résiduelles générées par ces produits.

L'objectif général de la Politique est de mettre en valeur plus de 65 % des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement. Tel que spécifié dans la Politique, cet objectif pourra être atteint seulement si tous les secteurs de la société y contribuent. Ainsi, des objectifs de valorisation pour chaque secteur et par matière ont été fixés (tableau 6.2).

**TABLEAU 6.2 Objectifs de valorisation de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles**

| Secteurs | Objectifs | |
|---|---|---|
| Municipal | 60 % | Matières recyclables, encombrants et matières organiques |
| | 75 % | Huiles, peintures et pesticides (60 % des RDD) |
| | 50 % | Textile |
| | 80 % | Contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses. |
| Industries, commerces et institutions (ICI) | 85 % | Pneus |
| | 95 % | Métaux et verre |
| | 70 % | Plastique et fibres (incluant le bois) |
| | 60 % | Matière putrescible |
| Industrie de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD) | 60 % | Toutes les matières pouvant être mises en valeur |

## 6.2 ORIENTATIONS DE LA MRC DE RIVIÈRE-DU-LOUP

Au tout début du processus d'élaboration du PGMR, soit au printemps 2002, la COECOS a rencontré le conseil de la MRC de Rivière-du-Loup afin de lui présenter l'historique, les enjeux et le calendrier liés au PGMR. Par la suite, un comité aviseur a été constitué par la MRC et s'est rencontré pour la première fois à la fin de l'été 2002. Les responsabilités du comité aviseur étaient de valider l'information contenue dans

les bilans, d'étudier les orientations et les scénarios et enfin, de soumettre des recommandations à la MRC. Les membres du comité aviseur de la MRC de Rivière-du-Loup sont :

- M. Raymond Duval, Coordonnateur à l'aménagement, MRC de Rivière-du-Loup ;
- Mme Stéphanie Beaudoin, Géographe, MRC de Rivière-du-Loup ;
- M. Alain Michaud, Service de l'environnement, Ville de Rivière-du-Loup ;
- M. André Poitras, Directeur général, Société VIA ;
- M. Gaétan Malenfant, CRIE du Grand Portage ;
- M. Gilles d'Amours, Maire, Village de Saint-Georges-de-Cacouna ;
- M. Vincent Dionne, Maire, Paroisse de Saint-Arsène.

Au cours de l'automne et de l'hiver qui ont suivi, la COECOS a rencontré le comité aviseur à plusieurs reprises afin de discuter des différents scénarios envisageables et déterminer les modes de collecte et de traitement adaptés à la réalité régionale. Avant ces rencontres, la COECOS effectuait une analyse des différents scénarios de gestion possibles des thèmes préalablement ciblés et soumettait des documents présentant les résultats de cette analyse ainsi que les recommandations. Les discussions portaient ensuite sur les scénarios proposés afin de déterminer leur pertinence et de les modifier en fonction des commentaires exprimés. Le compte-rendu de ces rencontres ainsi que les documents présentés ont été colligés et insérés dans le cahier technique remis à la MRC.

Les orientations furent déterminées par les membres du comité aviseur lors de ces rencontres et reposent sur la connaissance des principaux enjeux concernant la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la MRC. Pour la MRC de Rivière-du-Loup, les orientations sont les suivantes :

- Élaborer des scénarios de gestion des matières résiduelles qui soient réalistes et impliquant des coûts raisonnables ;
- Sensibiliser de façon soutenue la population et les ICI ;
- Étendre et uniformiser les services offerts par les municipalités ;
- Implanter les nouveaux modes de gestion tout en maintenant et encourageant les organismes et intervenants de gestion des matières résiduelles présents sur le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup;
- Inciter et éventuellement obliger les municipalités à établir des ententes de regroupement pour la gestion des matières résiduelles afin de maximiser le rendement et l'efficacité des modes de gestion ;
- Favoriser la concertation à l'échelle du KRTB ainsi qu'à l'échelle régionale;

- Établir une méthode de contrôle et de suivi de la gestion des matières résiduelles au niveau des municipalités, des intervenants et des engagements du gouvernement ;
- Adopter des règlements pour favoriser la mise en valeur des matières résiduelles;
- S'assurer de la viabilité et de la durabilité des services implantés ainsi que de la recyclabilité des matières collectées et détournées de l'enfouissement.

Bien que la MRC reconnaisse que de nouveaux coûts seront associés à l'atteinte des objectifs, elle n'a pas la même capacité qu'une MRC urbaine. Les scénarios devront donc tenir compte de cette réalité. Afin de diminuer les coûts impliqués, les municipalités devront étudier l'opportunité de créer un regroupement intermunicipal et/ou inter-MRC de gestion des matières résiduelles ou, à tout le moins, d'établir des ententes intermunicipales pour partager les coûts et les responsabilités.

Aussi, la MRC reconnaît l'importance de s'assurer que tous les citoyens aient accès à des services semblables sur l'ensemble du territoire. En ce sens, des activités de sensibilisation devront être effectuées à toutes les années pour informer les citoyens de la mise en application du Plan de gestion des matières résiduelles et s'assurer qu'ils connaissent les modes de gestion accessibles pendant l'année. Enfin, la MRC et les municipalités sont prêtes à adopter une réglementation dont le but est de s'assurer d'une bonne participation aux modes de gestion mis en place.

Enfin, lors de l'autorisation de futures capacités d'élimination, la MRC entend se prévaloir de son droit de regard sur les matières acheminées au lieu d'enfouissement situé sur son territoire. En ce qui a trait aux installations d'élimination actuelles, pour lesquelles le droit de regard ne s'applique pas, la MRC maintient le souhait de se limiter aux matières provenant du KRTB et que des critères de performances quant à la récupération et au compostage soient établis pour les clients provenant de l'extérieur de la MRC, et ce afin de s'assurer de la compatibilité des scénarios de gestion des matières résiduelles avec la stratégie adoptée par la MRC.

**Droit de regard**

La MRC de Rivière-du-Loup souhaite que la ville de Rivière-du-Loup, gestionnaire du lieu d'enfouissement sanitaire, limite la mise en décharge sur son territoire des matières résiduelles provenant de l'extérieur et établisse des critères de performance avant d'accepter les matières provenant de l'extérieur de la MRC.

En ce qui a trait aux nouvelles capacités à être autorisées, la MRC entend se prévaloir de son droit de regard sur les quantités et l'origine des matières acceptées par le lieu d'élimination.

# 7. SCÉNARIOS

Tout au long de la mise en application du PGMR, il sera important d'impliquer le plus grand nombre de citoyens, groupes communautaires et environnementaux, industries, commerces et institutions, afin qu'ils puissent s'approprier les objectifs du plan et les actions qui les accompagnent.

Pour arriver à atteindre les objectifs de mise en valeur du gouvernement québécois, la MRC est convaincue que les premières actions à poser dans le cadre du PGMR sont dans l'ordre, celles permettant de réduire à la source, réemployer, recycler et valoriser les matières résiduelles. Pour cela, la MRC engagera des efforts soutenus pour bien informer et éduquer les citoyens sur leurs habitudes de consommation et des impacts de ces habitudes sur l'environnement. Un programme d'information continu sera alors nécessaire et pourra être bonifié par des activités de sensibilisation plus spécifiques et ponctuelles lors de la mise en place des nouveaux modes de gestion.

D'ailleurs, on constate bien souvent que les initiatives visant une meilleure gestion des matières résiduelles ne sont pas reconnues, autant dans le secteur municipal que chez les ICI. Pour corriger cette situation, la MRC veut mettre en place des incitatifs pour valoriser l'effort des citoyens visant la réduction à la source et la participation aux différents programmes de récupération. La MRC devra déterminer le type d'incitatif qu'elle souhaite utiliser. Par exemple, les citoyens pratiquant le compostage domestique pour valoriser leurs matières organiques pourraient bénéficier d'un tarif préférentiel pour la collecte et le transport des ordures.

Dans le même sens, la MRC favorisera la mise en place d'incitatifs socio-économiques visant la reconnaissance de toute initiative d'entreprises ou institutions soucieuses des valeurs environnementales et d'une saine gestion des matières résiduelles. Ces incitatifs ont pour but d'encourager la participation à la réduction à la source et de reconnaître les efforts qui sont réalisés. Ainsi, un volet environnement pourrait être ajouté aux différents programmes de subvention existants. L'éco-fiscalité pourrait également servir d'incitatif afin de favoriser les comportements compatibles avec la nécessité de réduire l'exploitation des ressources en vue d'atteindre un développement durable.

Puisque la MRC exige plusieurs efforts de la part des citoyens et des ICI, la MRC et les municipalités participeront à l'effort collectif en donnant l'exemple par l'adoption d'une politique d'achat respectueuse de l'environnement. En effet, l'achat de produits à caractère écologique contribue à régler les problèmes que causent les substances toxiques persistantes dans l'environnement, ainsi que la trop grande quantité de

déchets solides évacués dans les décharges. De plus, la survie à long terme des programmes de recyclage repose sur la demande de produits fabriqués à partir de matières recyclées. La politique d'achat vise donc deux objectifs principaux : réduire à la source la quantité de matières résiduelles générées et favoriser l'émergence des marchés pour les produits écologiques. Environnement Canada a établi un certain nombre de critères sur lesquels les municipalités peuvent s'appuyer lors de l'élaboration de la politique d'achat. L'Annexe F du cahier technique disponible à la MRC en présente les grandes lignes.

**Plan d'action concernant la réduction à la source**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Information et sensibilisation | Informer et éduquer les citoyens sur leurs habitudes de consommation et de la gestion qui en découle. Faire ressortir l'importance de la réduction à la source pour l'ensemble des matières. | 2003 et suivantes |
| Incitatifs et outils socio-économiques | Favoriser la mise en place d'incitatifs pour valoriser l'effort des citoyens concernant leurs pratiques de gestion visant la réduction à la source et la participation aux programmes de récupération. | 2004 et suivantes |
| | Établir, avec les organismes de développement locaux et régionaux, des incitatifs économiques pour les entreprises afin de les motiver à intégrer des pratiques visant la réduction des matières à enfouir. | 2004 et suivantes |
| Politique d'achat | Mettre en place au niveau de la MRC et des municipalités une politique d'achat à teneur environnementale. | 2005 |

Afin de mieux concerter les actions de la MRC, il apparaît essentiel d'encourager les municipalités à se regrouper sous forme d'une régie intermunicipale voire inter-MRC, ou à tout le moins de faire des ententes intermunicipales dès le début de la mise en application du PGMR. Les municipalités ainsi regroupées pourront transférer certaines de leurs compétences en vertu de cette entente vers la régie, la MRC ou l'organisme responsable de l'entente. On devra alors nommer un coordonnateur qui aura pour mandat de mettre en application le Plan de gestion des matières résiduelles. L'embauche du coordonnateur est importante car elle permettra d'augmenter l'efficacité de la mise en place du PGMR, de développer une expertise et d'assurer une continuité dans la gestion des matières résiduelles. Une liste des tâches que pourra effectuer le coordonnateur se trouve à l'Annexe G du cahier technique disponible à la MRC.

Dans le but de faciliter l'adoption d'ententes intermunicipales pour la collecte et le transport, les municipalités souhaitent effectuer un arrimage des contrats de collecte, c'est-à-dire s'assurer que les appels d'offres soient effectués à la même date. En fonction des dates de fin des contrats actuels, l'échéance du 31 décembre 2005 a été retenue. Les municipalités devront donc s'assurer lors du renouvellement de leur contrat de collecte d'indiquer cette date comme fin de contrat. À partir de ce

moment, il deviendra possible d'effectuer un appel d'offre commun, selon le nombre de municipalités intéressées. De plus, toutes les municipalités pourront inscrire en même temps les nouveaux modes de collecte dans leurs contrats.

Enfin, il sera important de rechercher des appuis financiers et législatifs pour arriver à mettre en place les nouveaux services et construire les infrastructures nécessaires à l'atteinte des objectifs. À cet égard, la contribution financière et l'initiative du gouvernement québécois seront essentielles. En ce sens, la MRC souhaite s'assurer que le gouvernement respecte les engagements présents dans le Plan d'action québécois de la gestion des matières résiduelles 1998-2008. La MRC procédera donc à une recherche de financement lors de l'implantation des nouveaux services et installations pour trouver les sources de financement disponibles, comme les subventions et les commandites.

Enfin, l'élaboration de règlements municipaux est tout aussi nécessaire pour appuyer les actions visant à diminuer l'enfouissement des matières résiduelles. La MRC veut assurer une participation optimale à travers des initiatives volontaires en incitant et sensibilisant les citoyens. Toutefois, des règlements seront par la suite adoptés pour s'assurer de la participation de tous, une fois les différents services de gestion des matières résiduelles mis en place. Les règlements sont présentés dans les sections suivantes, qui concernent les scénarios par type de matière.

**Plan d'action parallèle**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Arrimage des contrats | Effectuer l'arrimage des dates (31-12-2005) entre les contrats de collecte et de transport pour l'ensemble des municipalités. | 2003 à 2005 |
| Ententes intermunicipales et inter-MRC | Favoriser les ententes entre les municipalités et MRC pour faciliter la gestion, augmenter l'efficacité et réduire les coûts. | 2003 et suivantes |
| Lobbying - Taxe à l'enfouissement | Demander à Recyc-Québec que les MRC aient un droit de regard sur la distribution et la répartition, sur son territoire, de l'aide financière provenant de la taxe à l'enfouissement. | 2003 et suivantes |
| Transfert des compétences | Selon le cas, effectuer le transfert des compétences municipales vers la MRC ou tout autre organisme. | 2003 et suivantes |
| Recherche de financement | Rechercher le financement disponible (subvention, commandite, partenariat) lors de la mise en place des nouveaux services et installations. | Au besoin |

## 7.1 SCÉNARIOS DE GESTION DES MATIÈRES RECYCLABLES

| | |
|---|---|
| Quantité générée | 7 047,76 tm |
| Quantité valorisable | 6 106,26 tm |
| Objectif de mise en valeur de la Politique | 60,0 % |
| Taux actuel de valorisation | 37,3 % |
| Quantité supplémentaire à valoriser | 1 387,49 tm |

### 7.1.1 Contexte

En 2001, l'ensemble des municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup offrait la collecte des matières recyclables. Cependant, depuis que la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve a cessé ses activités de tri des matières recyclables, la municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup a interrompu sa collecte. En 2003, la situation concernant la collecte des matières recyclables se présente sous la forme suivante :

- 1 municipalité n'effectue aucune collecte ;
- 1 municipalité utilise la collecte par apport volontaire ;
- 2 municipalités effectuent une collecte porte-à-porte hebdomadaire avec le bac de 44 litres ;
- 9 municipalités effectuent une collecte porte-à-porte en alternance avec le bac roulant de 360 litres ou 240 litres ;
- 1 municipalité effectue une collecte spéciale (Saint-Paul-de-la-Croix).

Quatre centres de tri reçoivent les matières recyclables en provenance des municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup. Toutefois, les matières acceptées dans chacun des centres de tri diffèrent. Cette situation complique donc sensiblement les activités de promotion et d'éducation de la population, puisqu'il faut tenir compte du centre de tri responsable du traitement des matières récupérées dans la municipalité.

### 7.1.2 Scénario proposé

L'objectif principal est d'optimiser les activités de collecte et de traitement des matières recyclables. Pour cela, la MRC de Rivière-du-Loup étendra la collecte porte-à-porte des matières recyclables à l'ensemble des municipalités à l'exception de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs qui continuera à apporter ses matières recyclables selon la formule de l'apport volontaire. La collecte devra se faire avec des bacs roulants. Par la suite, la MRC souhaite uniformiser les matières qui sont acceptées dans les différents centres de tri. On propose donc aux municipalités de modifier leur devis et de les standardiser pour s'assurer que la collecte des matières recyclables vise les mêmes catégories de matières, peu importe le centre de tri où elles sont acheminées. La MRC souhaite également que le gouvernement prenne position et qu'il mette sur pied un

programme de certification des centres de tri, afin d'obtenir des standards comparables sur l'ensemble du territoire québécois. Dans le but d'augmenter la quantité et la variété de matières valorisées par la collecte sélective et de s'assurer que le recyclage demeure bénéfique pour l'environnement. Il est également demandé au gouvernement de favoriser le développement et la consolidation de débouchés au Québec.

De plus, la standardisation des centres de tri permettra d'effectuer une meilleure sensibilisation des citoyens. À court terme, une campagne de sensibilisation sera menée pour s'assurer de bien informer les citoyens sur les matières acceptées dans les centres de tri. Les municipalités exigeront également que les transporteurs ne ramassent pas systématiquement tous les bacs mis au chemin, mais seulement ceux visés par la collecte effectuée afin d'éviter que des matières recyclables malencontreusement placées en bordure de la route la mauvaise semaine ne soient éliminées.

Pour augmenter le rendement de la collecte des matières recyclables, le plan d'action prévoit une activité de sensibilisation ciblée. En effet, bien que le taux de participation à la collecte sélective soit relativement élevé, certains citoyens ne participent toujours pas à cette collecte. Puisque les entreprises de collecte et de transport sont en mesure d'identifier ces personnes, la MRC souhaite profiter de l'occasion pour émettre des billets de courtoisie. Ces billets ont pour objectif d'inciter davantage les récalcitrants à participer à l'effort collectif de mise en valeur des matières recyclables. Cette action va s'accompagner d'une campagne de sensibilisation intensive visant la participation de l'ensemble des citoyens à la collecte des matières recyclables.

La ville de Rivière-du-Loup envisage d'acquérir les installations de traitement des matières recyclables. Comme elle possède déjà le lieu d'enfouissement sanitaire elle y voit ici un complément à ses activités de gestion. De plus, dès 2007 la MRC veut s'assurer que les municipalités effectuent des appels d'offres séparés en ce qui concerne la collecte et le traitement des matières recyclables afin d'obtenir le meilleur prix possible et permettre une saine compétition chez les transporteurs. Durant cette même année, on obligera toutes les municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup à acheminer leurs matières recyclables au centre de tri du Grand-Portage, conditionnellement à des coûts comparables et compétitifs.

Enfin, la MRC souhaite adopter une réglementation visant à interdire la mise aux ordures et l'enfouissement des matières recyclables. Elle devra donc s'assurer, en collaboration avec les municipalités, que ce règlement soit respecté. Des pénalités devront être prévues pour les personnes contrevenant au règlement.

**Plan d'action pour les matières recyclables**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Sensibilisation | Sensibiliser les citoyens sur l'importance de participer à la collecte des matières recyclables et les informer des matières acceptées dans les centres de tri. | 2003 et 2004 |
| Collecte porte-à-porte | Étendre la collecte porte-à-porte des matières recyclables à toutes les municipalités (sauf Notre-Dame-des-Sept-Douleurs). | 2004 et 2005 |
| Uniformisation des matières recyclables | S'assurer que toutes les municipalités exigent les mêmes matières dans leur devis. | 2004 et 2005 |
| Respect de la journée de collecte | Exiger des transporteurs qu'ils ramassent uniquement les bacs de matières recyclables lors de cette collecte. | 2004 et suivantes |
| Billets de courtoisie | Donner des billets de courtoisie aux citoyens qui ne participent pas ou contaminent la collecte des matières recyclables. | 2004 et suivantes |
| Lobbying | Inciter le gouvernement à créer un système de certification des centres de tri basé sur la qualité des services offerts. | 2004 |
| | S'assurer que le gouvernement développe des marchés au Québec pour une plus grande gamme de matières. | 2004 |
| Bacs roulants | Obliger les municipalités à utiliser les bacs roulants pour la collecte des matières recyclables (sauf Notre-Dame-des-Sept-Douleurs). | 2005 |
| Règlement | Adopter un règlement prévoyant des pénalités pour interdire la mise aux ordures et l'enfouissement des matières recyclables. | 2006 |
| Appels d'offres | Effectuer des appels d'offres séparés pour la collecte et le traitement des matières recyclables. | 2007 |
| Régionalisation | Obliger l'ensemble des municipalités de la MRC à acheminer les matières recyclables au centre de tri de Récupération Grand Portage, conditionnellement à des coûts comparables et compétitifs. | 2007 |

## 7.2 SCÉNARIOS DE GESTION DES MATIÈRES ORGANIQUES

| | |
|---|---|
| Quantité générée | 6 243,86 tm |
| Quantité valorisable | 5 536,07 tm |
| Objectif de mise en valeur de la Politique | 60,0 % |
| Taux actuel de valorisation [1] | 1,4 % |
| Quantité supplémentaire à valoriser | 3 245,59 tm |

[1] Le taux de valorisation est sous-estimé puisqu'il ne tient pas compte du compostage domestique et de l'herbicyclage.

### 7.2.1 Contexte

On désigne par matière organique les résidus de table ainsi que tous les résidus verts tels que les herbes, les feuilles, les branches, les résidus de jardinage, etc. Les boues municipales et de fosses septiques n'entrent pas dans cette catégorie car elles sont considérées à part dans le Plan de gestion des matières résiduelles. La matière organique occupe à elle seule 41 % des matières résiduelles générées par la population. Or, elle constitue l'une des principales causes de contamination des lieux d'élimination car sa dégradation entraîne la formation de biogaz et génère des lixiviats qui doivent ensuite être récupérés et traités.

Actuellement, il existe quelques initiatives de gestion des matières organiques dans la MRC de Rivière-du-Loup :

- Collecte de feuilles d'automne dans la ville de Rivière-du-Loup ;
- Collecte des sapins de Noël dans les municipalités de Rivière-du-Loup, Saint-Antonin et Notre-Dame-du-Portage ;
- Distribution des composteurs domestiques ;
- Dépôt permanent des résidus verts dans la municipalité de Saint-Modeste.

Les actions réalisées pour la valorisation des résidus putrescibles ont permis de détourner seulement des quantités ponctuelles. Sur l'ensemble de la MRC, le taux de valorisation des matières organiques est infime, atteignant que 1,4 %. Cependant, la quantité de matières organiques valorisées est sous-estimée puisqu'on suppose qu'une quantité relativement importante n'est pas comptabilisée. En effet, plusieurs résidants effectuent de l'herbicyclage et du compostage à la maison. Ces pratiques sont très répandues puisque la MRC est essentiellement rurale et que les terrains sont vastes. Toutefois, il est impossible de connaître la quantité ainsi valorisée.

### 7.2.2 Scénario proposé

La MRC reconnaît l'importance de mettre en place des activités de récupération des matières organiques puisque ces matières représentent une part importante de la quantité des résidus générés. Aucune réglementation n'interdit pour l'instant l'enfouissement des matières organiques dans la MRC. Les nouveaux services offerts seront accompagnés de règlements municipaux afin d'augmenter la participation des citoyens et des municipalités aux nouveaux modes de collecte des matières organiques qui seront implantés.

La MRC de Rivière-du-Loup souhaite dans un premier temps promouvoir chez les citoyens la gestion sur place des matières organiques en organisant une campagne d'information sur l'herbicyclage et sur le compostage domestique. Une campagne de sensibilisation intensive portant sur les différents modes de gestion des matières organiques permettra de bien faire comprendre aux citoyens les enjeux particuliers reliés à la gestion des matières putrescibles.

En 2003 et 2004, un dépôt permanent par apport volontaire devra être implanté dans chacune des municipalités, à moins que celle-ci procède à une collecte porte-à-porte des résidus verts. Ces dépôts permettront aux citoyens ne pouvant ou ne voulant pas traiter les résidus organiques directement chez eux d'en disposer. Le citoyen sera toutefois responsable d'acheminer les résidus organiques jusqu'au dépôt. Un dépôt permanent semble être la solution idéale pour les petites municipalités dont les budgets sont souvent limités. Afin d'éviter que le dépôt ne se transforme en dépotoir, la municipalité devra assurer un contrôle sur l'accessibilité de ce lieu, par exemple à l'aide de clôtures. Étant donné l'importante quantité de résidus verts susceptibles d'être amassée dans la ville de Rivière-du-Loup et dans le but de s'assurer de répondre à la réglementation en place concernant la disposition de telle quantité, la ville de Rivière-du-Loup envisage plutôt de mettre en place une plateforme de compostage, qui sera située sur le lieu même du lieu d'enfouissement. La ville étudiera en profondeur cette opportunité et évaluera si d'autres municipalités environnantes pourraient y avoir accès.

Les municipalités devront déterminer si elles souhaitent gérer elles-mêmes les résidus organiques acheminés aux dépôts permanents. Si ce n'est pas le cas, des ententes devront être prises avec des agriculteurs ou entrepreneurs qui seront responsables du compostage des matières. Afin de limiter les coûts de transport, la MRC mise d'abord et avant tout sur une gestion locale des résidus organiques.

En 2004, la MRC prévoit étendre la collecte des feuilles d'automne suivie, en 2005, de celle des sapins de Noël à l'ensemble des municipalités. Ces collectes, peu dispendieuses, permettront de détourner de façon efficace ces matières organiques générées de façon ponctuelle et dont le traitement n'occasionne que peu ou pas de contraintes. Afin de limiter les coûts de gestion des collectes de feuilles d'automne, les municipalités favoriseront l'implication des organismes communautaires. Ainsi, les coûts seront moins élevés, comparativement à une entreprise privée, et l'organisme pourra amasser des fonds tout en contribuant à une meilleure gestion de l'environnement.

À partir de ce moment, plusieurs alternatives seront disponibles pour le citoyen. En effet, il lui sera alors possible de gérer les résidus verts directement chez lui ou de les acheminer vers un dépôt situé dans la municipalité. De plus, des collectes porte-à-porte pourront lui permettre de disposer de ses feuilles d'automne et de son sapin de Noël. En 2006, les municipalités adopteront un règlement interdisant l'enfouissement des résidus verts pour soutenir les nouveaux services implantés. Dès lors, il ne sera plus possible pour le citoyen de déposer les résidus verts avec les ordures ménagères. Il faudra sensibiliser les transporteurs sur l'importance de leur rôle dans l'application d'une telle mesure afin que les citoyens comprennent qu'il est de leur responsabilité de disposer de ces matières. Cela permettra de valoriser une grande partie des résidus organiques et d'aller dans le sens de l'objectif.

Lors du suivi, on pourra évaluer l'atteinte de l'objectif de valorisation des matières organiques. Dans l'éventualité où l'objectif ne serait pas atteint avec les modes de collecte énoncés précédemment, une étude sera conduite afin d'évaluer la pertinence d'implanter la collecte porte-à-porte des résidus verts. Selon les résultats de l'étude, la collecte des résidus verts sera implantée progressivement, en commençant par les municipalités les plus populeuses. Toutefois, puisque cette collecte entraîne des coûts très importants pour les municipalités, les efforts seront d'abord et avant tout axés vers la gestion à la source (herbicyclage et compostage domestique) et la gestion par apport volontaire (dépôt permanent).

Finalement, s'il y a lieu, la MRC étudiera en 2008 la possibilité et la pertinence d'implanter une collecte à trois voies dans les municipalités les plus populeuses. Elle devra alors évaluer la faisabilité technique et financière de l'implantation de la collecte à trois voies dans un contexte rural. Auparavant, un projet pilote sera tenu dans un quartier de la ville de Rivière-du-Loup. L'étude devra également vérifier la possibilité d'implanter un centre régional de traitement et de valorisation des résidus organiques.

**Plan d'action pour les matières organiques**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Promotion du compostage domestique et de l'herbicyclage | Promouvoir le compostage domestique et l'herbicyclage à travers la poursuite des activités de formation et de distribution de composteurs domestiques. | 2003 à 2006 |
| Sensibilisation | Effectuer une campagne de sensibilisation intensive portant sur les nouveaux modes de gestion des résidus organiques et l'importance de la valorisation de ces matières. | 2003 à 2006 |
| Dépôts de résidus verts et lieux de traitement | Implanter des dépôts permanents de résidus verts sur l'ensemble du territoire. | 2003 et 2004 |
| | Déterminer les lieux de traitement (agriculteurs, municipalités, entrepreneurs) des résidus organiques collectés. | 2003 et suivantes |
| | Implanter une plateforme de compostage sur le terrain du lieu d'enfouissement sanitaire. | 2004 |
| Collecte de feuilles d'automne et implication des organismes | Étendre la collecte des feuilles d'automne à l'ensemble des municipalités de la MRC. | 2004 |
| | Favoriser l'implication des organismes communautaires à travers des activités de financement liées à la gestion des résidus organiques. | 2004 |
| Collecte de sapins de Noël | Étendre la collecte des sapins de Noël à l'ensemble des municipalités de la MRC. | 2005 |
| Règlement sur les pesticides | Adopter des règlements pour interdire l'utilisation des pesticides à des fins esthétiques. | 2005 |
| Règlement sur l'enfouissement | Adopter des règlements municipaux pour interdire la mise aux ordures et l'enfouissement des résidus verts. | 2006 |

↓ **Dans l'éventualité où les actions précédentes ne permettent pas d'atteindre l'objectif de mise en valeur pour les matières organiques :**

| | | |
|---|---|---|
| Collecte porte-à-porte des résidus verts | Planifier la collecte porte-à-porte des résidus verts et rechercher le financement selon la planification. | 2006 à 2008 |

↓ **Dans l'éventualité où la collecte porte-à-porte des résidus verts ne permet pas d'atteindre l'objectif de mise en valeur pour les matières organiques :**

| | | |
|---|---|---|
| Collecte à trois voies | Implanter la collecte à trois voies dans les quartiers ciblés. | 2008 |

## 7.3 SCÉNARIOS DE GESTION DES RÉSIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX

| | |
|---|---|
| Quantité générée | 61,21 tm |
| Quantité valorisable | 45,91 tm |
| Objectif de mise en valeur de la Politique | 60,0 % |
| Taux actuel de valorisation [1] | 72,6 % |
| Quantité supplémentaire à valoriser | Aucune |

[1] Le taux de valorisation est surestimé puisqu'il comprend des RDD provenant du secteur ICI et des autres MRC.

### 7.3.1 Contexte

Bien qu'ils comptent pour peu dans le total des résidus générés, les RDD sont susceptibles de contaminer l'environnement lorsqu'ils sont éliminés avec les ordures ménagères ou pire, tout simplement rejetés dans la nature. Il convient donc de s'assurer d'en faire une gestion adéquate.

Il est important d'offrir à la population un service de collecte de RDD près de la résidence de manière à recueillir le plus de résidus possibles, qui seront alors adéquatement classés et séparés pour être traités par des firmes spécialisées.

Depuis maintenant cinq ans, une journée de collecte a lieu dans la ville de Rivière-du-Loup. De plus, les citoyens des municipalités voisines sont invités à y participer. En 2002, des demi-journées de collecte se sont ajoutées dans deux municipalités. Cependant, l'organisme responsable, le CRIE du Grand Portage, ne sera plus en mesure de poursuivre cette activité, compte tenu des coûts trop élevés. La MRC de Rivière-du-Loup sera donc responsable d'organiser la prochaine journée de collecte. La population peut également déposer certains RDD directement chez les détaillants.

La collecte chez les détaillants permet de valoriser une quantité importante de RDD. Des 33,33 tm de RDD valorisés, plus des trois quarts proviennent de la collecte effectuée par Canadian Tire. Il s'agit principalement d'huiles usées et de vieux accumulateurs d'auto. Toutefois, une certaine part de ces matières est susceptible de provenir des secteurs autres que le secteur municipal et cette quantité inclut également des résidus qui proviennent de l'extérieur de la MRC. C'est pourquoi la MRC entend consolider ses actions de collecte de RDD puisqu'elle ne considère pas avoir atteint les objectifs de 2008.

### 7.3.2 Scénario proposé

La collecte des RDD peut s'effectuer selon plusieurs options. Les deux principaux modes de collecte utilisés au Québec sont la journée de collecte et le dépôt permanent. On retrouve également la collecte porte-à-porte, la collecte itinérante et la collecte chez les détaillants. Les programmes permanents entraînent un taux de participation supérieur aux programmes temporaires puisqu'ils sont plus accessibles et accommodants pour le citoyen.

Dans un premier temps, la MRC veut s'assurer que le gouvernement conclut des ententes avec les producteurs, tel que spécifié dans la Politique de gestion des matières résiduelles. De plus, la MRC veut s'assurer que des points de dépôts soient implantés par les réseaux de collecte privés des RDD. Pour cela, la MRC de Rivière-du-Loup engagera des démarches avec les organismes existants, soit Éco-Peinture et la Société de recyclage des piles rechargeables (RBRC) afin de mettre en place et de promouvoir des lieux de dépôts de ces organismes sur le territoire de la MRC. Des démarches semblables seront effectuées lors de la prochaine création de la Société de gestion des huiles usées (SOGHU). Il sera également important que le gouvernement assure un meilleur contrôle sur les produits mis en vente au Québec et potentiellement dangereux. Par exemple, si on s'assurait que toutes les piles primaires mises en vente au Québec ne contiennent pas de mercure, il ne serait plus nécessaire de les considérer comme des RDD.

En raison de l'étendue de la MRC, la collecte porte-à-porte et la collecte itinérante ne sont pas envisageables. Une journée de collecte mobile, se déplaçant d'une municipalité à l'autre entre les années, serait envisageable mais ne permettrait pas de rejoindre l'ensemble de la population. Enfin, l'AOMGMR a élaboré une résolution mentionnant que les municipalités ne souhaitent plus prendre en charge les RDD puisque le ministère de l'Environnement doit responsabiliser les producteurs. Toutefois, tant que les ententes ne seront pas adoptées pour l'ensemble des matières, une certaine quantité continuera d'être acheminée vers les lieux d'enfouissement si on adopte cette position.

Pour toutes ces raisons, le scénario proposé se base sur un lieu de dépôt permanent et une série de collectes municipales complémentaires. En effet, les intervenants rencontrés, dont le CRIE du Grand Portage, croient qu'il est nécessaire d'implanter un lieu de dépôt permanent dans la ville de Rivière-du-Loup. Cette installation a l'avantage de pouvoir être accessible à l'année, selon un horaire qui devra être déterminé. Il serait intéressant d'intégrer ce dépôt dans un concept plus global de type écocentre. Le dépôt permanent peut être la première étape d'une implantation progressive de ce centre intégré de gestion des

matières résiduelles. En attendant l'arrivée de ce dépôt permanent, il faudra toutefois maintenir les journées de collecte municipale.

Les résidants de la ville de Rivière-du-Loup et des municipalités voisines pourront ainsi déposer directement leurs RDD au lieu de dépôt selon un horaire d'ouverture déterminé. Dans le cas des autres municipalités plus éloignées, elles pourront réaliser des activités de collecte complémentaire, c'est-à-dire inviter la population à venir déposer leurs RDD dans un endroit déterminé dans la municipalité, un certain nombre de fois dans l'année. Les RDD seront alors directement embarqués dans un camion municipal pour être acheminés au lieu de dépôt permanent où l'employé responsable de sa gestion effectuera la réception des matières en provenance de ces municipalités ainsi que la préparation des labpacks. L'arrimage avec la collecte chez les détaillants permettra de transférer les matières pour lesquelles il existe déjà un réseau de collecte (peintures, médicaments, piles rechargeables, etc.). Des ententes devront donc être prises en ce sens avec les réseaux de collecte mis en place par les producteurs. De plus, pour certaines matières, il sera possible de les valoriser sur place, comme par exemple les batteries d'automobiles. L'objectif est de réduire au minimum la quantité de RDD qui devra être collectée au dépôt permanent par une entreprise spécialisée et de ce fait, les coûts associés. Il faudra aussi évaluer la pertinence de recevoir les RDD de certaines petites entreprises qui pourraient utiliser le service municipal. Cela aura pour effet de réduire les coûts pour les entreprises et permettra aux municipalités d'obtenir des revenus pour le service offert.

Or, pour effectuer ce type de collecte, il faut répondre à un certain nombre d'exigences réglementaires. D'abord, le dépôt permanent doit être conforme aux normes d'entreposage. Ensuite, les RDD transportés dans les camions municipaux devront être triés par matières et triés dans des boîtes bien identifiées. Un registre doit accompagner le transport. Enfin, il faudra former les employés effectuant le transport ainsi que la personne responsable du dépôt permanent.

Une entente intermunicipale devra être conclue entre les municipalités utilisant le dépôt permanent pour s'assurer de la fourniture du service et déterminer le partage des coûts. De plus, il est indéniable que les activités de sensibilisation et d'éducation favoriseront la participation des citoyens. Il est important de s'assurer d'une bonne campagne de sensibilisation portant sur les risques associés à l'utilisation et à la gestion de ces produits et aux alternatives disponibles.

Lorsque les citoyens auront la possibilité de disposer de leurs RDD de façon sécuritaire au lieu de dépôt permanent, la MRC adoptera un règlement interdisant l'enfouissement des résidus domestiques dangereux.

**Plan d'action pour les résidus domestiques dangereux**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Collecte chez les détaillants | Promouvoir les services privés de récupération déjà existants. | 2003 et 2004 |
| | S'assurer que des points de dépôts des organismes existants (Éco-Peinture, RBRC) soient accessibles dans la MRC. | 2003 et 2004 |
| Poursuite des collectes municipales | Maintenir les activités de collecte municipale de RDD. | 2003 et 2004 |
| Sensibilisation des citoyens | Sensibiliser la population sur les risques associés à une mauvaise gestion des RDD pour la santé et l'environnement et l'importance de réduire à la source en utilisant des produits alternatifs. | 2004 et 2005 |
| Lobbying | Faire du lobbying auprès du gouvernement pour que celui-ce exerce un meilleur contrôle sur les produits potentiellement dangereux mis en vente. | 2004 |
| Dépôt permanent et collectes municipales | Faire une recherche de financement pour l'implantation du dépôt permanent de RDD. | 2004 |
| | Former le personnel responsable du transport et de la gestion des RDD. | 2005 |
| | Implanter un dépôt permanent de résidus domestiques dangereux. | 2005 |
| | Effectuer des collectes dans les municipalités éloignées du lieu de dépôt permanent. | 2005 et suivantes |
| | Maximiser la valorisation des RDD sur les lieux du dépôt permanent et le transfert vers les détaillants. | 2005 et suivantes |
| Règlement d'élimination | Adopter un règlement pour interdire l'enfouissement des RDD. | 2006 |

## 7.4 SCÉNARIOS DE GESTION DES ENCOMBRANTS

| | |
|---|---|
| Quantité générée | 229,55 tm |
| Quantité valorisable | 172,17 tm |
| Objectif de mise en valeur de la Politique | 60,0 % |
| Taux actuel de valorisation | N.D. |
| Quantité supplémentaire à valoriser | N.D. |

### 7.4.1 Contexte

La plupart des municipalités offrent un service de collecte des encombrants. Dans le cas de la ville de Rivière-du-Loup, ces monstres ménagers sont ramassés de façon mensuelle à même la collecte des ordures ménagères. Dans les autres cas, une collecte des encombrants est organisée une ou deux fois pendant l'année. Enfin, la municipalité de Saint-Antonin fait une collecte des encombrants par apport volontaire, en mettant à la disposition du public un conteneur pendant les mois de mai à novembre.

Les encombrants récupérés lors des collectes municipales sont acheminés vers les lieux d'enfouissement. Toutefois, des particuliers profitent de ces journées pour récupérer les matières pouvant être valorisées. De plus, il existe plusieurs organismes qui offrent des alternatives en matière de réemploi tels que les organismes de charité, les centres d'entraide, les comptoirs familiaux, etc. Toutefois, il est impossible de connaître la quantité d'encombrants valorisés par ces organismes.

### 7.4.2 Scénario proposé

Pour l'instant, les faibles coûts de l'enfouissement et l'incertitude du contexte réglementaire n'incitent pas les municipalités à prendre les mesures nécessaires pour détourner les encombrants du lieu d'enfouissement. En premier lieu, il est important de promouvoir les activités des récupérateurs déjà existants. Pour cela, il faudra au préalable compléter l'inventaire des récupérateurs présents sur le territoire de la MRC et des MRC environnantes et préciser leurs activités.

À moyen terme, on entrevoit la possibilité d'implanter un ou plusieurs écocentres sur le territoire. Un écocentre est un lieu de dépôt principalement axé sur la récupération. Il s'agit d'un lieu clos, dont l'accès est contrôlé par un gardien et qui est destiné à recevoir dans des bennes, dans des cases, ou dans des conteneurs spéciaux des déchets que les ménages ne doivent pas mettre à la collecte traditionnelle. Elle se distingue du centre de tri en recevant non seulement les matières récupérables tel qu'on l'entend

généralement dans la collecte sélective mais également tous les résidus d'origine domestique non ramassés lors de la cueillette régulière incluant les résidus domestiques dangereux, les encombrants (électroménagers, pneus, meubles, etc.), les résidus de CRD et autres. On utilise également les termes parc à conteneurs, dépôt de récupération permanent et déchetterie pour désigner un écocentre.

La MRC devra donc procéder à une étude approfondie de ce projet. L'étude, qui se déroulera au cours de l'année 2004, aura pour objectifs d'étudier les conditions nécessaires pour l'implantation d'un écocentre, d'évaluer les coûts impliqués, de déterminer le nombre, les emplacements et les installations nécessaires et enfin, d'identifier les récupérateurs et les recycleurs où pourront être acheminées les matières collectées. L'étude devra également déterminer dans quelle mesure il est possible de mettre à profit les installations déjà présentes sur le territoire pour le reconditionnement des matières qui seront déposées dans les écocentres. En ce sens, une entente de service pourrait être signée avec la Ressourcerie du Bas-du-Fleuve et Les Boîtes à Surprises pour que ces deux entreprises d'économie sociale viennent cueillir tous les objets réparables et réutilisables. Les Boîtes à Surprises est un projet d'entreprise d'économie sociale qui vise la mise en valeur et la remise en marché des petits encombrants, plus spécifiquement des meubles. L'entente de service permettrait de consolider ces organismes déjà en place.

Dans le cadre d'une concertation entre les quatre MRC du KRTB, chaque écocentre pourrait développer un créneau particulier. Par exemple, un écocentre pourrait se spécialiser dans la mise en valeur des matériaux patrimoniaux tandis qu'une autre pourrait développer une expertise pour remettre en condition des vieux vélos. Ainsi, les écocentres pourraient s'échanger des matières en fonction de leur spécialisation. De plus, des ententes devront être prises avec les récupérateurs au niveau du traitement des matières.

Une fois les écocentres implantés, les municipalités seront en mesure de détourner davantage d'encombrants des lieux d'élimination en effectuant des collectes d'encombrants distinctes de la collecte des ordures ménagères. Les matières seront ensuite acheminées à l'écocentre afin d'être triées par des employés sur place et être par la suite acheminées vers les lieux de valorisation.

Finalement, la MRC devra adopter un règlement pour obliger les citoyens à passer par l'écocentre avant d'aller porter des rebuts au lieu d'enfouissement. Pour ce faire, il sera avantageux d'installer un écocentre près du lieu d'enfouissement afin de faciliter l'accès aux citoyens.

**Plan d'action pour les encombrants**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Étude de projet – Écocentre | Effectuer une recherche de financement pour la réalisation de l'étude de marché. | 2003 |
| | Réaliser une étude de marché pour la mise en place d'un ou de plusieurs écocentres. | 2004 |
| Inventaire | Inventorier et promouvoir les activités des récupérateurs. | 2004 |
| Écocentre | Rechercher du financement pour l'implantation d'un ou des écocentres. | 2004 |
| | Implanter le ou les écocentres (selon les résultats de l'étude). | 2005 |
| Entente avec les récupérateurs | Établir des ententes entre les intervenants locaux de recyclage, réemploi et de l'écocentre pour la répartition des matières reçues à l'écocentre. | 2004 |
| Collecte séparée | Effectuer une collecte des encombrants séparée de celles des ordures ménagères pour les acheminer à l'écocentre. | 2005 et suivantes |
| Règlement | Obliger les particuliers à se rendre à l'écocentre plutôt qu'au lieu d'enfouissement sanitaire. | 2005 |

## 7.5 SCÉNARIOS DE GESTION DES TEXTILES

| | |
|---|---|
| Quantité générée | 306,07 tm |
| Quantité valorisable | 306,07 tm |
| Objectif de mise en valeur de la Politique | 50,0 % |
| Taux actuel de valorisation | 33,8 % |
| Quantité supplémentaire à valoriser | 49,55 tm |

### 7.5.1 Contexte

Plusieurs organismes de charité ou comptoirs de vêtements usagés sont bien implantés dans le milieu. Ils peuvent compter sur l'implication de nombreux bénévoles. De plus, certains organismes tels la Saint-Vincent-de-Paul, le club Optimiste et l'Association Diabétique organisent des collectes de vêtements chaque année.

La principale problématique provient du manque de concertation entre les intervenants affiliés à la gestion des textiles et du manque d'efficacité des modes de collecte. En effet, les matières sont traitées de façon individuelle par chacun des intervenants. Les ententes de collaboration entre les différentes friperies ne sont pas courantes. De plus, certaines friperies s'approvisionnent à l'extérieur de la MRC et même du Bas-Saint-Laurent, alors que d'autres ne savent pas quoi faire de leurs surplus. Dans le cas de l'Association Diabétique, les textiles collectés sont vendus à l'extérieur de la MRC. Il serait intéressant de s'assurer que ces matières soient plutôt transférées au réseau de concertation qui pourrait compenser l'Association Diabétique pour la collecte.

### 7.5.2 Scénario proposé

Le scénario proposé repose essentiellement sur une meilleure concertation entre les intervenants en place dans la MRC de même que ceux retrouvés sur le territoire du KRTB voire du Bas-Saint-Laurent. Ceux-ci pourront s'assurer d'une meilleure gestion commune des surplus. En effet, il ne semble pas nécessaire que la MRC implante des infrastructures spécifiques de gestion des textiles puisque plusieurs friperies et comptoirs se retrouvent déjà sur le territoire. Toutefois, la MRC devra s'assurer que l'ensemble des municipalités possède un lieu de dépôt soit en favorisant l'émergence d'organismes qui pourraient recevoir les textiles soit en procédant à l'installation de conteneurs spéciaux. Le réseau de concertation des intervenants du textile pourra lui-même désigner quel établissement est responsable de collecter les matières provenant de ces conteneurs.

Le réseau de concertation pourra déterminer quelles activités de collecte seraient susceptibles de permettre d'augmenter les quantités de vêtements usagés collectés selon les débouchés disponibles. De son côté, la MRC supportera les intervenants en place pour les services de collecte qui seront éventuellement mis en place. Enfin, dans le but de sensibiliser les citoyens, une campagne de distribution de sacs de récupération des textiles sera réalisée deux fois par année. Une campagne de sensibilisation accompagnera la distribution des sacs pour informer les citoyens sur les nombreuses activités de gestion des textiles ayant cour dans la région et faire la promotion des différents intervenants.

**Plan d'action pour les textiles**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Réseau de concertation | Créer et soutenir un réseau de concertation entre les organismes œuvrant dans le domaine des textiles afin d'en optimiser la gestion. | 2003 et suivantes |
| Sensibilisation | Sensibiliser les citoyens sur la gestion des textiles et promouvoir les activités ayant cour dans la MRC. | 2003 et suivantes |
| Lieu de dépôt | Identifier un endroit où déposer les textiles dans l'ensemble des municipalités. | 2005 |
| Sacs promotionnels | Distribuer des sacs promotionnels aux résidants afin de les informer des lieux de dépôt pour disposer de leurs textiles. | 2005 |

## 7.6 SCÉNARIOS DE GESTION DES ORDURES

| | |
|---|---|
| Quantité éliminée | 12 598,71 tm |
| Quantité potentiellement valorisable | 12 398,79 tm |
| Objectif de mise en valeur de la Politique | 60 à 65 % |
| Taux actuel de valorisation | 23,4 % |
| Quantité supplémentaire à valoriser | 4 588,33 tm |

### 7.6.1 Contexte

À l'heure actuelle, une certaine quantité de matières résiduelles est encore acheminée vers des dépôts en tranchée. En effet, trois municipalités acheminent encore actuellement leurs matières vers ce type de lieu d'enfouissement. Le prochain règlement sur l'élimination des matières résiduelles a toutefois comme objectif d'interdire les dépôts en tranchée. Les matières devront alors être redirigées vers le lieu d'enfouissement de Rivière-des-Vases, qui est en mesure de les recevoir et dont les gestionnaires, soit la ville de Rivière-du-Loup, ont l'intention de rendre conforme au nouveau règlement sur l'élimination.

Certains problèmes ont été identifiés en ce qui concerne le transport et la collecte des ordures. Des citoyens ont indiqué que les activités de collecte ne sont pas toujours conformes à l'entente conclue entre l'entrepreneur et la municipalité. Un meilleur contrôle des activités de collecte devra donc être réalisé pour éviter ce type de situation. La section 11.2.1 abordera ce sujet.

### 7.6.2 Scénario proposé

Dans les pratiques actuelles, les citoyens ne sont pas incités à diminuer la quantité d'ordures ménagères qu'ils mettent au chemin. La MRC souhaite donc sensibiliser les citoyens sur l'importance de réduire à la source la quantité d'ordures générées. Pour ce, les citoyens seront encouragés à utiliser les autres modes de collecte qui seront mis en place, tel que les dépôts de résidus verts et les collectes de RDD, afin de diminuer les quantités de matières résiduelles acheminées vers les lieux d'enfouissement.

D'autre part, une analyse des réseaux de collecte et des modes de tarification sera effectuée dans le but d'optimiser les activités de collecte. Cela peut se traduire par une modification des parcours ou des journées de collecte, par un système de tarification au volume pour les conteneurs, etc. Cette étude doit permettre d'augmenter l'efficacité des réseaux de collecte mis en place et réduire les coûts, tout en incitant la population et les ICI à diminuer les quantités de matières rebutées.

À tous les deux ans, la MRC veut effectuer une caractérisation des matières résiduelles pour identifier les matières réellement générées et pouvant être détournées des lieux d'enfouissement afin de cibler les débouchés permettant de le faire. Cette caractérisation permettra également de déterminer les types de matières sur lesquelles les activités de sensibilisation sur la réduction à la source devront s'accentuer et mesurer l'impact des initiatives mises de l'avant dans le cadre du PGMR.

Afin de répondre au prochain règlement sur l'élimination des matières résiduelles, la MRC propose de créer un comité de vigilance pour le lieu d'enfouissement de Rivière-des-Vases. Le mandat de ce comité sera de faire des recommandations à l'exploitant sur l'élaboration et la mise en œuvre de mesures propres à améliorer le fonctionnement des installations, à atténuer ou à supprimer les impacts du lieu sur le voisinage et sur l'environnement. Ces mandats pourront être intégrés dans un rôle plus large au sein d'un comité de suivi (voir section 10.1). Dans le même sens, la MRC devra s'assurer d'engager des actions pour que le lieu d'enfouissement sanitaire soit conforme à ce nouveau règlement.

Enfin, la MRC ne souhaite pas prendre de mesures particulières en ce qui concerne la disposition des animaux morts au lieu d'enfouissement sanitaire situé sur son territoire. Tant que les carcasses d'animaux morts sont considérées comme des déchets solides par la réglementation provinciale et qu'il est permis de les enfouir, la MRC, ainsi que les gestionnaires du lieu d'enfouissement, accepteront les carcasses selon un tarif s'appliquant au tonnage.

**Plan d'action pour les ordures ménagères**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Sensibilisation | Effectuer des activités de sensibilisation pour inciter la population à réduire à la source la quantité de matières résiduelles générées. | 2003 et suivantes |
| Optimisation des réseaux | Poursuivre l'analyse des réseaux de collecte et des systèmes de tarification des résidences et des ICI dans le but d'optimiser les activités de collecte et transport. | 2004 et 2005 |
| Caractérisation | Effectuer une caractérisation des ordures ménagères afin de connaître la répartition des différents types de matières et mesurer l'efficacité des actions mises en place par le PGMR. | 2004, 2006 et 2008 |
| Comité de vigilance | Mettre sur pied un comité de vigilance qui répond au projet de règlement sur l'élimination. | 2005 |
| Conformité du LES | S'assurer de la conformité du lieu d'enfouissement sanitaire au prochain règlement sur l'élimination. | 2006 |

## 7.7 SCÉNARIOS DE GESTION DES BOUES

### 7.7.1 Contexte

Dans la MRC de Rivière-du-Loup, seule la ville de Rivière-du-Loup prévoit sur le compte de taxes de ses citoyens un montant pour la vidange des fosses septiques. Un montant apparaît donc sur le compte de taxe des citoyens qui ont automatiquement droit au service de vidange de leur fosse tous les deux ans. Pour l'ensemble des autres municipalités, chaque propriétaire de fosse septique est responsable de la vidange de son installation. Il doit faire appel lui-même à un vidangeur de fosses septiques qui récupère les boues et doit en disposer. Outre à Rivière-du-Loup, il n'y a aucun règlement municipal sur les vidanges de fosses septiques. Les résidants qui possèdent une fosse septique sont soumis au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées qui mentionne que la fosse d'une résidence permanente doit être vidangée à tous les deux ans. Toutefois, le suivi de ce règlement n'est pas toujours effectué. De plus, les municipalités n'ont aucun contrôle sur ce qu'il advient des boues vidangées.

En ce qui concerne les boues municipales, les municipalités font appel à des entreprises spécialisées qui s'occupent de l'ensemble des opérations, soit de la vidange à la disposition des boues. En général, les analyses de ces boues démontrent qu'il n'est pas possible de les valoriser à cause de problèmes de contamination, provenant essentiellement des industries reliées au réseau de collecte. Toutefois, dans le cas des petites municipalités ne possédant pas d'industrie problématique sur son territoire, il est possible d'envisager une valorisation des boues municipales, dans la mesure où ces dernières sont considérées comme étant valorisables par le ministère de l'Environnement.

.

### 7.7.2 Scénario proposé

Pour assurer une meilleure gestion des boues de fosses septiques et le respect de la réglementation, le PGMR prévoit que la responsabilité de la vidange des fosses septiques soit transférée aux municipalités ou à la MRC. La vidange des fosses septiques deviendra ainsi un service municipal et sera facturé sur le compte de taxes. Cela permet une économie d'échelle puisque l'entreprise responsable de la vidange peut faire une meilleure planification et diminuer ses déplacements. La responsabilisation permet également aux municipalités de s'assurer du respect de la réglementation en ce qui concerne la fréquence de la vidange des fosses septiques. Cette responsabilisation implique de connaître le nombre exact de fosses septiques sur le territoire de la MRC. Il sera donc nécessaire de préciser les inventaires déjà existants.

Les municipalités devront également s'assurer de faire respecter la réglementation. Il sera donc nécessaire de faire une inspection des fosses septiques suspectées non conformes. L'inspection des fosses pourra également permettre de déterminer la fréquence requise pour la vidange, puisque le règlement prévoit que dans le cas où les municipalités sont responsables du service, la fréquence peut être adaptée selon les besoins réels. Dans certains cas, cela pourra amener une réduction de la fréquence des vidanges à effectuer.

Lors de la mise en place du service municipal, on devra sensibiliser les citoyens sur les raisons ayant justifié ce choix. Les nombreux avantages que représente ce type de gestion, seront alors énoncés autant pour le citoyen que pour les municipalités. Il sera important de bien informer le citoyen sur ce nouveau service pour s'assurer une bonne collaboration.

Enfin, les municipalités auront également la responsabilité de s'assurer que les boues vidangées soient valorisées lorsque cela est possible, en fonction du résultat des analyses. On estime que l'ensemble des boues de fosses septiques vidangées peut être valorisé sous forme d'épandage agricole ou forestier.

**Plan d'action pour les boues de fosses septiques**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Lobbying | Demander une cohérence de la part du gouvernement dans ses exigences quant au potentiel de valorisation des boues. | 2004 et suivantes |
| Interdiction des broyeurs | Interdire l'installation de broyeurs domestiques dans les nouvelles résidences. | 2006 et suivantes |
| Inventaire et inspection des fosses | Préciser les inventaires des fosses septiques présentes sur le territoire. | 2004 et 2005 |
| | Continuer de s'assurer que les citoyens disposent de fosses septiques conformes et déterminer la fréquence de vidange requise. | 2005 et suivantes |
| Service municipal | Sensibiliser les citoyens et informer les élus sur les avantages d'un service municipal de gestion des boues de fosses septiques. | 2004 |
| | Responsabiliser les municipalités pour qu'elles prennent en charge le service de vidange des boues de fosses septiques. | 2005 |
| Valorisation des boues | S'assurer que les boues de fosses septiques sont acheminées par les entreprises de collecte à un centre de traitement autorisé par la MRC. | 2005 et suivantes |

## 7.8 SCÉNARIOS DE GESTION DES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION (CRD)

### 7.8.1 Contexte

Les résidus de construction, rénovation et démolition (CRD) sont essentiellement composés de béton bitumineux, ciment, pierres, briques, métaux ferreux et non ferreux, bois, gypse, bardeaux d'asphalte, emballages de plastique, papiers, cartons et autres résidus. À l'heure actuelle, bien que leur potentiel de mise en valeur soit important, ces résidus sont en grande partie acheminés directement au lieu d'enfouissement sanitaire.

### 7.8.2 Scénario proposé

La MRC veut étudier la possibilité d'admettre les entreprises à l'écocentre pour qu'elles puissent venir y disposer de leurs résidus de CRD. Pour cela, l'étude concernant l'écocentre devra évaluer dans quelle mesure ce service peut s'étendre aux entreprises privées et déterminer la tarification qui sera appliquée. Le tarif devra être concurrentiel par rapport à celui du lieu d'enfouissement.

Afin d'inciter les entrepreneurs en CRD à adopter de meilleures pratiques environnementales sur les chantiers, un programme d'information devra être mis sur pied. Les entrepreneurs pourront être informés des nouvelles méthodes de construction permettant une meilleure gestion des résidus, dont l'éco-design et l'utilisation de matériaux écologiques.

Puisque certains individus et organismes sont intéressés par les projets de déconstruction mais que cette activité est couverte par le régime des relations de travail du secteur de la construction, la MRC demande un assouplissement réglementaire pour permettre à ces initiatives de se concrétiser. Certains particuliers ou organismes bien précis pourraient ainsi offrir un service de déconstruction dans le secteur résidentiel et agricole, ce qui augmenterait le taux de valorisation du secteur CRD.

La MRC est d'avis que c'est la responsabilité du gouvernement de faire adopter de meilleures pratiques dans le secteur CRD. Pour cela, la MRC demande à ce que le gouvernement introduise lui-même des exigences au niveau de la récupération et la valorisation des résidus en provenance de ce secteur. De son côté, la MRC prévoit étudier la possibilité d'établir des objectifs de récupération dans les permis de construction, rénovation et démolition émis par les municipalités. Toutefois, le gouvernement devra modifier les pouvoirs habilitants en ce sens.

À plus long terme, la MRC souhaite étudier la faisabilité d'implanter un centre régional de tri et de conditionnement des résidus de CRD en partenariat avec les autres MRC du KRTB. Comme les investissements éventuels sont coûteux, le centre pourrait agir pour l'ensemble des matières provenant des MRC du KRTB. Une étude approfondie portera sur ce type d'installation. Selon les résultats de l'étude, un projet-pilote de déconstruction sélective pourrait y être associé, dans le but de démontrer la faisabilité de ce type de chantier. Dans le cadre de ce projet, il sera nécessaire d'identifier un établissement commercial ou industriel devant être démoli dans un secteur rapproché du lieu d'implantation du centre de tri et de conditionnement. Des travaux de déconstruction permettraient alors de retirer les matières valorisables de ce bâtiment pour ensuite les utiliser lors de la construction des nouvelles installations.

Ce chantier pilote pourrait permettre de tester l'applicabilité de diverses techniques de démontage et de déterminer la durée et les coûts de démontage des différents éléments de construction. Ce projet devrait être réalisé en collaboration avec la Commission de la Construction du Québec (CCQ) et l'Association de la Construction du Québec (ACQ). La possibilité d'obtenir du financement à partir de divers programmes de subvention doit être étudiée. Plus particulièrement, les objectifs de ce projet-pilote seraient de :

- Démontrer la faisabilité technique et économique de la déconstruction sélective ;
- Déterminer les méthodes de gestion et de valorisation des résidus ;
- Évaluer le taux de valorisation des résidus générés ;
- Diminuer les coûts d'implantation du centre de tri et de conditionnement.

**Plan d'action pour les résidus de construction, rénovation et démolition**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Accès à l'écocentre | Évaluer la possibilité d'accepter les matières provenant du secteur privé à l'écocentre. | 2004 |
| Programme d'information | Mettre sur pied un programme d'information pour les entrepreneurs en construction et leurs employés. | 2006 |
| Lobbying | Demander des assouplissements réglementaires pour permettre la déconstruction dans les secteur résidentiel et agricole par des particuliers ou des organismes communautaires. | 2006 |
| | Demander au gouvernement d'obliger les entrepreneurs à récupérer une certaine part de leurs résidus. | 2006 |
| Objectifs de récupération dans les permis | Étudier la possibilité d'établir, dans les permis de CRD, des objectifs de récupération sur les chantiers. | 2007 |
| Centre régional de tri et de conditionnement | Étudier la pertinence d'implanter un centre régional de tri et de conditionnement des matériaux secs en partenariat avec les autres MRC du KRTB. | 2007 |
| Projet-pilote de déconstruction sélective | Conditionnel aux résultats de l'étude, mettre en place un projet de déconstruction sélective sur les chantiers et participer à la construction du centre régional de tri et de conditionnement des matériaux secs. | 2007 |

## 7.9 SCÉNARIOS DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES PROVENANT DES ICI

Il a été particulièrement difficile d'obtenir des valeurs précises concernant la gestion des matières résiduelles par le secteur des industries, commerces et institutions. Un inventaire sera effectué au cours des prochaines années pour préciser les données et identifier les types de matières dont la gestion est plus problématique. Lors de l'inventaire, une attention particulière sera portée sur la catégorie des matières organiques comestibles. En effet, la MRC veut encourager la redistribution des denrées alimentaires non périmées aux organismes communautaires. Il peut s'agir par exemple des surplus provenant des services de traiteurs ou des entreprises alimentaires.

La MRC veut s'assurer que le gouvernement adopte des règlements pour responsabiliser les entreprises, tel que spécifié dans le Plan d'action québécois de gestion des matières résiduelles. Cette responsabilisation prévoit que les fabricants et les importateurs de produits assument une grande partie de la responsabilité des effets environnementaux de leurs produits tout au long de leur cycle de vie. La responsabilisation peut également viser les entreprises non manufacturières. Ainsi, le gouvernement pourrait introduire un volet environnement dans l'ensemble des programmes de subvention qu'il gère pour inciter le secteur ICI à appliquer les 3RV-E. Finalement, la MRC souhaite que le gouvernement oblige les établissements publics et parapublics à adopter des pratiques de gestion plus environnementales et à participer à la collecte des matières recyclables.

En ce qui concerne les commerces et les institutions, la majorité de ceux-ci utilisent la collecte municipale des ordures ménagères et des matières recyclables. Toutefois, plusieurs ne participent pas efficacement à ce dernier mode de collecte. La MRC souhaite donc obliger la participation à la collecte des matières recyclables à l'ensemble des ICI, en adoptant une réglementation spécifique. Les institutions, qui génèrent principalement du papier et du carton, sont identifiées comme le secteur prioritaire puisque très peu participent à la collecte des matières recyclables. Une importante campagne de sensibilisation sera d'abord entreprise afin d'encourager les ICI à réduire leurs quantités de matières résiduelles et à participer à la collecte des matières recyclables déjà en place.

La réglementation devra également s'assurer que les ICI utilisant le système de collecte municipale ne détournent pas ailleurs les matières. En effet, puisque le carton possède une bonne valeur de revente, une quantité importante de carton est collectée par des récupérateurs non autorisés. Toutefois, lorsque la valeur de revente du carton diminue, cette activité est alors interrompue et le carton est plutôt envoyé vers le centre de tri. L'activité des récupérateurs non autorisés a tendance à faire augmenter les coûts de

traitement au centre de tri car le carton représente une importante quantité de matières et que son traitement est plus facile que les autres matières. En plus d'obliger les ICI à effectuer la collecte des matières recyclables, il est donc important que la réglementation interdise le recours à des récupérateurs non autorisés pour les ICI utilisant la collecte municipale.

De même que les matières recyclables, les matières organiques en provenance des ICI seront ciblées par la MRC. Cependant, étant donné que pour les ICI la problématique se situe essentiellement autour du secteur de l'alimentation, la mise en place de la récupération est plus problématique et devra attendre l'ouverture de débouchés pour le traitement de telles matières. C'est pourquoi, la MRC, de concert avec les autres MRC du KRTB, favorisera l'émergence de projets pilote de collecte et de traitement des résidus organiques du secteur des ICI, en partenariat avec différents intervenants des milieux municipal, communautaire, privé et institutionnel. Ces projets devront déterminer les modalités de collecte des résidus organiques et vérifier les méthodes de traitement les plus appropriées.

Enfin, lors de l'établissement des nouveaux services municipaux, les municipalités devront tenir compte de quelle façon elles seront en mesure d'élargir ces services au secteur ICI, pour ainsi leur donner accès entre autres à l'écocentre, au dépôt des RDD et à la collecte des putrescibles.

**Plan d'action pour les industries, commerces et institutions**

| Action | Description | Année |
|---|---|---|
| Sensibilisation | Mettre sur pied un vaste programme de sensibilisation à l'intention des ICI pour les encourager à réduire les quantités de matières résiduelles générées et éliminées et les amener à participer à la collecte des matières recyclables. | 2004 à 2006 |
| Inventaire | Préciser l'inventaire des matières résiduelles générées par les ICI. | 2004 et suivantes |
| Redistribution alimentaire | Encourager la redistribution des denrées alimentaires non périmées. | 2004 et suivantes |
| Lobbying | Exiger du gouvernement la récupération des matières recyclables dans les établissements publics et parapublics. | 2004 |
| | S'assurer que le gouvernement adopte des règlements pour responsabiliser les entreprises et obliger les producteurs à rendre leurs produits plus facilement valorisables. | 2004 et 2005 |
| Collecte des M.O. - ICI | Planifier et implanter la collecte des matières organiques dans les ICI préalablement ciblés. | 2006 et suivantes |
| Réglementation sur les ICI | Élaborer une réglementation pour obliger les ICI à participer à la collecte des matières recyclables. | 2006 |
| Projet pilote-Compostage ICI | Faire une recherche de financement pour la réalisation d'un projet pilote de compostage des résidus organiques en provenance du secteur ICI. | 2004 |
| | Effectuer le projet pilote de compostage. | 2005 à 2007 |
| | Selon les résultats du projet-pilote, étendre la participation des ICI à la collecte des putrescibles. | 2008 |

# 8. PLAN DE COMMUNICATION

Afin d'atteindre les objectifs du Plan de gestion des matières résiduelles, il est essentiel que le plus grand nombre de citoyens possible se sente concerné personnellement dans le processus d'application du PGMR. Pour y arriver on devra d'abord miser sur une campagne de sensibilisation et d'information intensive et soutenue afin de motiver les citoyens à s'impliquer plus activement dans le processus de gestion de leurs matières résiduelles. Cette sensibilisation devra s'assurer d'impliquer tous les groupes sociaux et l'ensemble des groupes d'âge de la société.

La sensibilisation continue vise à faire connaître aux citoyens les impacts reliés à leurs habitudes de consommation et à la gestion des matières résiduelles qui en découlent dans un objectif de réduction à la source, de réemploi, de recyclage et de valorisation. Les programmes de sensibilisation doivent s'assurer de faire connaître non seulement les avantages économiques des différentes formes de valorisation, mais également les gains sociaux et environnementaux rattachés aux activités de réduction à la source, de réemploi, de recyclage et de valorisation des matières résiduelles. Ainsi, en plus de faire connaître les différents coûts rattachés à la gestion des matières résiduelles, il faut également informer les citoyens sur les avantages liés aux scénarios retenus : amélioration de la qualité de vie, création d'emploi, soutien et consolidation des organismes régionaux, etc.

En plus de sensibiliser et d'informer la population, il est important de connaître l'opinion des citoyens et de répondre à leurs préoccupations sur toutes les questions concernant la gestion des matières résiduelles au moyen de rencontres, de discussions et d'échanges.

Au cours des trois premières années, le présent plan mise d'abord et avant tout sur la diffusion d'un bulletin d'information trimestriel aux couleurs du KRTB pour faire le lien entre la MRC, les municipalités et ses citoyens et créer un sentiment d'appartenance et de responsabilisation commune en ce qui a trait à la gestion des matières résiduelles et à la préservation de la qualité de l'environnement. Cet outil de communication permettra de créer un lien étroit entre la population et les responsables de l'application du PGMR en informant les citoyens de l'état d'avancement du plan, des résultats obtenus, des décisions des élus, des programmes et services de récupération offerts à la population, des activités de formation, des opinions des citoyens et en mettant également l'accent sur la reconnaissance des bonnes actions de chacun.

En plus du bulletin trimestriel, plusieurs autres moyens de communication seront mis à contribution pour rencontrer les objectifs. Les médias comme la radio, la télévision et la presse écrite seront principalement utilisés pour faire des rappels lors des collectes spéciales et des soirées de formation et d'information et lors de l'implantation de nouveaux services. Une campagne de sensibilisation porte-à-porte pourra aussi être réalisée avec différents partenaires, à la fois pour informer et sensibiliser les citoyens mais aussi pour préciser certains inventaires par le biais d'un sondage. Enfin, pour s'assurer que les nouveaux arrivants connaissent bien les différents services offerts dans leur localité, une trousse d'information sera remise à chacun d'eux.

Tout au cours du processus, des programmes d'information et de sensibilisation seront élaborés, de concert avec les MRC environnantes, en fonction de thèmes prédéterminés tel que l'herbicyclage, la vidange des fosses, etc. Ces programmes pourront être accompagnés d'outils promotionnels, mascotte, concours, tournées dans les écoles, corvées, kiosques, page Web, journées portes ouvertes, visite des installations, affiches, etc. Le tableau 8.1 mentionne les principaux outils envisagés et leurs usages respectifs.

Avec l'adoption du projet de loi 102, il est prévu que les municipalités recevront, de la presse écrite, des compensations financières sous forme de messages publicitaires pour de la sensibilisation face à l'environnement. La MRC devra s'assurer auprès du gouvernement de l'accessibilité locale de cette contribution des médias écrits.

Finalement, il est essentiel de mettre à profit le maximum d'organismes, groupes et intervenants de tout ordre afin de créer une volonté collective de réduction et de saine gestion des matières résiduelles et cela dès le début des activités. Pensons entre autres au milieu scolaire. À cet égard, il faudra axer les efforts à former les enseignants qui, à leur tour, seront des agents multiplicateurs efficaces. Un autre groupe essentiel à impliquer dans cette démarche est celui des industries, commerces et institutions (ICI). Une bonne campagne de sensibilisation auprès des ICI, par le biais entre autres de la chambre de commerce et des groupes syndicaux pourra servir à démontrer que des pratiques de réduction et de recyclage font partie d'une saine gestion et peuvent avoir des impacts positifs sur l'entreprise. Il sera également important de faire appel à l'expertise des différents intervenants locaux et régionaux en environnement.

Le coordonnateur responsable de l'application du PGMR, devra être attentif à l'application du plan de communication car c'est en bonne partie grâce à cet outil que les citoyens se sentiront impliqués dans une démarche de réduction et de meilleure gestion de leurs matières résiduelles. Ils seront également mieux

informés sur les services et les installations disponibles sur l'ensemble de leur territoire. En plus, le plan de communication facilitera l'acceptabilité sociale des actions mises en place pendant l'application du PGMR.

**TABLEAU 8.1 Plan de communication pour la gestion des matières résiduelles**

| Outils | Usages/Objectifs | Public cible | Responsable |
|---|---|---|---|
| Consultations publiques | Informer le public et connaître l'opinion des citoyens sur les enjeux du PGMR | Grand public | Commission publique |
| Bulletin d'information trimestriel | Informer la population :<br>• des services offerts sur le territoire<br>• de l'état d'avancement du PGMR<br>• de la tenue des activités d'information<br>• des résultats obtenus<br>• des nouveaux règlements<br>• des bons coups réalisés | Grand public | MRC |
| | Permettre aux citoyens de faire connaître leurs opinions et répondre à leurs questions | Grand public | Citoyen |
| | Sensibiliser la population sur ses habitudes de consommation et de gestion de ses matières résiduelles | Grand public | MRC |
| Médias radio/télé/journaux | Faire connaître à la population son droit de consulter le PGMR | Grand public | Commission publique |
| | Rappeler à la population la présence et la venue des différents services de gestion des matières résiduelles | Grand public | Municipalité |
| Ligne téléphonique et site Web | Répondre aux préoccupations et aux questions des citoyens et permettre un lieu d'échange voire de créer des groupes d'achats | Grand public | MRC |
| Billets de courtoisie | Maximiser la participation des citoyens à la collecte porte-à-porte des matières recyclables | Citoyens non participants | Transporteurs |
| Sacs promotionnels pour les textiles | Augmenter la participation des citoyens à la récupération des vêtements et des menus objets | Grand public | MRC |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Conférences, rencontres d'information, ateliers, colloques… | Maximiser la participation des citoyens à la collecte porte-à-porte des matières recyclables | Municipalités nouvellement desservies | Municipalité |
| | Sensibiliser la population aux risques associés à l'utilisation des RDD pour sa santé et pour l'environnement. | Grand public | MRC |
| | Sensibiliser les élus sur l'importance d'une saine gestion des matières résiduelles et de la concertation. | Élus municipaux | MRC |
| | Promouvoir chez les ICI les activités visant les 3RV-E. | ICI | MRC |
| | Sensibiliser les employés à des pratiques plus environnementales sur les chantiers de CRD. | employés en CRD | MRC |
| | Augmenter le nombre d'adeptes du compostage domestique et de l'herbicyclage | Grand public | MRC |
| Trousse | Offrir aux nouveaux citoyens une trousse d'information sur les services disponibles. | Nouveaux arrivants | Municipalité |
| Tournée dans les écoles | Sensibiliser les élèves et les professeurs du primaire et du secondaire à l'importance du compostage et d'une saine gestion des matières résiduelles. | Écoles du primaire et du secondaire | MRC |

# 9. ÉCHÉANCIER ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Les pages suivantes présentent l'échéancier de réalisation des moyens de mise en œuvre mentionnés dans les précédentes sections. Pour permettre une vue d'ensemble de tous les scénarios de gestion retenus, ceux-ci sont présentés dans un tableau global (tableau 9.1).

Les différentes actions sont regroupées par type de matières, afin d'en faciliter la lecture. Des actions visant la réduction à la source sont regroupées dans une première catégorie. Il s'agit principalement d'information et de sensibilisation auprès du public et des ICI, d'incitatifs auprès des citoyens et des entreprises, puis d'une politique d'achat environnementale dans les organisations publiques et parapubliques. Certaines actions sont applicables en permanence et visent plusieurs catégories de matières puisqu'elles sont complémentaires à l'application des actions spécifiques. On les nomme actions parallèles et on les trouve dans la deuxième section. Il s'agit d'actions qui veulent promouvoir la concertation entre les municipalités et les MRC soit par l'adoption d'ententes intermunicipales afin de partager les coûts reliés à la gestion, la recherche de financement sous forme de commandite ou de subvention et par la volonté d'arrimer les dates de contrats avec les entrepreneurs, tout cela en s'assurant le transfert des compétences vers les instances en place.

Les années sont séparées en trimestres et couvrent la période de 2003 à 2008. En effet, certaines actions sont déjà appliquées, avant même l'adoption officielle du Plan de gestion des matières résiduelles. Le tableau permet d'observer à quel moment les différentes actions seront entreprises, et d'indiquer si celles-ci sont récurrentes ou ponctuelles.

**TABLEAU 9.1 Échéancier de gestion par type de matières**

| ACTIVITES | | 2003 | | | | 2004 | | | | 2005 | | | | 2006 | | | | 2007 | | | | 2008 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e |
| **1.** | **RÉDUCTION À LA SOURCE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.1 | Information et sensibilisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.2 | Incitatifs et outils socio-économiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.3 | Politique d'achat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2.** | **ACTIONS COMPLÉMENTAIRES** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2.1 | Arrimage des contrats | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2.2 | Ententes intermunicipales et concertation inter-MRC | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2.3 | Transfert des compétences | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2.4 | Recherche de financement et R&D | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **3.** | **MATIERES RECYCLABLES** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.1 | Sensibilisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.2 | Étendre la collecte des matières recyclables | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.3 | Uniformisation des matières recyclables | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.4 | Respect de la journée de collecte et billets de courtoisie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.6 | Lobbying (certification des centres de tri et débouchés) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.7 | Utilisation uniforme des bacs roulants | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.8 | Règlement pour interdire l'enfouissement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.9 | Appels d'offre séparés pour la collecte et le traitement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.10 | Régionalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| ACTIVITÉS | | 2003 | | | | 2004 | | | | 2005 | | | | 2006 | | | | 2007 | | | | 2008 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e |
| **4.** | **MATIÈRES ORGANIQUES** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.1 | Promotion du compostage domestique et de l'herbicyclage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.2 | Sensibilisation intensive sur les modes de gestion | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.3 | Implantation de dépôts et lieux de traitement des résidus verts | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.4 | Implantation d'une plateforme de compostage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.5 | Collecte des feuilles d'automne et sapins de Noël | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.6 | Règlement – usage cosmétique des pesticides | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.7 | Règlement interdisant l'enfouissement des résidus verts | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.8 | Collecte porte-à-porte des résidus verts (étude) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.9 | Implantation de la collecte porte-à-porte (selon résultats) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.10 | Étude pour implantation d'une collecte à trois voies | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **5.** | **RESIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.1 | Collecte des RDD chez les détaillants privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.2 | Poursuite des collectes de RDD actuelles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.3 | Recherche de financement et étude de faisabilité (dépôt perm.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.4 | Sensibilisation concernant l'utilisation des RDD | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.5 | Lobbying (contrôle des produits mis en vente) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.6 | Formation du personnel relié à la collecte des RDD | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.7 | Dépôt permanent et collectes municipales des RDD | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.8 | Règlement d'élimination concernant les RDD | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| ACTIVITÉS | | 2003 | | | | 2004 | | | | 2005 | | | | 2006 | | | | 2007 | | | | 2008 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e |
| **6.** | **ENCOMBRANTS** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.1 | Recherche de financement et étude de faisabilité (écocentre) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.2 | Inventaire et promotion des récupérateurs d'encombrants | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.3 | Demande de financement et installation de l'écocentre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.4 | Entente avec les récupérateurs d'encombrants | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.5 | Collecte séparée des ordures et des encombrants | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.6 | Règlement sur l'accès au lieu d'enfouissement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **7.** | **TEXTILES** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7.1 | Création et soutien d'un réseau de concertation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7.2 | Promotion et sensibilisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7.3 | Lieux de dépôt | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7.4 | Sacs promotionnels pour les textiles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **8.** | **ORDURES MENAGÈRES** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8.1 | Sensibilisation sur la réduction à la source | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8.2 | Optimisation des réseaux de collecte et transport | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8.3 | Caractérisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8.4 | Comité de vigilance | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8.5 | Conformité du lieu d'enfouissement sanitaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| ACTIVITÉS | | 2003 | | | | 2004 | | | | 2005 | | | | 2006 | | | | 2007 | | | | 2008 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e | 1er | 2e | 3e | 4e |
| **9.** | **BOUES DE FOSSES SEPTIQUES** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9.1 | Inventaire et inspection des fosses | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9.2 | Lobbying – potentiel de valorisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9.3 | Sensibilisation et information sur le service municipal | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9.4 | Service municipal de collecte des boues de fosses septiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9.5 | Valorisation des boues de fosses septiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9.6 | Interdiction broyeurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **10.** | **CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10.1 | Étudier les modalités d'accès à l'écocentre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10.2 | Programme de sensibilisation pour les travailleurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10.3 | Lobbying (assouplissement réglementaire) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10.4 | Objectif de récupération dans les permis (étude) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10.5 | Étude de projet (centre régional de tri) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10.6 | Projet pilote de déconstruction sélective | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **11.** | **INDUSTRIES, COMMERCES ET INSTITUTIONS** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11.1 | Sensibilisation à la réduction des matières résiduelles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11.2 | Inventaire des matières résiduelles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11.3 | Lobbying (responsabilisation des producteurs) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11.4 | Recherche de financement et projet-pilote de compostage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11.5 | Redistribution alimentaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11.6 | Réglementation sur la collecte des matières recyclables | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11.7 | Intégrer les ICI à la collecte des putrescibles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Par la suite, le tableau 9.2 décrit les prévisions budgétaires quant à la réalisation des actions contenues dans le plan. Encore là, les prévisions budgétaires sont présentées par type de matière. Il est à noter que certaines données sont très variables selon les modes choisis et les regroupements établis entre les municipalités et MRC.

Dans un premier temps, la MRC prévoit embaucher un coordonnateur chargé de la mise en œuvre du PGMR, tout en favorisant une concertation régionale à l'échelle du KRTB, pour les trois premières années afin d'assurer une efficacité soutenue dès le début des activités. Le coordonnateur aura besoin d'un soutien ponctuel lors des campagnes de sensibilisation plus spécifiques comme l'herbicyclage, le compostage domestique, la bonne gestion des matières dangereuses et lors de la mise en place des nouveaux services. Par la suite la tâche du coordonnateur sera allégée et s'en tiendra principalement au suivi et à la mise à jour du PGMR. D'autre part, différents outils de communication seront nécessaires pour bien informer les citoyens et les entreprises du milieu. On parle ici d'un bulletin d'information trimestriel, qui représente une bonne part du budget de cette section, des sacs de promotion pour les textiles, des tournées dans les écoles...

Dans la section des matières organiques, les activités de collecte de feuilles et de sapins de Noël pourraient également bénéficier de la participation des organismes du milieu. Une bonne partie des coûts engagés pour la collecte des sapins de Noël sont associés au déchiquetage. L'achat collectif d'un déchiqueteur au niveau de la MRC ou du KRTB devra être étudié pour diminuer les coûts reliés à la location ou encore, ce dernier pourra être inclus dans les acquisitions lors de la mise en place de l'écocentre. Compte tenu du volume important que représentent les matières organiques, on devra tenir compte des économies réalisées par le détournement de ces matières de l'enfouissement. Ainsi, plus le coût à l'enfouissement sera élevé, plus il sera avantageux de détourner de façon substantielle ces matières.

Pour les RDD, le dépôt permanent, la disposition et le traitement des matières est assez coûteux mais avec l'arrivée des programmes visant à responsabiliser les producteurs, les coûts devraient diminuer avec les années. De plus, on estime que les quantités à traiter diminueront au fil des années puisque les citoyens auront eu la chance de se départir des matières accumulées avant la mise en place d'un tel service. Du côté des encombrants, l'implantation de l'écocentre devrait être en bonne partie financée par une subvention. Les coûts de fonctionnement seront très variables, tout dépendant des matières qui y seront traitées, des débouchés et des entreprises qui y auront accès.

Pour l'ensemble des activités, la MRC pourra compter sur différents programmes de subvention pour l'implantation des installations nécessaires et également pour les activités de sensibilisation et de suivi du PGMR. Par ailleurs, les municipalités devront tenir compte des économies à l'enfouissement qui seront réalisées lors de la déviation des matières vers une filière de traitement et de l'économie qui a été réalisée grâce à la concertation des quatre MRC lors de l'élaboration des PGMR. En effet, grâce à ce regroupement, chacune des MRC aura économisé la dernière tranche de subvention émise par le ministère de l'Environnement pour l'élaboration des PGMR, soit une économie de 40 000 $ par MRC, qui devra être réinvestie dans la mise en application dudit plan.

Les coûts présentés dans la section *GRAND TOTAL* représentent les coûts totaux pour l'ensemble des activités à l'échelle de la MRC auxquels on y a ajouté les taxes et les frais administratifs. On présente un coût par porte et un coût per capita. Il faut comprendre que ces coûts sont répartis sur l'ensemble de la MRC même si certains services ne touchent pas la totalité des résidants.

Enfin, la dernière section comprend la gestion des boues, dont les coûts seront directement pris en charge par les propriétaires de fosses septiques, et les matières recyclables. Cette dernière catégorie vise principalement le passage de quatre municipalités à la collecte sélective porte-à-porte en alternance à l'aide de bacs roulants, soit Saint-Cyprien, Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, Saint-Paul-de-la-Croix et Saint-François-Xavier-de-Viger. L'investissement majeur se situe donc au niveau de l'acquisition des bacs, on pourra dans certains cas voir augmenter les coûts de traitement du fait que les quantités augmenteront et, les coûts de collecte transport pourraient aussi augmenter ou se maintenir dépendant des ententes intermunicipales établies et de la propriété des installations de traitement.

Aussi, dès 2004, les municipalités devront tenir compte des coûts de mise en conformité du lieu d'enfouissement technique aux nouvelles normes. Pour ce faire, les gestionnaires du lieu d'enfouissement prévoient, à quantité équivalente entrant au LES, une augmentation d'environ 10$ la tonne métrique, totalisant un montant supplémentaire de 114 619,50$ pour les municipalités actuellement clientes de la MRC. S'ajoute à ce montant entre 3,50$ et 15$ la tonne pour les municipalités de Saint-Cyprien, Saint-François-Xavier-de-Viger et Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup qui enfouissent actuellement environ 1 100 tonnes de matières résiduelles dans des dépôts en tranchée et qui devront prévoir rediriger leurs déchets vers un lieu d'enfouissement conforme à la nouvelle réglementation. C'est donc dire que pour ces trois municipalités, on peut s'attendre à une augmentation de 13,50$ à 25$ la tonne.

D’autre part, Recyc-Québec prévoit ajouter une taxe à l’enfouissement de 8$ la tonne dans le but de financer l’atteinte des objectifs de 2008, ce qui représente près de 264 000$ provenant du lieu d’enfouissement de Rivière-des-Vases dont l’équivalent d’environ 100 000$ proviendrait des municipalités de la MRC de Rivière-du-Loup.

**TABLEAU 9.2 Prévisions budgétaires annuelles par type de matières**

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|---|---|
| **RESSOURCES HUMAINES, COMMUNICATION & INFORMATION** | | | | | |
| Coordonnateur (partagé avec MRC de Kamouraska) | 30 000,00 $ | 30 000,00 $ | 30 000,00 $ | 15 000,00 $ | 15 000,00 $ |
| Programmes et outils d'information & sensibilisation | 47 500,00 $ | 47 500,00 $ | 47 500,00 $ | 5 000,00 $ | 5 000,00 $ |
| Programme de subvention divers | (22 000,00$) | (17 000,00$) | (17 000,00$) | | |
| Subvention sur les imprimés | | | | | |
| Dernier versement du MENV. | (40 000,00 $) | | | | |
| **Total** | **15 500,00 $** | **60 500,00 $** | **60 500,00 $** | **20 000,00 $** | **20 000,00 $** |
| **MATIÈRES ORGANIQUES** | | | | | |
| Collecte des feuilles (5 000 à 10 000 $/an) | 7 500,00 $ | 7 500,00 $ | 7 500,00 $ | 7 500,00 $ | 7 500,00 $ |
| Collecte des sapins de Noël (3 000 à 10 000 $) | | 4 500,00 $ | 4 500,00 $ | 4 500,00 $ | 2 500,00 $ |
| Dépôts permanents de résidus verts (500 à 1000 $/dépôt) | 10 000,00 $ | 3 250,00 $ | 3 250,00 $ | 1 000,00 $ | 1 000,00 $ |
| Collecte et traitement des résidus verts (25 à 40 $/porte) | | | | | 326 700,00 $ |
| Économies à l'enfouissement | | | | | (70 000,00 $) |
| Subvention à la performance | | | | | |
| **Total** | **17 500,00 $** | **15 250,00 $** | **15 250,00 $** | **13 000,00 $** | **267 700,00 $** |
| **RESIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX** | | | | | |
| Collecte actuelle des RDD | 15 000,00 | | | | |
| Dépôt permanent (conteneur) (15 000 à 20 000 $) | | 18 000,00 $ | | | |
| Formation du personnel (1 par municipalité et 1 dépôt permanent) | | 1 500,00 $ | 500,00 $ | | 500,00 $ |
| Disposition et traitement (7 000 à 15 000 $) | | 15 000,00 $ | 10 000,00 $ | 8 000,00 $ | 5 000,00 $ |
| Collecte et transport | | | | | |
| Salaire du technicien (3 000 à 5 000 $/an) | | 3 000,00 $ | 4 000,00 $ | 4 000,00 $ | 5 000,00 $ |
| Subvention Éco-Action | | (12 000,00 $) | | | |
| **Total** | **15 000,00 $** | **25 500,00 $** | **14 500,00 $** | **12 000,00 $** | **10 500,00 $** |
| **ENCOMBRANTS** | | | | | |
| Collecte séparée | | 9 500,00 $ | 9 500,00 $ | 9 500,00 $ | 9 500,00 $ |
| CFER ou écocentre - implantation | | 200 000,00 $ | | | |
| Salaires | | 45 000,00 $ | 35 000,00 $ | 37 000,00 $ | 37 000,00 $ |
| Traitement (très variable selon les matières) exploitation | | 35 000,00 $ | 35 000,00 $ | 30 000,00 $ | 30 000,00 $ |
| Étude de faisabilité | 20 000,00 $ | | | | |
| Subvention action 7 / économie sociale | (20 000,00 $) | (280 000,00 $) | | | |
| **Total** | **- $** | **9 500,00 $** | **79 500,00 $** | **76 500,00 $** | **76 500,00 $** |

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|---|---|
| **ORDURES** | | | | | |
| Caractérisation (5 000 à 15 000 $) | 10 000,00 $ | | 10 000,00 $ | | 10 000,00 $ |
| **Total** | **10 000,00 $** | **- $** | **10 000,00 $** | **- $** | **10 000,00 $** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **GRAND TOTAL** | | | | | |
| ***GRAND TOTAL*** | ***58 000,00 $*** | ***110 750,00 $*** | ***179 750,00 $*** | ***121 500,00 $*** | ***384 700,00 $*** |
| ***Avec taxes et frais administratifs (15%)*** | ***66 700,00 $*** | ***127 362,50 $*** | ***206 712,50 $*** | ***139 725,00 $*** | ***442 405,00 $*** |
| ***par porte(1)*** | ***4,62 $*** | ***8,81 $*** | ***14,31 $*** | ***9,67 $*** | ***30,62 $*** |
| ***per capita(1*** | ***2, 08 $*** | ***3,98 $*** | ***6,46 $*** | ***4,36$*** | ***13,82 $*** |

(1) Selon les données de population de 2001

**AUTRES (frais administratifs et taxes non compris)**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **BOUES DE FOSSES SEPTIQUES** | | | | | |
| Résidences permanentes (60 $/porte/an) | 229 080,00 $ | 229 080,00 $ | 229 080,00 $ | 229 080,00 $ | 229 080,00 $ |
| Résidences saisonnières (30 $/porte/an) | 29 940,00 $ | 29 940,00 $ | 29 940,00 $ | 29 940,00 $ | 29 940,00 $ |
| **Total** | **259 020,00 $** | **259 020,00 $** | **259 020,00 $** | **259 020,00 $** | **259 020,00 $** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **MATIÈRES RECYCLABLES** | | | | | |
| Acquisition de bacs roulants (environ 100$ par bac, amortis sur 3 ans) | | 60 500,00 $ | 60 500,00 $ | 60 500,00 $ | |
| Traitement des matières recyclables (25 à 42$ /tonne) | 10 000,00 $ | 10 000,00 $ | 10 000,00 $ | 10 000,00 $ | 10 000,00 $ |
| Collecte et transport (ajout de 5$ à 30$/porte) | 19 000,00 $ | 19 00,00 $ | 19 00,00 $ | 19 000,00 $ | 19 000,00 $ |
| **Total** | **29 000,00 $** | **89 500,00 $** | **89 500,00 $** | **89 500,00 $** | **29 000,00 $** |

*municipalités de Saint-Cyprien, Saint-Hubert, Saint-François et Saint-Paul-de-la-Croix

# 10. PROGRAMME DE SUIVI

La présente section porte sur le programme de suivi des objectifs du Plan de gestion. Ce programme a pour objectif de vérifier périodiquement l'application du Plan de gestion, puis de mesurer l'atteinte des objectifs et l'efficacité des actions privilégiées. Le programme est séparé en trois sections : d'abord les informations qui doivent être collectées, ensuite les activités permettant de contrôler les modes de gestion mis en place et enfin, les indicateurs de performance.

Le suivi et le contrôle sont des étapes très importantes du Plan de gestion des matières résiduelles. C'est pourquoi cette tâche sera confiée au coordonnateur de la gestion des matières résiduelles, nommé par la MRC ou toute autre forme d'entente intermunicipale. Tel que mentionné dans les sections précédentes, le coordonnateur a la responsabilité d'appliquer les différentes actions retenues par la MRC et de mettre en place le plan de communication. Il devra également s'assurer de réaliser un bon contrôle des actions appliquées, et de faire le suivi de la gestion des matières résiduelles. Les activités de contrôle qui seront mises en place par le coordonnateur doivent mesurer le respect des différents modes de gestion implantés, autant au niveau des utilisateurs, soit la population, que des organismes et entreprises responsables de la tenue des activités de collecte ou de gestion. Advenant le cas de non respect des ententes effectuées, le coordonnateur devra s'assurer de prendre les mesures nécessaires pour les faire respecter.

## 10.1 COMITÉ DE SUIVI

La MRC souhaite mettre sur pied un comité de suivi dont le mandat sera de :

- Maintenir et accroître la sensibilisation de la population ;
- S'assurer un partenariat entre les différents secteurs ;
- Assumer le rôle de comité de vigilance du lieu d'enfouissement sanitaire ;
- Faire le suivi de l'application du PGMR.

Ce comité sera indépendant de la MRC et déterminera son propre agenda, son fonctionnement et sa prise de position. Le coordonnateur du PGMR aura l'obligation de faire rapport de ses activités au comité de suivi afin d'assurer un lien étroit entre les deux parties.

La MRC devra déterminer de quels représentants est composé le comité. Il est suggéré d'y inviter les personnes ici mentionnées afin de répondre au exigences d'un comité d'un vigilance qui pourra remplir les deux fonctions :

- Deux citoyens ;
- Un représentant d'un groupe environnemental ;
- Un représentant du milieu des affaires ;
- Un représentant du milieu institutionnel ;
- Un représentant du centre de tri ;
- Deux élus dont un représentant de la municipalité hôte du LES ;
- Un représentant de la MRC;
- Un représentant de l'exploitant du LES.

## 10.2 CUEILLETTE D'INFORMATIONS

Le tableau suivant présente les informations qui devront être envoyées par les différents intervenants à la personne responsable du Plan de gestion des matières résiduelles dans la MRC de Rivière-du-Loup. Ces informations permettront de suivre la progression des modes de gestion mis en place, d'identifier les problématiques spécifiques à la région pour pouvoir en trouver les solutions et enfin, d'élaborer les bilans qui doivent être produits à tous les deux ans. Les informations permettront également de produire plus aisément le Plan de gestion à tous les cinq ans.

**TABLEAU 10.1 Informations devant être transmises au coordonnateur du PGMR par les différents intervenants**

| Intervenants | Données | Remarque |
|---|---|---|
| Municipalités | Personne contact | Identifier un répondant dans chacune des municipalités et transmettre ses coordonnées. |
| | Copie des règlements | Transmettre une copie complète lors de l'adoption de règlements qui concernent la gestion des matières résiduelles. |
| | Copie des contrats | Transmettre une copie complète des contrats qui concernent la gestion des matières résiduelles. |
| | Copie des ententes intermunicipales | Transmettre une copie complète des ententes intermunicipales qui concernent la gestion des matières résiduelles. |
| | Avis lors de l'implantation d'un nouveau mode de gestion | Aviser le coordonnateur lors de l'implantation de nouvelles activités de gestion des matières résiduelles. |

| | | |
|---|---|---|
| | Bilan des activités de collectes spéciales | Quantité de matières, nombre de participants, description de l'activité, coûts impliqués, coordonnées des personnes responsables, etc. |
| MRC | Copie du rôle d'évaluation foncière | Permet de connaître le nombre de résidences permanentes et saisonnières. |
| Centres de tri | Quantité totale par type de matières | Quantité collectée, traitée et valorisée |
| | Quantité par municipalités | Quantité par collecte |
| | Type de rejets | Permet d'identifier les interventions nécessaires |
| Lieu d'enfouissement | Coûts prévisionnels | Permet d'évaluer la pertinence de l'implantation d'un service en fonction des coûts à l'enfouissement |
| | Quantité d'ordures par municipalité et par collecte | Permet de faire un suivi des quantités éliminées au cours de l'année et de modifier les parcours de collecte selon les résultats |
| | Quantité et type d'ordures par clients privés | Les billets de pesée devront être modifiés en ce sens |
| Dépôt permanent de RDD | Quantité par municipalité | |
| | Quantité totale et coûts par type de matières | |
| | Taux de valorisation par type de matières | Indiquer pour chaque matière si elle est éliminée ou valorisée (selon débouchés) |
| Écocentre | Quantité par municipalité | |
| | Quantité totale par type de matières | |
| | Taux de valorisation par type de matières | Indiquer pour chaque matière si elle est éliminée ou valorisée (selon débouchés) |
| Entreprises de collecte | Adresse des maisons et ICI ne participant pas à la collecte des matières recyclables | Permet de cibler la population où doit s'effectuer une sensibilisation plus soutenue |
| Entreprises privées | Quantité de matières récupérées par les détaillants | Détaillants participants pour la collecte des huiles usées et des peintures |
| Réseau des intervenants du textile | Bilan des quantités de textiles gérés | Quantité récupérée et valorisée, mode de gestion des surplus |
| Recyc-Québec | Quantité de matières récupérées par les programmes spéciaux | Concerne les matières consignées et les pneus usés |
| Organismes | Bilan des activités réalisées | Ex : vente de composteurs, collecte de RDD |
| ICI | Bilan de la gestion des matières résiduelles de l'établissement | Obtenir les bilans de gestion des matières résiduelles, principalement des institutions et des industries. |

## 10.3 ACTIVITÉS DE CONTRÔLE

### 10.3.1 Intervenants en gestion des matières résiduelles

Actuellement, les municipalités ne font pas nécessairement un contrôle serré des activités de collecte, de transport, de traitement et d'élimination des matières résiduelles. Un contrôle plus strict doit toutefois être effectué auprès des différents intervenants afin de s'assurer que les activités de gestion se déroulent selon les contrats et que chaque matière est gérée de façon à assurer le meilleur taux de détournement possible. Le coordonnateur du PGMR devra donc, à chaque année, développer et appliquer un protocole pour effectuer un contrôle serré des différentes activités de gestion. Les résultats seront par la suite présentés aux municipalités concernées.

### 10.3.2 Caractérisation

Le bilan du Plan de gestion des matières résiduelles de la MRC de Rivière-du-Loup se base en partie sur la répartition des matières résiduelles provenant de l'étude de Chamard-CRIQ-Roche. Toutefois, cette répartition ne représente pas nécessairement la réalité régionale. La MRC, en partenariat avec le KRTB, veut donc procéder à une activité de caractérisation pour déterminer la répartition régionale des matières résiduelles générées. De plus, la tenue d'une activité de caractérisation dans la MRC pourra permettre de suivre l'évolution de la gestion des matières résiduelles et mesurer ses résultats. En effet, une activité de caractérisation peut nous informer sur la répartition des matières qui sont mises aux ordures ménagères et sur la quantité totale moyenne de matières générées par un ménage.

Un échantillon représentatif devra être échantillonné au cours de l'année suivant l'adoption du PGMR. Lors de la réalisation des bilans (aux 2 ans), une nouvelle caractérisation devra être réalisée. Il est important que cette caractérisation s'effectue pendant la même période d'une fois à l'autre.

L'analyse temporelle des résultats de la caractérisation pourra permettre de vérifier si la quantité de matières envoyées aux ordures par ménage a augmenté ou diminué et de vérifier les matières qui sont encore envoyées aux ordures pour cibler les activités de sensibilisation et de collecte qui doivent être priorisées.

## 10.4 INDICATEURS DE PERFORMANCES

### 10.4.1 Taux annuel de valorisation et mesure de l'atteinte des objectifs

Le calcul du taux annuel de valorisation par matières permet de connaître le niveau de performance des programmes de gestion mis en place. Ce taux correspond au rapport entre les quantités de matières annuellement valorisées et les quantités potentiellement disponibles annuellement, d'où la formule :

$$\text{Taux de valorisation ( \%)} = \frac{\text{Quantité de matières valorisées annuellement (tm/an)}}{\text{Quantité annuelle de matières potentiellement disponibles (tm/an)}}$$

Pour effectuer ce calcul, il est nécessaire de connaître le taux potentiel de valorisation pour chaque type de matières, c'est-à-dire la portion potentiellement valorisable. On peut observer les taux potentiels de valorisation pour les diverses catégories de matières au tableau 4.16. Il faut également connaître la quantité de matières produites par catégorie (matières recyclables, matières organiques, RDD, etc.), provenant de la caractérisation. Lors de la caractérisation, il est donc nécessaire de faire un tri comportant au minimum les catégories indiquées dans la première colonne du tableau 4.16. Enfin, il est nécessaire de connaître les bilans des diverses filières de gestion des matières résiduelles pour obtenir la quantité valorisée par type de matières.

Les données peuvent être présentées sous la forme du tableau 4.16. Les taux de valorisation peuvent alors être comparés avec les objectifs fixés dans la Politique. Ce tableau permet donc d'illustrer l'efficacité des différents modes de collecte et de mesurer l'atteinte des objectifs. Il permet également de connaître les quantités supplémentaires de matières qui doivent être mises en valeur pour atteindre les objectifs de la Politique.

### 10.4.2 Taux annuel de diversion du secteur municipal

Le taux annuel de diversion constitue le pourcentage de matières détournées de l'élimination. Il représente la quantité de matières annuellement valorisées et détournées de l'élimination en relation avec la quantité totale de résidus annuellement générés sur le territoire de planification. Le calcul du taux de diversion s'effectue à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Taux de diversion ( \%)} = \frac{\text{Quantité annuelle de matières valorisées (tm/an)}}{\text{Quantité totale annuelle de résidus générées (tm/an)}}$$

Pour calculer ce taux, il est nécessaire de connaître les quantités de matières valorisées par les différentes activités de collecte et de gestion des matières résiduelles. Cette information doit être obtenue auprès des municipalités et des autres intervenants responsables de la gestion des programmes de récupération, tel que Recyc-Québec. On doit également connaître la quantité de résidus éliminés pour calculer la quantité de résidus générés. La quantité de résidus éliminés apparaît dans le bilan du lieu d'enfouissement sanitaire.

La présentation du taux de diversion peut prendre la forme du tableau 4.12, présenté précédemment. Ce tableau permet de connaître le taux de diversion, de même que les quantités moyennes valorisées et éliminées par habitant. Pour évaluer la population totale, nécessaire à la mesure des moyennes par habitants, il faut effectuer le calcul suivant :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Population totale (hab.) | = | Population permanente | + | Ménage x Résidences saisonnières x Proportion externe x Durée |

Où :

| | |
|---|---|
| Population permanente | Population provenant des données de recensement |
| Ménage | Nombre d'habitants par ménage, soit le rapport entre la population permanente et le nombre de résidences permanentes |
| Résidences saisonnières | Nombre de résidences saisonnières indiqué dans le Sommaire des rôles dévaluation foncière |
| Proportion externe | Évaluation du pourcentage de chalets dont le propriétaire est situé à l'extérieur de la MRC |
| Durée | Période de temps où le chalet est occupé. On considère généralement une durée de 4 mois. |

# CONCLUSION

La MRC souhaite réellement s'impliquer activement dans cette démarche de meilleure gestion de ses matières résiduelles. Elle est d'avis également que pour y arriver elle devra compter sur tous les acteurs qui sont concernés de près ou de loin dans la production et la gestion de ces matières. Il est essentiel de mobiliser les citoyens vers des actions concertées et du même coup développer un sens des responsabilités de la part de tous ces gens qui sont des citoyens, des contribuables, mais aussi des acteurs du monde municipal, des travailleurs de l'industrie, des commerces et des institutions, des personnes oeuvrant en économie sociale.

Il faudra s'assurer également que la MRC puisse compter sur des politiques claires des gouvernements en place, afin de faciliter l'application du PGMR. Les cinq cibles principales où il faudra apporter une attention soutenue sont les suivantes :

- L'information, la sensibilisation et l'éducation des élus et des citoyens particulièrement sur la réduction à la source et le réemploi ;
- La mise en place de la responsabilité élargie des producteurs ;
- L'adoption des règlements attendus ;
- L'aide financière aux municipalités et ses partenaires;
- Le développement d'outils en vue d'atteindre et de mesurer les objectifs de la Politique.

La MRC devra aussi, au fil des ans, développer un partenariat grandissant à l'intérieur du KRTB voire du Bas-Saint-Laurent pour s'assurer d'une masse critique lors du développement des installations et pour la recherche de débouchés pour l'ensemble de ses matières résiduelles. Il sera donc important de mettre en place une table de concertation des PGMR pour le territoire du KRTB afin de poursuivre dans le sens de cette vision régionale, puis de respecter le rythme et la volonté des gens en place.

# RÉFÉRENCES


AOMGMR (2001) Guide d'élaboration d'un plan de gestion des matières résiduelles, Saint-Étienne-des-Grès, 140 p.

CANADIAN TIRE (2002)

CHAMARD-CRIQ-ROCHE (2000) Caractérisation des matières résiduelles au Québec, Cap-Rouge, 213 p.

COECOS (2002) Résultats de la collecte des feuilles d'automne.

COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC (2002)

CRIE DU GRAND PORTAGE (2002)

ICRIQ (2002) Banque d'information industrielle du Centre de recherche industrielle du Québec, http://www.icriq.com/fr/index.html

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2002) Profil régional du Bas-Saint-Laurent, http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/reg01_ca.htm

MRC DE RIVIÈRE-DU-LOUP (2001) Sommaire du rôle d'évaluation foncière.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE (1998) Plan D'action québécois sur la gestion des matières résiduelles, Québec, 56 p.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE (2001) Décret 1445-2001.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (2002) Profil économique de la MRC de Rivière-du-Loup, http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/regions/pdf/mrc/01/01mrc120.pdf, 4 p.

MUNICIPALITÉ DE SAINT-PHILIPPE-DE-NÉRI (2002) Communication personnelle. Statistiques sur les quantités des déchets enfouis.

PEINTURES RÉCUPÉRÉES DU QUÉBEC (2002) Communication personnelle. Arrivages pour la MRC de Kamouraska en 2001.

RÉCUPÉRATION DES BASQUES (2002) Communication personnelle. Bilan 2001.

RECYC-QUÉBEC (2001) Base de données des matières résiduelles, http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/DBMR/DBMR.asp

RESSOURCERIE DU BAS-DU-FLEUVE (2002) Communication personnelle. Bilan 2001.

SERVICES SANITAIRES ROY (2002) Communication personnelle. Bilan 2001.

SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS (2003) Plan de développement régional associé aux ressources fauniques, section sur le portrait régional, http://www.fapaq.gouv.qc.ca/fr/region/01_bas/PDRRF/portrait_reg_01_33p.pdf, 31 p.

SOCIÉTÉ V.I.A. (2002) Communication personnelle. Bilan 2001.

STATISTIQUE CANADA (2001) Profils des communautés en 2001, http://www12.statcan.ca/francais/profil01/PlaceSearchForm1_f.cfm

VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP (2002) Communication personnelle. Statistiques sur les quantités des déchets enfouis.